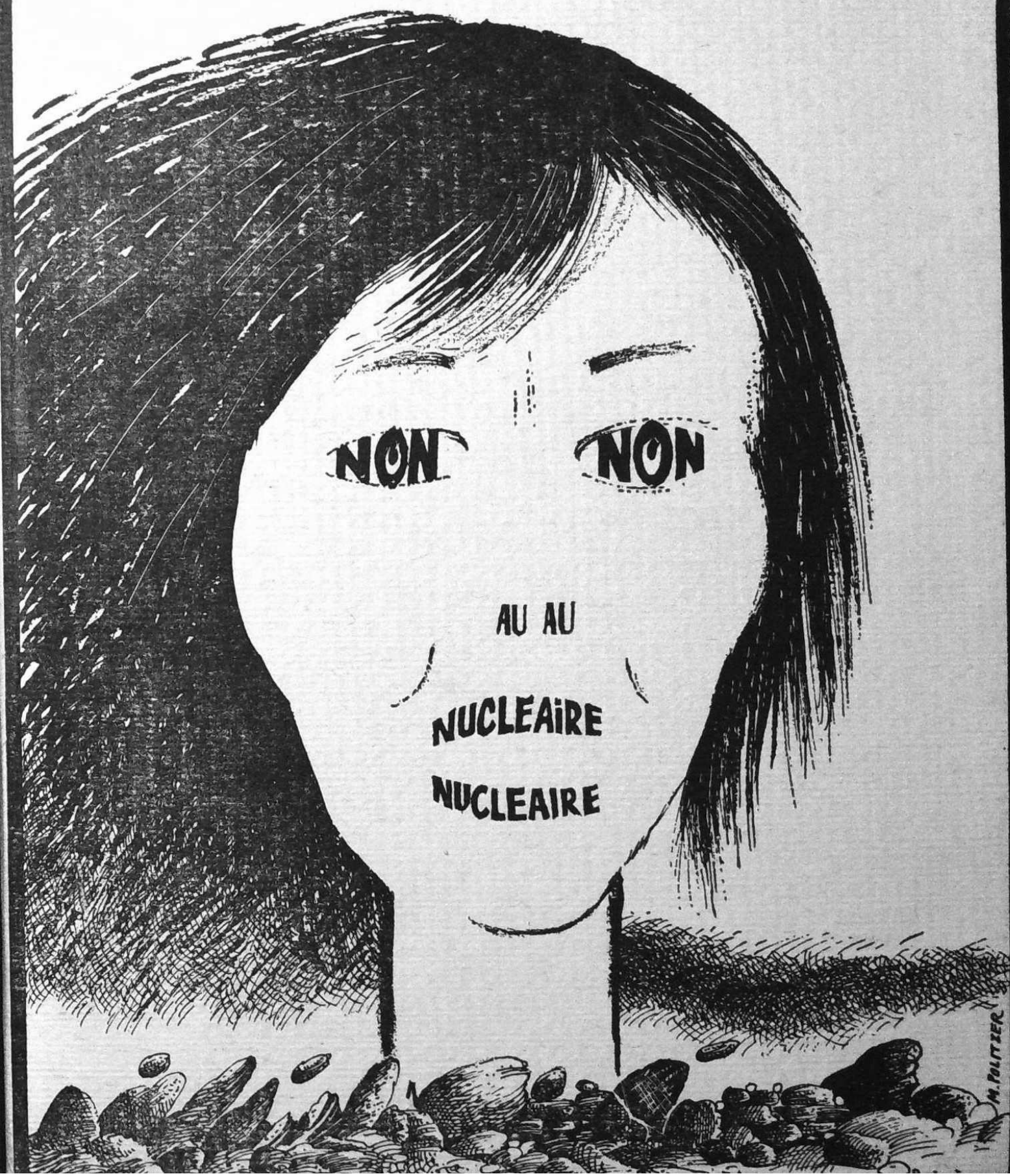


FEMMES DE PLOGOFF

rencontrées par Renée Conan et Annie Laurent



FEMMES
de
PLOGOFF

rencontrées par
Renée Conan
et
Annie Laurent

© Editions La Digitale, 1981.
Kerfech - Mellac — 29130 Quimperlé.

LA DIGITALE

FEMMES
de
PLOGOFF

présentées par
Monsieur Lenoir
et
Monsieur Lenoir

LA MICHÉLÈRE

Aux hommes de Plogoff.

AVERTISSEMENT

AU LECTEUR

Ce livre n'a ni la prétention de relater les événements qui ont eu lieu pendant l'enquête d'utilité publique, ni d'être une étude sur les raisons que nous avons de nous opposer au nucléaire et à l'implantation d'une centrale nucléaire de $4 \times 1\,300$ mégawatts à la Pointe du Raz. D'autres s'en sont chargés dans des ouvrages que nous citons à la fin de ce volume.

Notre intention était de donner, à ces femmes dont nous admirons la lutte, l'occasion de nous raconter ce qu'elles avaient vécu, pour le publier. Nous voulions faire entendre leur voix. C'est pourquoi, nous nous sommes contentées de les écouter et de retranscrire leurs paroles. Une lecture publique leur a été faite avant de mettre sous presse, pour éviter toute erreur possible.

Afin de faciliter la compréhension du texte nous avons dû rédiger certaines notes et certains passages imprimés en italique.

Nous en avons fait — sciemment — le moins possible, pour ne pas intervenir dans un discours qui se suffit à lui-même.

PRÉSENTATION

Ce livre rapporte les paroles des femmes de Plogoff telles que nous les avons enregistrées lors de rencontres hebdomadaires en avril, mai et juin 1980, après l'enquête d'utilité publique.

L'idée de ce témoignage populaire nous est venue le 6 mars à Quimper, au cours du procès en flagrant délit des 11 otages arrêtés à Plogoff lors de la rafle du 29 février.

Le matin même, derrière leur maire, plus de cent habitants de Plogoff, lance-pierres au cou, s'étaient présentés à la préfecture pour être inculpés au même titre que ceux qui allaient être jugés. Le préfet avait refusé de les recevoir.

Nous avons pu pénétrer dans le tribunal bouclé par les forces de l'ordre. Dans le prétoire il y avait une majorité de femmes de Plogoff, inquiètes pour ceux qui devaient comparaître.

Pour beaucoup d'entre elles, c'était le premier contact avec la justice de leur pays : on allait juger des accusés qui n'étaient ni des voyous, ni des voleurs ni des criminels, dont la seule faute était de manifester — comme elles — leur opposition à l'implantation d'une centrale nucléaire.

Ces femmes s'attendaient à une justice sereine.

Les charges retenues contre les prévenus étaient minces, pour ne pas dire inexistantes.

L'attitude méprisante des magistrats, les déclarations concertées des gardes-mobiles provoquaient écoeurement et colère qu'il

fallait taire sous peine d'expulsion de la salle.

Des femmes sont venues témoigner.

Des femmes de tous les âges, mères de famille et femmes au foyer pour la plupart, encore traumatisées par ce qui s'était passé à Trogor.

Elles ont raconté comment ce jour-là, le 29 février, les gardes-mobiles s'étaient déchaînés, les avaient injuriées de la manière la plus grossière, leur avaient craché à la figure, les avaient bousculées, maltraitées, et avaient arrêté 11 des leurs.

L'émotion et l'indignation contenues du public contrastaient avec l'indifférence des juges.

Le procès était tumultueux, les suspensions de séance nombreuses : nous avons pu bavarder.

Elles nous ont raconté le combat qu'elles menaient contre l'enquête d'utilité publique et l'occupation qu'on leur imposait ; nous sentions que toute la population était au coude à coude.

Nous avons parlé de la lutte antinucléaire.

Depuis plus de 8 ans nous prenons part à cette lutte et pas seulement en Bretagne.

En 1977, nous avons participé avec de nombreux autres Bretons à la manifestation de protestation contre la construction d'un surrégénérateur à Creys-Malville (Isère). Là nous avons su que le gouvernement ne reculerait devant rien pour imposer le nucléaire. Ce fut un choc pour tous ceux qui étaient là et nous étions 80 000. Une impression d'impuissance qui pouvait déboucher sur le désespoir. Et nous leur avons dit que la lutte de Plogoff nous avait rendu l'espérance.

Nous nous sommes revues le 17 mars. L'enquête était enfin terminée, les 11 otages libérés ; mais la lutte continuait. Il y avait encore des inculpés et on ignorait quand ils seraient jugés.

Elles nous ont dit : «Le gouvernement veut la centrale, nous n'en voulons pas : nous ne baissons pas les bras.»

Nous avons alors proposé à ces femmes dont nous admirions la lutte et la détermination de raconter ce qu'elles avaient vécu.

Beaucoup d'entre elles sont venues témoigner.

De chacune de ces rencontres nous retirions l'impression de femmes désireuses de s'informer, de comprendre, d'une honnêteté incontestable, sincèrement convaincues de la justesse de leur lutte et soucieuses de démocratie.

Des femmes au courage remarquable, à la détermination inébranlable.

Première partie.

Arrivée dans la nuit.

Les mairies des communes du Cap Sizun concernées par l'enquête d'utilité publique refusent d'afficher l'arrêté préfectoral annonçant l'enquête.

Le 23 janvier, à 4 heures du matin, M. Goudard, sous-préfet aux affaires économiques, procède à l'affichage sur les volets de la mairie de Plogoff de l'arrêté préfectoral.

Il est escorté pour ce faire d'une trentaine de camions de gardes-mobiles, dont 9 l'accompagnent jusqu'à la mairie.

LA NUIT DE L'AFFICHAGE

Quand ils sont venus afficher leur arrêté, ils sont venus la nuit comme des voleurs, comme des bandits. Oh ça m'a marquée ! On s'attendait à ce qu'ils viennent, mais pas comme ça.

On avait eu une réunion mensuelle justement ce soir-là. On avait dit à cette réunion qu'il était possible qu'ils viennent afficher, la journée ou la nuit, même la nuit. Au Pellerin¹ ils avaient fait comme ça. Les gens n'ont pas cru, ils ont dit : «C'est pas vrai, les mairies ne sont pas ouvertes la nuit». Alors on avait dit : «Bon, ceux qui se sentent capables de rester la nuit, restent» et on avait mis des tours de garde. On est restés toute la nuit ; et à 4h, ils sont arrivés. Alors là, moi j'ai eu peur. On s'attendait à ce qu'ils viennent à 3 ou 4 voitures. Ils sont venus à 6 petites voitures et des camions avec plein de gardes-mobiles dedans, au milieu de la nuit, comme si on était sous l'occupation.

— On était là, on les attendait dans la cour de la mairie. Ça débarquait de partout. Tant de camions pour si peu de personnes et pour si peu de choses : pour afficher un papier ! Venir à tellement pour si peu !

Et ils savaient bien combien on était, puisque la gendarmerie était là ! Il fallait qu'ils montrent tout de suite leur force ; ils voulaient se montrer.

— Moi j'ai pas eu peur, non, on ne pouvait pas faire grand-chose.

C'était la première fois que je voyais les gardes-mobiles comme ça. On les avait vus à la manifestation de Quimper, à Nantes aussi, mais c'était pas pareil.

— «Vous n'avez pas honte de venir à tant que ça pour afficher

¹ Le Pellerin, près de Nantes, où EDF projette l'implantation d'une centrale nucléaire et se heurte aussi à l'opposition de toute la population.

un morceau de papier ? »

Un type m'a dit en breton : «N'eo ket echu ganeoc'h, c'hoaz, c'est pas fini encore, nous reviendrons».

— «Oh, je lui dis, tu as le toupet de parler encore en breton ! C'est pas une référence de parler breton quand tu viens faire des trucs comme ça».

Oh, ça m'a choquée !

— Oh, moi, c'était du désespoir.

Si tout Plogoff avait été là, y aurait eu de la bagarre ; mais on n'était qu'une trentaine de personnes, presque toutes des femmes : les hommes n'ont pas de patience ! Vous voulez faire tenir des hommes toute une nuit là ? Ils n'y croyaient pas ! Y avait dix hommes pour trente femmes.

Personne n'a dormi, on les a réveillés, on a fait du foin ; on a pris les voitures, on a commencé à klaxonner dans toutes les rues. On était devenus fous.

Quand la relève est venue à 6 heures, c'était fini. Les gens arrivaient après.

L'enquête d'utilité publique doit commencer le 1^{er} février. Les mairies de Plogoff, Primelin, Goulien, Cleden refusent d'ouvrir leurs portes. Le préfet Jourdan, décide d'envoyer les « mairies annexes » dans les 4 communes.

A Plogoff, ces « mairies annexes » stationneront d'abord à Saint-Yves, à la sortie du bourg, sur la route qui mène à la Pointe du Raz, ensuite, à Trogor à l'entrée du bourg, sur le délaissé de route.

Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février la population dresse des barricades sur les 4 voies d'accès à Plogoff.

LA NUIT DU 31

A partir de cette nuit, le froid m'est rentré dans le corps pour ne plus me quitter pendant toute l'enquête — un froid de mort.

Je n'ai jamais eu si peur de ma vie que la nuit du 31.

Il faisait un temps terrible. Une tempête ! La pluie ! Le vent ! Il y avait des barrages partout. Ils étaient bien placés, c'était judicieux. Les 4 routes, les 4 accès à Plogoff étaient barrés. Au Loch c'était bien fait comme barricade: c'était formidable ! C'est là qu'ils ont dû forcer, qu'ils ont tapé fort pour rentrer. — Et ils nous ont tiré dessus tout de suite.

Ils avançaient tous feux éteints ; du Loch on ne voyait pas, on ne se rendait pas compte. C'est pour ça qu'on n'a pas réalisé le nombre de camions.

Il faisait nuit, on ne les apercevait pas beaucoup. Mais quand on les a vus descendre le bourg ça a été terrible. Ça nous a choquées de voir ces camions descendre.

Pire que de voir les Allemands arriver ; parce que les Allemands au moins ils sont venus dans la journée ; ceux-ci, ils sont toujours venus la nuit.

Les Allemands sont rentrés ici sans combat, c'était plutôt l'occupation.

— Quand les Allemands sont arrivés, j'allais au lavoir, j'ai fait demi-tour et je me suis cachée pour ne pas les regarder — Ben, les CRS c'était pire.

— Je crois que c'est ça qui m'a marquée le plus : quand ils sont arrivés : avec leurs grands boucliers : « Mais qu'est-ce que vous avez là, un pare-brise ou un pare-cailloux ? »

On avait peur . . .

— J'étais pas fière de les voir descendre. Le barrage, le ruisseau qui nous séparaient, c'était pas bézef. On était sur les nerfs à attendre. La nuit, les feux . . . les voir descendre des camions

les uns sur les autres ! On n'imaginait pas ça. Avec les feux de la barricade on voyait des casques, des boucliers qui brillaient. Je sais pas. C'était la première fois qu'on voyait ça . . . Et dans la nuit c'était . . . oh la la, la tempête !

Ça faisait un drôle d'effet. C'était impressionnant de voir les CRS dans la nuit. On se disait «Mais qu'est-ce qui arrive ?» Et il y en avait encore et encore . . . Et la lenteur avec laquelle ils descendaient. Sûrs d'eux. Et la pluie et le vent !

Dans la nuit ça faisait lugubre. De chez nous on voyait Cléden au Nord-Est, on voyait plein de feux et on voyait des voitures qui partaient en phare et d'autres qui arrivaient en veilleuse. On se demandait ce que c'était. Là on a su que c'était le barrage de Langroix qui sautait. C'était Langroix¹ qui tombait.

Ça faisait une drôle d'impression ; ça faisait comme une guerre.

Il en montait des camions. C'était une véritable armée. Et il en montait pratiquement autant par la baie², que du Loch. — Ah ! ça nous a fait un effet terrible, quand ils sont passés devant chez nous. Certains venaient à pied, ils s'étaient déployés sur toute la route. On disait : «Encore ? Encore ?» ; on ne faisait que leur dire : «Encore ?».

On leur montrait nos mains nues.

Il faisait de la tempête.

On s'est dit : «Qu'est-ce qui va se passer ?»

Ils descendaient tout doucement.

On avait l'impression que c'était une armée.

Ce n'était pas croyable ! Ces camions ! Ces fusils !

Les gradés qui marchaient n'ont pas pipé mot quand on les

¹ Langroix. La population de Cléden avait, elle aussi, dressé des barricades.

² La baie des Trépassés. La route passant à la baie et menant à Plogoff était barrée.

a insultés : «Mais vous n'avez donc pas honte !» C'était inimaginable !

On les a insultés, on leur a dit de tout.

Ils ne nous ont rien répondu. On était déchaînés. Même que le gradé qui marchait le long du fossé a baissé la tête. Et dans le camion, y en a certains qui ont baissé la tête aussi.

Après ça, on est devenu fous. Oh c'était terrible !

Nos jeunes qui avaient passé la nuit sur le barrage rentraient comme des battus, comme des chiens battus. C'étaient pas des exaltés, non des chiens battus ! Ça canardait ! Comme ils ne remontaient pas assez vite, ils recevaient des grenades. Y en a un qui a reçu une grenade sur les mains, il avait les mains dans un état ! Un autre sur les bras, il a eu le muscle du bras vraiment bien abîmé. Les jeunes nous disaient : «Rentrez chez vous Madame, ne restez pas là, ils sont fous ! Ils vont lancer des grenades, ils vont encore en lancer».

Et on leur a dit : «Bravo ! chapeau ! Vous avez bien tenu». On aurait dit des petits vieux écrasés, ces jeunes de 18, 20 ans.

*
* *

LA CENTRALE, ILS NOUS L'ONT IMPOSÉE

Voyez comme ils sont venus à 4 heures du matin, je trouve pas que c'est une façon.

Ils arrivent là, comme des voleurs la nuit. Ils s'installent chez nous pour six semaines.

— Une telle force policière qui nous tombait dessus. Vraiment, je ne m'attendais pas à une telle attaque. Non, c'est révoltant. Mais qu'est-ce que c'est ?

On a voulu nous écraser ! et de quelle façon !

Nous sommes révoltées par le procédé !

Quand on voit des choses pareilles, ça nous donne honte d'être

Français. C'est décourageant.

La tristesse de se faire traiter de la sorte !

Y avait de la révolte, de l'angoisse, mais aussi de la tristesse à se voir traiter de la sorte par des Français.

C'était terrible.

A partir de cette nuit, le froid m'est rentré dans le corps pour ne plus me quitter pendant toute l'enquête — un froid de mort.

On se rend compte que c'est ça qui a mobilisé toute la population. Personne ne s'attendait à un tel déploiement de forces. C'est justement ça qui a galvanisé tout le monde.

Il est certain que parmi certaines populations, ça aurait suffi pour mettre tout le monde à plat ; mais ils ne connaissent pas le caractère de chez nous, c'est ça.

On s'est dit « Mon Dieu, si on a la centrale, et bien ça va être encore pire ».

*
* *

CETTE NUIT-LA, ÇA A ÉTÉ TERRIBLE DANS LA COUR DE LA MAIRIE.

On était venu en marche arrière des barrages du Loch.

Les gens se réfugiaient dans la cour de la mairie.

On ne savait pas où allaient les gendarmes.

On ne savait pas où aller.

On était affolé.

La voie était libre : ils pouvaient passer.

La route était libre.

Eh bien, ils ont chargé quand même !

Ils étaient tous rangés là devant la mairie ; et nous, repliés dans la mairie, certaines dans la cour. Ça a été terrible dans la cour.

Ils nous ont canardées : il y a des femmes qui se sont trouvées mal.

Ils ont tiré à bout portant : ça annonçait la couleur tout de suite !

Ils nous ont lancé des grenades dans la cour de la mairie.

— En fait dès le premier jour, ils ont provoqué, en lançant des grenades à bout portant, alors qu'ils étaient dans Plogoff : ils étaient dans les lieux, ça c'est de la prococation !

Ils ont tiré à bout portant !

C'était vraiment terrible ! Affreux !

— A l'intérieur de la mairie, je croyais mourir tellement ils nous ont . . .

Ils ont essayé d'avoir la mairie !

— Je vous dis, s'il n'y avait pas eu une porte derrière pour nous évacuer, on s'étouffait tous là-dedans . . . avec les grenades qu'ils avaient lancées. Ils les ont lancées jusqu'à la porte, et toute la fumée qui rentrait là-dedans . . . et on était tous là comme des sardines.

Ah ! . . . je me suis vue assaillie et j'ai dit :

« On est foutus ! »

Heureusement qu'il y avait cette porte de derrière pour pouvoir sortir, sans quoi on était tous victimes.

Quand j'ai vu amener Amélie, je croyais qu'elle était vraiment blessée, inanimée . . .

Elle a été touchée. Elle était là, devant la mairie, et quand ils ont commencé à tirer, elle a pensé à sa fille. Elle est venue à la sortie de la mairie sur la route, et elle a trouvé sa fille. C'est en retournant à la mairie qu'elle a été touchée.

Il y avait une centaine de personnes, on a eu peur. On ne s'attendait pas à ça.

On ne savait pas.

On ne savait pas ce qu'étaient les gaz lacrymogènes.

On ne savait pas ce qu'ils allaient faire de nous dans la cour de la mairie.

On venait de passer une nuit blanche dans la lutte. De les voir

foncer sur les gens qui ne faisaient rien, qui ne balançaient rien, je me demandais ce qu'ils allaient faire, *s'ils n'allaient pas descendre des gens.*

J'ai eu peur ! Oh ! j'ai eu peur !

Ils étaient rentrés dans Plogoff, je ne vois pas pour quelle raison ils ont été tirer sur les gens, là ; du moment qu'ils étaient rentrés dans Plogoff, ils n'avaient pas à nous tirer dessus !

On se croyait en lieu sûr, puisqu'on s'était réfugiées dans la mairie, croyant que c'était un abri pour nous ; et ils se sont mis à nous tirer dessus.

On ne savait vraiment pas ce qu'ils allaient faire.

— Là, ils en ont mis alors des grenades !

J'en ai reçu une. Beaucoup ont été incommodées. Heureusement qu'on était couvertes jusqu'au nez et protégées de partout, autrement . . .

Le maire avait fait un discours dans la cour de la mairie en disant : «Là, ils ne peuvent rien contre nous ! »

Et gratuitement c'est là qu'ils ont bombardé !

On ne savait plus à quoi on devait s'attendre.

De voir un régiment comme ça, des camions à n'en plus finir dans la nuit . . .

On était sur les nerfs. On vivait sur les nerfs, dans leur attente.

Quand ils sont arrivés là, beaucoup de gens étaient paniqués. On n'avait jamais vu de gaz lacrymogènes ! On était paniquées par ça.

La nuit a duré éternellement.

— Moi j'ai cru qu'ils allaient prendre possession de la mairie envers et contre tout, *quitte à descendre des gens.*

Les gens étaient traumatisés.

Quand je suis arrivée dedans, je me suis dit :

«Mais qu'est-ce que je suis venue faire ici ? Et où est-ce qu'on va aller maintenant ? »

— Moi je ne pensais plus à rien, je ne pouvais plus respirer. J'ai dit : «Ça y est ! je ne verrai plus chez moi ! c'est fini ! »

J'ai cru qu'ils allaient prendre la mairie.

— Un journaliste du coin, qui était au barrage du Loch, nous avait dit : «Qu'est-ce que vous allez faire là ? Qu'est-ce que ce barrage ridicule ? Les luttes ne se font pas comme ça. Asseyez-vous sur la chaussée, ils ne vous piétineront pas ! »

Au bourg de Plogoff, je lui ai dit :

«Alors, vous avez pu vous asseoir sur la chaussée ?

— Oh ! il me dit, mais c'est pas vrai ! Vous avez vu ce qu'ils ont fait ? »

Deuxième partie.

Une lutte antinucléaire.

La lutte antinucléaire ne débute pas avec l'enquête d'utilité publique, en janvier 1980 ; elle dure déjà depuis plusieurs années.

Dès 1974, l'information sur le nucléaire circule dans le Cap Sizun comme partout en Bretagne où l'on voit se multiplier les C.R.I.N. et les C.L.I.N. (Comités régionaux ou locaux d'information nucléaire). Après une mobilisation populaire sans précédent contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire à Erdeven, le combat antinucléaire se polarise en 1975 en Bretagne, sur le site de Porsmoguer qui semble avoir été choisi par E.D.F., cependant qu'à Plogoff les militants écologistes restent sur le qui-vive. Jusqu'en 1976, la majeure partie de la population de

Plogoff ne se sent pas vraiment concernée et ne peut pas croire à la construction d'une centrale nucléaire sur un site comme la Pointe du Raz.

Cependant en juin 1976, dès que le danger se précise, la population réagit vigoureusement contre le projet d'E.D.F. en dressant ses premières barricades.

Par la suite, elle ne cessera de répondre au coup pour coup.

De plus en plus informée, de plus en plus motivée, de plus en plus mobilisée, la population de Plogoff se retrouve spontanément dans sa grande majorité sur les barricades, le 31 janvier 1980.

La répression qui, dès lors, s'abat ne fait que renforcer la détermination de toute une communauté qui refuse non seulement l'implantation d'une centrale sur son territoire, mais aussi et surtout le nucléaire avec tout ce qu'il entraîne, qui se révolte contre les violences qui lui sont faites, et qui est décidée à se battre jusqu'au bout . . . parce que c'est son DEVOIR.

HISTOIRE D'UNE LUTTE.

En 1973, à cette époque-là, il n'y avait que les jeunes qui étaient antinucléaires. Les parents ne s'intéressaient pas trop. On entendait parfois parler du nucléaire, sans penser que ça allait se passer à Plogoff.

— Mon père, au début, il était pour.

« Il n'y aura plus de touristes, on sera tranquilles » !!!

Combien de fois on s'est engueulés à table !

« Evit Buhez ar C'hap »¹ nous a sensibilisés en 1974 au nucléaire. Au début, ça n'a pas eu d'écho. C'étaient des « cheveux longs ». Les gens de Plogoff sont comme ça. On n'avait pas besoin d'eux !

— Je ne connaissais rien. Je leur faisais confiance. J'ai appris beaucoup de choses avec eux.

— Moi aussi !

— Je ne savais pas ce que c'était une centrale ! J'ai demandé à mon mari, il m'a dit que c'était comme Brennilis². « Oh, je ne sais même pas où c'est Brennilis !

Et qu'est-ce qu'il y a à Brennilis ?

— Une petite centrale.

— Oh ! »

Il m'a dit : « C'est dangereux ! »

— Eeux, à Buhez ar C'Hap, c'était pas simplement le nucléaire. ni le site de Plogoff, c'était en général, sur la France.

Il y a eu plusieurs réunions.

Ils avaient des renseignements, des arguments. Ils savaient beaucoup de choses.

¹ « Evit Buhez ar C'Hap » (Pour la vie du Cap) : association écologique du Cap Sizun, créée en oct. 1975. Il semble qu'il y ait ici une confusion avec le comité régional d'information nucléaire (C.R.I.N.) du Cap Sizun qui organisait des réunions d'information dès 1974.

² A Brennilis, dans les Monts d'Arrée existe une centrale nucléaire de 70 MW (type graphite-gaz).

Avant 1976, on n'était pas tellement concernés.

Au début, nous, on n'a pas réagi, je sais.

On ne voulait pas croire que Plogoff aurait été choisi !

On ne pensait pas à ça.

C'est surtout depuis qu'on a fait les barrages. Avant, on en parlait, mais on ne pensait pas qu'ils seraient venus à Plogoff, à cause de la pointe du Raz qui est un site touristique que tout le monde connaît.

A ce moment-là, on a créé le comité de défense.

JUIN 1976.

Mardi 1^{er} juin

Une délégation E.D.F. annonce à la mairie de Plogoff que les sondages commenceront le 8 juin.

Vendredi 4 juin

Création du Comité de Défense, présidé par le maire. Appel par tracts et par voie de presse à la population pour qu'elle assiste à une réunion extraordinaire du Conseil Municipal le lendemain.

Samedi 5 juin

Réunion du Conseil Municipal avec la participation d'une partie de la population.

Envoi d'une motion à la préfecture.

Sous la pression de la population présente, décision d'un arrêté municipal interdisant l'accès sur le site aux camions de plus de 2 tonnes.

Dimanche 6 et lundi 7 juin

Distribution de tracts dans la région pour inviter les gens à manifester devant la mairie de Plogoff le mardi 8 juin à 6 heures.

Mardi 8 juin

Beaucoup de monde.

Organisation des barrages sur les quatre voies d'accès.

Une délégation conduite par l'adjoint est reçue à la préfecture le matin. Pas de camions E.D.F.

Mercredi 9 juin

Les camions de sondage ne viennent pas.

Jeudi 10 juin

Le maire, convoqué par le Préfet, demande que le site de Plogoff soit retiré de la carte de France des sites nucléaires.

Il déclare qu'il s'oppose aux opérations de sondage géologique et que si E.D.F. insiste il ne répond pas des violences qui pourraient s'ensuivre.

Le soir, la région d'équipement E.D.F. de Tours annonce le report des sondages à l'automne. Cette décision est connue à Plogoff le lendemain.

HISTOIRE D'UNE LUTTE (suite).

Vous avez participé aux barricades de 76?

— Oui, nous avons toutes ici participé aux barricades des sondages en 1976 pour empêcher les camionnettes de passer. On a tenu 3 nuits et 3 jours.

— Par moments on dormait dans l'herbe. On faisait des relèves.

— On a empêché de passer le camion qui voulait forcer le barrage : il n'est pas passé ; non, non ! Il a fait demi-tour.

Le capitaine de gendarmerie est venu nous annoncer qu'ils repartaient et qu'ils reviendraient en septembre. Depuis, on les attend toujours . . .

— Là, c'était dur aussi. On était fatigués. D'autant que nous étions peu nombreux et qu'on nous tournait en dérision, surtout au début. Parce que les premiers temps, on a été en butte aux railleries. Une partie de la population ne nous

comprenait pas au départ.

— Sur le dernier barrage, il y avait du monde ; pas tout le monde, mais il y en avait plus que les premiers jours. Les gens se sont informés à ce moment-là et sont venus nous rejoindre.

— Au départ, la plupart n'avait pas compris le projet. Ils ne voyaient pas ce que c'était cette centrale nucléaire !

— On n'avait rien fait pour le coin, alors on s'étonnait un peu qu'on nous envoie cette centrale du jour au lendemain. On a toujours été contre cette centrale ici. Le conseil municipal avait voté contre. On croyait que c'était suffisant. ON N'EN VOULAIT PAS.

*
* *

PROMESSES ÉLECTORALES.

Nous avions confiance dans la parole de nos élus.

Le Président de la République avait promis ! Pourquoi n'a-t-il pas tenu sa parole ? . . . Il avait promis ! . . .¹

«Si vous ne voulez pas de la centrale, vous ne l'aurez pas.» Pourquoi nous l'imposer maintenant ? Contre la volonté des habitants ? Il nous a *trahis*, c'est tout.

— Moi, j'ai compris dès le premier jour qu'ils faisaient le contraire de ce qu'ils avaient dit . . .

— Et Guermeur² ! Il nous a fait beaucoup de mal. Les gens

¹ Déclaration de Giscard en 1974 : «Il ne saurait être question d'imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés».

² M. Guy Guermeur, député et conseiller général du Finistère, RPR, après avoir été élu par la population du Cap, a toujours défendu le projet d'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff.

qui lui font confiance admirent Guerneur. Ils portent haut Guerneur. Pour eux, c'est quelqu'un ! Il y a des gens de Plogoff qui portent Guerneur en triomphe.

Il a déclaré, AVANT LES ÉLECTIONS !, « Nous serons à vos côtés si la population n'en veut pas ».

C'est une déclaration publique, dans une réunion publique ! Quand il a voté au conseil général, il est venu nous narguer avec son billet de vote¹. Et on était obligé de la fermer. Là, je vous assure, on était déchainé ; on n'a pas pu se retenir. On lui a dit de tout. On lui a craché notre mépris. Pour lui, les gens de Plogoff, c'est une bande de gauchistes exaltés. De toute façon, il s'en fout ! Le jour où la centrale sera faite, il s'en ira avec le fric qu'il a touché.

Après l'enquête, on est allé le voir à Pont-Croix à sa permanence. On lui posait des questions qui étaient claires ; il tournait autour du pot. Il ne répondait pas ou il ne disait que des mensonges.

Pendant plus de 2 heures, on n'a rien appris. On est reparti, c'est lamentable !

Et les partis de gauche ?

Ils disaient tous qu'ils étaient contre, même le P.C. Ceux du P.C. étaient avec nous aux premiers barrages en 1976. Après...²

¹ Le 29 novembre 1978, le conseil général du Finistère se prononce pour l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff par 28 voix contre 17 (la gauche votant contre). M. Guerneur sort de la salle pour montrer aux gens de Plogoff le billet de vote (« oui à la centrale ») qu'il allait mettre dans l'urne.

² Après... : allusion à la déclaration de Georges Marchais à Rennes en faveur d'une centrale nucléaire en Bretagne, le 22 février 1979. Depuis, la fédération du P.C. du Sud-Finistère s'est prononcée

Mazéas,¹ le maire de Douarnenez a été clair, l'est-il toujours ? Au P.S., Erwan Guegen nous a aidés à créer le comité. Ceux du P.S.U. nous ont toujours donné un coup de main.

Et maintenant ?

On ne fait plus confiance.

On n'est plus pour la politique autant. On est plus écologique.

*
* *

LA DÉMOCRATIE A PLOGOFF.

La municipalité représente quelque chose.

Les habitants de Plogoff tiennent à une représentation du maire.

— Le maire de Plogoff c'est pour nous comme De Gaulle dans le temps.

Il a tenu le coup, il a eu du mérite, surtout à son âge.

Il a travaillé et Annie Carval aussi.

Ce sont des gens qui ont du mérite.

Elle est bien Annie. Elle s'est démenée, elle avait perdu 6 kilos.

Elle est bien. Elle a du mérite.

Tout le monde ne peut pas faire son travail.

— Je trouve que d'avoir une femme à la tête du comité, ça calme beaucoup les esprits. Les gens étaient nerveux quand même. Je ne sais pas si ça aurait été pareil avec un homme.

clairement pour l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff « pour donner à la Bretagne les moyens de son développement : oui au nucléaire ». sic !

¹ Mazéas, P.C., déclarait être contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, mais en déc. 1980 son opposition ne semble plus aussi ferme, au contraire.

Il y aurait eu des heurts, ils sont plus nerveux. Annie est calme. Elle explique les choses avec calme. Elle voit plus loin que certains. Nous, on lance des cailloux, on ne pense même pas à la suite, tandis qu'elle, elle va le faire. On a parfois agi sans réfléchir. Elle, elle a la responsabilité de tout devant les tribunaux. C'est elle qui dirige tout ça. C'est elle la présidente du Comité de Défense. A Plogoff, c'était organisé. ON AVAIT CRÉÉ TOUT DE SUITE LE COMITÉ DE DÉFENSE. C'est ça qui nous a sauvés. Il faut d'abord être organisé. Ça aurait mal tourné s'il n'y avait pas eu d'organisation : pour modérer les gens de temps en temps, parce que ça aurait pu dégénérer. C'est vite parti quelquefois. Parfois les gens n'étaient pas contents. Mais il faut savoir que faire et comment le faire.

*

* *

LA DÉCISION A TOUJOURS ÉTÉ PRISE COLLECTIVEMENT.

On venait nous demander :
« Qu'est-ce qu'on fait ? »
Les gens disaient : il faut faire . . . il ne faut pas faire . . .
Certaines personnes disaient ça, d'autres disaient non . . .
La décision a toujours été prise collectivement.
Les gens venaient nous demander ce qu'il fallait faire. Ils ne faisaient rien sans demander aux femmes.
« Annie n'est pas là ?
Guiguite ? »
Annie, souvent, tranchait ; elle est la présidente. Mais elle n'a jamais rien fait seule, elle n'a jamais décidé seule. Elle est toujours venue dans le même sens que nous.

On l'écoutait beaucoup à Plogoff.
— D'accord, mais on ne l'a pas tous écoutée !

Il y a toujours eu concertation ?

Non, ça s'est fait parfois comme ça. Par exemple, le 31, tout le monde est parti aux barrages. On n'avait aucune idée, et tout le monde s'est mis aux barrages. Et tous les jours ça a été comme ça. Beaucoup d'actions ont été improvisées. Chacun a fait son petit quelque chose. On ne se concertait pas. Tout marchait quand même. Et ça les a dégoûtés.
— On était par groupes de 2 ou 3.
Si t'avais envie de faire un petit barrage, t'allais faire ton barrage.
Chacun faisait ce qu'il voulait.
(Chez les jeunes), chacun faisait sa petite action.
Plogoff a été bien parce que c'étaient les gens du coin. Bien sûr, il y a eu de l'aide de l'extérieur, ça on ne peut pas ne pas le dire, c'est certain. Mais au départ, c'est les gens de Plogoff.

Comment s'est faite la mobilisation à Plogoff ?

— Moi, je suis dans la bagarre depuis le début ; mais la population a été très lente à se mobiliser.
— Il y a des gens qui ne s'intéressaient pas du tout, qui n'assistaient pas aux réunions. Ils étaient disponibles, et pourtant ils ne venaient pas, jusqu'à ce que soit venu le moment le plus dur.
— Nous non plus, on ne s'en occupait pas comme maintenant. On venait seulement de temps en temps.
Et on se rend compte que c'est cette nuit du 31 janvier qui a mobilisé toute la population. C'est ça qui nous a motivés. On ne pouvait pas oublier cette nuit-là. Personne ne s'attendait

à un tel déploiement de forces.

Il y a des gens qui ne se sentaient pas concernés auparavant et qui sont venus à la lutte pendant l'enquête d'utilité publique, quand ils ont vu les forces de police !

Et que c'est vrai . . .

Que la centrale arrive . . .

Jusque là, ils n'y croyaient pas.

— Moi non plus hein ! Moi non plus !

— Ce qui m'a marquée le plus c'est de voir que tout le monde, toute la population est venue tous les jours à 5 heures. Tous les jours.

— C'est vrai, tous les jours il y a eu du monde.

Ça a été vraiment curieux . . . (silence)

Ça nous a aidés.

— Moi je trouve que ce qui nous a aidés le plus, c'est quand les docteurs sont venus. C'était le corps médical. Ils savent plus que nous. Ça nous a encouragés.

Avant on nous appelait des gauchistes, on était traités de tout.

Et justement, ça, on ne l'a pas fait voir à la télé.

Le premier jour, on était isolé ; à la fin on n'était plus seul.

Tout le monde était solidaire. Tout le monde était formidable.

Pendant l'enquête, personne ne disait du mal des autres. On n'entendait pas de cancans.

Il n'y avait plus personne de mauvais à Plogoff.

Ça a été bien.

Vous avez reçu de l'aide de l'extérieur. Les gens venaient vous soutenir ?

Pendant l'enquête, il y avait des gens qui venaient comme ça. Ça nous faisait plaisir. Ça nous réconfortait. On voyait qu'on n'était pas tout seuls.

Après le coup du 29 février, il y a eu du monde. Ça a été spontané.

Le procureur nous a reproché d'avoir fait appel à des gens.

C'est spontané. C'est les gens qui décident.

Ce n'est pas nous qui disons : « Venez ».

Les gens sont venus quand ils ont vu qu'on se révoltait.

Le jeune qui a été pris le premier, celui de Rosporden, je me rappelle qu'il était à côté de nous la première nuit au Loch, la première nuit de barrages. Il était à côté de nous.

Quand il a été pris, ses parents nous ont dit que c'était notre faute parce qu'on avait fait appel à eux. Or ON N'A JAMAIS FAIT APPEL, ÇA A ÉTÉ SPONTANÉ.

Le gosse, il avait 17 ans et demi, c'était à ses parents de voir où il était. En tout cas, nous, on dit « on fait des barrages », mais on n'a pas dit à tel ou tel jeune « vous viendrez ».

Moi je n'aurais jamais laissé les jeunes aller, et j'ai vu des jeunes là. Je sais que j'ai un fils de 18 ans et demi et je sais où il va et ce qu'il fait. Et je pense que ça dépend aussi de l'éducation des enfants.

— Quand un gosse de 15 ans reçoit une grenade en pleine figure, je ne sais pas ! ce sont les parents qui sont responsables ! On ne vient pas reprocher quoi que ce soit au comité de défense . . .

Il y a des gens qui venaient pour la première fois, ils ne se rendaient pas compte de ce que c'était.

— C'ÉTAIT DANGEREUX. C'ÉTAIT QUAND MEME DANGEREUX. C'ÉTAIT PAS DE LA RIGOLADE.

Certains venaient en curieux, en spectateurs avec des bébés, avec des gosses dans les voitures. J'en ai renvoyé combien de fois !

Je leur disais : « Ne restez pas là ! Reculez ! »

Vous vous rendez compte ! Si un bébé avait reçu une grenade, il se faisait tuer ! Et combien de fois ! Et combien de fois ! On en a fait reculer ! . . . Quand on a pu !

Des fois ça a été dur. On est même resté 3, 4 jours sans rien faire parce qu'on n'arrivait pas à les faire reculer.

LES CAILLOUX.

Les premiers cailloux ce sont les gens de Plogoff.
 Quand ils ont vu cette invasion, ils n'ont pas pu s'empêcher
 quoi ! Ils n'ont pas compris ce que ces gens-là venaient faire
 chez eux. Ça a été instinctif.
 C'est même pas les jeunes.
 C'étaient les gens âgés de 40, 50 ans.
 On les sentait malades, envie de pleurer de voir ces gens-là
 venir chez eux.
 Envie de faire quelque chose : ils ont pris un caillou.
 Ce n'était pas histoire de casser du flic, c'était loin d'être ça.
 Ils ne pouvaient pas supporter de voir cette chose imposée
 comme ça par la force.
 Les gardes-mobiles étaient très agressifs.
 J'ai été choquée parce qu'ils nous reprochaient les cailloux et
 eux, ils avaient le fusil.
 C'est rien les cailloux en fait !
 Je ne vois pas pourquoi on n'aurait pas pris un caillou alors
 qu'eux ils étaient armés jusqu'aux dents. Ils avaient un fusil,
 la matraque, des grenades. Ils avaient tout et nous RIEN.
 C'est révoltant !
 On n'avait que ça. C'était notre seul moyen de défense, le
 caillou.
 Nous on ne cherchait pas la violence.
 Comme ont dit les avocats¹ en parlant des pierres, c'étaient
 les pierres de la liberté.
 Avec les mains nues, on a été là.
 — Moi, quand j'ai vu les premiers cailloux, j'étais un peu
 choquée. J'ai dit : «Mince ! des cailloux ! C'est un peu fort.»
 Les injures, j'acceptais, mais les cailloux !!!

¹ Allusion à la plaidoirie de Maître Mignard, lors du procès du
 17 mars 1980. «La liberté est toujours du côté de ceux qui jettent
 des pierres contre ceux qui portent des fusils».

Finaleme^{nt} j'ai compris.
 C'était leur défense.

Quand ils étaient jeunes, ici, à Plogoff, ils passaient leur temps
 à se battre avec des cailloux. Ça a toujours été l'arme de guerre,
 les cailloux. Les générations de maintenant, moins. Mes frères
 ont eu le cuir chevelu, je ne sais combien de fois, déchiré avec
 les cailloux ; tout le temps des balafres plein la tête.
 Les générations de maintenant, ce n'est plus pareil.
 Et puis à Plogoff, il y a des cailloux partout.
 Les murs étaient vraiment tentants.
 Les personnes âgées ne pouvaient pas courir, mais ça ne les
 empêchait pas de lancer des pierres.
 Les gens se sont aidés : certaines personnes âgées donnaient
 des pierres aux jeunes.

Ils voyaient que notre lutte c'était ça quoi.
 — Un homme presque arrivé à la retraite est venu un jour.
 Il est resté très, très, très loin. Mais quand il a vu comment ça
 se passait, il a jeté des cailloux.
 Il a dit après à sa femme :
 «C'est INSTINCTIF, j'ai jeté des cailloux sans trop me rendre
 compte.»

ON NE POUVAIT PAS FAIRE AUTREMENT QUE DE
 LANCER DES PIERRES.

Annie disait de ne pas lancer des pierres, et nous, on en
 lançait !
 On savait bien que nos pierres c'était notre lutte. Si on ne
 lançait plus de pierres, c'était foutu !
 C'est ça qui a fait parler de nous.
 Les gens sont venus à ce moment-là, quand on a vu vraiment
 qu'on se révoltait.
 On aurait été non-violents, Plogoff ç'aurait été terminé. Au

début on parlait de non-violence. Maintenant c'est fini ! S'asseoir par terre sur la route ? Non !

Le premier jour on s'est assis sur la route, mais les lacrymogènes sont arrivées !

Si les gardes-mobiles sont là, c'est pas la non-violence qui les arrête.

On est sans armes à côté d'eux.

Ils nous ont d'abord montré la violence.

Une personne m'a dit :

«Je suis antinucléaire, mais pas pour la violence.»

Eh bien, on n'avait qu'à rester toutes, les mains dans les poches, et laisser la centrale venir.

En fait la violence qu'il y a eue, ça a sensibilisé beaucoup de monde.

Forcément on est anticasseurs, mais s'il n'y a pas de casse, ça ne va pas.

Après l'arrestation d'Eugène Coquet, pendant 2, 3 jours, ça a été d'un calme à Plogoff !

Et puis on a pris les lance-pierres de retour.

Tout le monde était déçu.

On s'est dit : ça ne peut pas continuer comme ça. C'est trop calme.

Il fallait faire quelque chose.

Il faut faire voir qu'on est là.

Pendant des jours ils ne bougeaient pas. Depuis le temps qu'ils recevaient des cailloux, ils ne bougeaient pas.

Ils n'avaient pas reçu l'ordre de taper sans doute !

— Avant je ne comprenais pas la violence.

Il en faut un petit peu, pour pousser, pour tenir, mais pas de grandes violences.

S'il n'y avait pas eu du tout de violences à Plogoff, ben on n'aurait pas su ce qui se passait à Plogoff.

— Moi je trouve que c'est la venue des flics à Plogoff qui a été une violence.

La violence des gens de Plogoff n'est rien à côté de celle de l'État et des mobiles.

— On m'avait dit : c'est pas des fourches qu'il fallait avoir, mais des longues piques avec des manches longs de 3 m. Avec ça, ils ne viennent pas.

Des piques comme ça, la prochaine fois !

— J'étais contre la violence.

Je me rendais compte que j'avais peur de cette violence.

Si jamais ça continue on sera complètement débordés. La violence me fait toujours peur, parce que la violence appelle la violence.

Alors je me dis : si on apprend la violence à nos jeunes à ce point-là, un jour où irons-nous ? Qu'est-ce que ça donnera ? J'estime qu'on devrait pouvoir se faire entendre sans avoir besoin de ces grosses violences.

A Plogoff, il n'y a pas eu de grosses violences. Non.

Mais c'est un danger parce que c'est une porte ouverte . . .

*
**

*ON NOUS DEMANDE POURQUOI NOUS
SOMMES CONTRE LA CENTRALE.
ET NOUS, ON DEMANDE : POURQUOI UNE
TELLE CENTRALE ? ICI ?*

On est tranquille ici chez nous.

Jusqu'à présent, on ne nous avait rien proposé, pas d'industrie, pas de boulot, on nous ignorait. Les hommes ont été obligés de partir et nous de nous débrouiller seules quand ils partaient. On ne demandait rien et ils ne se sont jamais occupés de nous. ON NE VEUT PAS DE CETTE CENTRALE.

On est tranquille ici, on veut vivre tranquille, qu'on nous laisse finir notre vie, tranquilles.

On n'a pas besoin de piscine ici, la baie des Trépassés nous suffit ! Ni de tellement d'électricité !

— L'électricité je n'en ai pas besoin, ce n'est pas la télé que je regarde, mon plaisir c'est d'être tous les soirs au jardin.

Et le chauffage pour moi merci ! je n'en ai pas besoin.

Même la cuisine on peut la faire au feu de bois, elle n'en est que meilleure.

— Ça, c'est ton choix, mais on peut très bien garder le confort sans avoir recours au nucléaire. D'ailleurs on n'a pas besoin de toute cette électricité. Pour l'an 2 000 il paraît qu'il faut encore beaucoup plus, parce que nous consommerons beaucoup plus, en quoi ?

Pourquoi veut-on nous pousser à une telle consommation d'électricité ? . . .

Je crois plutôt qu'il y a un autre mode de vie à avoir, avec moins de gaspillage, plus de récupération.

— Moi je suis contre les gadgets. Il y a des cuisines où ça ne marche qu'avec des gadgets ; tout est électrique. On ne sait plus rien manœuvrer à la main.

Il vaut mieux lutter contre le gaspillage.

Là où ils veulent construire la centrale, c'est très mauvais : c'est un coin dangereux. Il y a des crevasses partout dans la côte, il y a des grottes de ce côté-là. C'est du granit, mais c'est pourri.

Du côté de la Pointe c'est pourri aussi, les vieux appellent ça la côte pourrie.

C'est comme ça aussi où ils veulent construire la centrale. Ça s'effrite facilement.

On voit tous les ans la mer gagner sur la terre, et le vent ravine . . . De toutes façons, ils ne peuvent pas gagner sur la mer.

Et si c'est vrai qu'il y a une faille en plus !

Sur la carte des secousses sismiques faite à la demande d'E.D.F. ont été gommées des régions où étaient prévues les plus grandes

secousses sismiques. J'ai 73 ans et j'ai déjà senti ici deux tremblements de terre, le dernier dans les années 50.

C'est comme le port¹ . . . il n'y en aura pas ! D'ailleurs on n'en veut pas ! *Ils trompent les gens*. La digue ne pourra pas résister. Quelqu'un qui a deux sous de jugeote n'a pas besoin qu'on lui explique. Ça se voit. La mer est mauvaise, très mauvaise.

Dans le dossier d'enquête d'utilité publique, E.D.F. résume en quelques lignes ce que le CNEOX² analyse sur des pages, et qui traitait des choses les plus importantes pour nous. Pour eux (E.D.F.), moins on en parle, mieux c'est.

Les gens du CNEOX ont été particulièrement choqués de ne lire que trois lignes sur une chose aussi importante. C'est que quelque chose est caché.

Il vaudrait mieux dire la vérité.

Mais ça ouvrirait les yeux à beaucoup de gens, alors on n'en parle pas, et on est tranquille !

Il ne faut pas écouter ce qu'ils disent. Ils mentent.

Dire qu'il y aura de l'emploi, c'est tromper les gens.

Ils essaient d'appâter les gens.³

Les artisans ont été convoqués par lettre à la préfecture ; on est en train de retenir les entreprises pour les travaux. Ils devraient bien savoir que ce n'est pas une petite entreprise de 4 ou 5 personnes qui va faire le travail. Ils construisent une centrale sur la Loire ; les artisans s'étaient associés pour faire

¹ Dans le dossier d'enquête, la construction de la centrale s'accompagne de la construction d'un port.

² CNEOX : Centre National d'Exploitation des Océans. Brest Voir en annexe, à la fin de l'ouvrage la déclaration des scientifiques sur les «truquages» du dossier EDF.

³ Le 16 novembre 1980, le président de la chambre régionale de commerce, Monsieur Travers, déclare : «du boulot et une usine nucléaire ; pas d'usine nucléaire mais pas de boulot». cf. Ouest-France du 17 novembre 1980.

une grosse entreprise. Les premières tranches de travaux leur ont été attribuées, mais maintenant c'est à qui sera le moins cher. Et comme la main d'œuvre la moins chère c'est la main d'œuvre étrangère . . . et on leur avait promis du travail !

Il y aurait 250 à 300 maisons de construites si la centrale venait. Il faut de la place si tous ces gens-là viennent. Et un hôtel de 50 chambres ! C'est se moquer des gens ! 300 maisons à construire et il n'y a pas même un emplacement ! Ils se moquent.

Ils veulent grouper tous les terrains, ils veulent acheter. Ce n'est pas pour des prunes : ils n'ont pas 1 m² de terrain.

Les gens ont commencé à voir clair quand il y a eu le plan à la mairie, avant l'enquête. Il y a aussi le projet «grand site» : «il y a toujours un projet grand site quand il y a projet de centrale». Et ce projet grand site c'est de déplacer tout ce qu'il y a à la Pointe du Raz et à la baie des Trépassés. Dans le livre qu'on a reçu de l'E.D.F., les routes de 28 m de large sont représentées sur le plan, pas plus larges que la route existante qui a 4 ou 5 m. Les gens qui voient ça ne pensent pas toujours à faire la correction. Et où elles vont passer ces routes ? Je me demande où ? peut-être dans notre jardin. Elles seront construites ces routes et on sait très bien que les grands engins ne vont pas contourner une maison, contourner une autre.

Il y a beaucoup de gens qui pensaient qu'on leur aurait enlevé leur maison, terrain et tout et placé un peu plus loin ! Il a fallu leur ouvrir les yeux : ils voyaient ça comme on déplace un bibelot.

Et les lignes à haute tension ? Ce n'est pas pour donner de l'énergie à la Bretagne, c'est pour conduire l'électricité ailleurs. La déperdition sera environ de 30%, pour revenir il y aura encore 30% de pertes.

Qu'est-ce qui reste ?

On exporte l'électricité ailleurs. Qu'est-ce qu'il y a ici comme industrie ? Il n'y a rien. Ce n'est pas pour ce que nous

consommons, nous.

La centrale nucléaire de Plogoff, c'est pas pour Plogoff, c'est pas pour nous.

Il y en aura des problèmes à Plogoff ! C'est pas fini les problèmes à Plogoff !

Ça commence déjà, mais c'est pas fini.

La population sera plus que doublée. Vous vous rendez compte : 3 000 personnes ! La tranquillité, ce sera fini ! Il y aura beaucoup d'étrangers, vous savez bien que ce ne sera pas une vie normale.

Et il y en aura des gardes-mobiles ! On ne pourra plus circuler. Ce sera militarisé.

Et le bruit qu'il va y avoir à Plogoff ! Dites-vous bien qu'avec le bruit qu'il y aura vous ne dormirez pas ; ce sera jour et nuit. Il est vrai que sur le livre qu'on avait reçu de la Préfecture, ils mettaient qu'avec le bruit de la mer ça ne ferait qu'un peu plus de bruit !

Les oiseaux de la Réserve¹ vont disparaître avec les travaux, avec le bruit.

Et le climat va changer . . .

Et puis il y a aussi le danger des radiations.

Il y a déjà ici une radioactivité naturelle à laquelle s'ajoutera celle de la Centrale. Il faut le savoir, ça.

On nous ramène toujours : c'est incolore et inodore ! Et on a du mal à faire admettre à certaines personnes que c'est dangereux, même si ça ne se voit pas, même si ça ne se sent pas. «A La Hague tout est vert» !

On ne sait pas quand il y a de la radioactivité qui s'échappe. On ne le dit pas.

On ne nous dit rien.

Si jamais la centrale venait, on ne pourrait plus envisager la

¹ La réserve ornithologique du Cap Sizun.

vie comme avant.

Mon fils est marin-pêcheur, il ne pourra pas continuer son métier. Il fait la pêche côtière, ça va être cuit (sic !).

— Mon mari faisait des crabes à Bestrée. Je défends la côte et la mer.

— Mon mari a un petit bateau, un petit canot. Il pensait aller à la pêche tous les jours quand il serait en retraite. Il n'aura plus aucun plaisir à y aller. Tout le poisson se trouve sous l'endroit où doit se faire la centrale. Quel plaisir peut-on avoir à aller pêcher du poisson qui va sentir le chlore¹ ? hein ? Et puis le plancton ? C'est fini.

Et pour faire plaisir à qui ? à quoi ?

— Si la centrale se fait, je ne veux pas rester à Plogoff, et pourtant j'y ai ma maison.

— On sera toujours inquiets. Ce sera l'angoisse, l'angoisse sans arrêt. On va surveiller la centrale sans arrêt.

«Tiens, elle est en panne !» On n'ira plus chercher de salades dans le jardin, ni de pommes de terre, ni de radis. On va se dire : «Tiens ! qu'est-ce qui s'est passé ? Il vaut mieux se méfier.» Combien de fois on a pensé à ça ! Quand je suis allée à Bugey, il y avait 2 cheminées en panne. Je suis allée chez un paysan qui m'a dit : «Moi, je passe mon temps à surveiller ces cheminées. Qu'est-ce qui s'est passé ? Il y en a 2 en panne encore. Est-ce qu'il y a eu des rejets ? Est-ce qu'il y a eu quelque chose ?»

Surtout que l'information n'est pas tellement bien faite de ce côté-là.

Il y a encore eu aujourd'hui² une panne dans une centrale à cause de la sécurité. C'est dit très rapidement à la radio.

— Et tout ce que nous ne savons pas !

¹ Pour lutter contre la prolifération des organismes marins qui se fixeront sur les canalisations, on utilisera de fortes doses de chlore ou d'autres biocides.

² L'interview a lieu le 10 mai 1980.

On peut se passer du nucléaire et d'E.D.F.

Il y a du vent ici, du soleil, il y a du courant ; un tel courant il n'y en a pas ailleurs.

Au moins c'est sans danger. Ça ne pollue pas.

Il y a des gens, ailleurs, quand on en parle qui disent : «Ah ! Mais il faut être concerné !»

Une dame qui est de Douarnenez : «Je ne suis ni pour ni contre puisque je ne suis pas concernée». Elle était loin ! Oh ! Elle sera logée à la même enseigne que nous, exactement. Elle entendra peut-être un peu moins de bruit, mais s'il y a un coup, ce qui lui tombera sur la tête ce sera pareil.

Les communes voisines ne se sentaient pas forcément concernées.

Cette histoire de lignes à haute tension a ému beaucoup de gens ; les paysans surtout qui se sont émus pour leurs terres. Et les gens qui n'avaient pas de terre à perdre se sentent quand même concernés parce qu'il y aura des gênes . . .

— Nous vivons dans un certain égoïsme, et tant qu'on ne se sent pas touché directement . . .

— A Beuzec, ce sont les paysans qui ont été longs à se bouger. Ce sont des gens qui ne voulaient pas s'informer. Ils étaient tranquilles chez eux.

On leur avait donné l'assurance que leurs terres ne seraient pas touchées, et ils y croyaient. Et maintenant ils ont vu que ça se précisait, que ce ne serait plus seulement la centrale de Plogoff, que ce serait tout un complexe nucléaire, un centre nucléaire. Ils ont demandé : qu'est-ce qu'il faut faire ? Aider les gens de Plogoff à se défendre et à vous défendre parce que c'est ce qu'ils ont fait.

Ce n'est pas seulement pour nous qu'on se bat.

Il faut penser à tout le monde !

— Nous on ne sera peut-être plus là quand elle va fonctionner, si elle fonctionne un jour. C'est pour les enfants, pour les petits-enfants. On a fait des enfants, il faut bien les défendre.

Troisième partie.

L'occupation.

Durant l'enquête d'utilité publique, les registres peuvent être consultés dans les fourgonnettes qui servent de mairies annexes. (Le dossier est beaucoup trop important et complexe pour être étudié en une seule journée).

Les fourgonnettes sont conduites tous les jours à Plogoff. À l'aller comme au retour elles sont accompagnées d'un convoi militaire très important.

Les mairies annexes ouvrent de 9 heures à 17 heures.

Les gardes-mobiles stationnent tout autour.

Leur surveillance ne se limite pas à la périphérie des mairies annexes : ils patrouillent sur tout le territoire communal.

Pendant la première semaine, ils effectuent même des rondes de nuit qu'ils doivent cesser.

Toute la journée, les femmes se relaient et affirment leur présence.

Tous les soirs, à 5 heures, les habitants de Plogoff viennent assister au départ des mairies annexes — c'est une manifestation de leur hostilité à cette enquête

bidon et à l'occupation qu'ils subissent.

À cette présence, les gardes-mobiles répondent par la violence. Le 10 février, les 3/4 de la population signent une pétition demandant le retrait des mairies annexes et des forces de l'ordre pour ramener le calme.

Le Préfet refuse.

La population continue d'affronter quotidiennement les gardes-mobiles. Les arrestations se succèdent jusqu'à la grande rasle organisée du 29 février.

Ce jour-là, Trogor est encerclé : les mobiles choisissent, parmi les nombreux manifestants, 11 personnes qu'ils arrêtent en flagrant délit.

La population est traumatisée par cette prise d'otages. Dans la nuit qui suit des barricades sont dressées.

Une autre opération d'encerclement permet aux gendarmes de prendre, dans l'obscurité la plus totale 3 personnes au hasard, dont une jeune femme qui sera la seule femme arrêtée à Plogoff.

Tous ceux qui ont été arrêtés sont jugés à Quimper le 6 mars.

Pendant le procès, les CRS chargent et matraquent à l'intérieur du Palais de Justice.

Les prévenus ne seront relâchés que le 17 mars.

Le 14 mars, dernier jour de l'enquête, une manifestation de soutien réunit 6 000 personnes.

Les gardes-mobiles ne s'en iront qu'après avoir lancé plus de 200 grenades dont environ 85 offensives.

ON NE PENSAIT PAS QUE L'ENQUÊTE AURAIT ÉTÉ COMME ÇA.

On pensait qu'il y aurait une Estafette. On n'attendait pas un tel déploiement de mobiles.

Vous vous rendez compte : il y avait à peu près un flic pour deux habitants !

Ils arrivent comme des voleurs la nuit et s'installent chez nous pour six semaines ! Plus ça allait, plus on en avait marre de les voir. On avait le cafard : on voyait ça journallement avec toute la force qu'ils avaient déployée.

Tant que ça de violences, c'est terrible !

C'était pas la guerre, mais tout comme.

Je vous assure que jamais de la vie j'ai été aussi choquée que j'ai été par ces CRS-là et pourtant j'ai vécu la guerre.

C'était pire que les Allemands !

Pour moi, ça a été plus dur avec les CRS qu'avec les Allemands. Pendant la guerre, quand on était dans les champs à travailler, ils ne nous embêtaient pas, tandis que ceux-ci tapaient sur tout le monde, — petits, grands — tout le monde y passait.

Les Allemands avec leurs mitrailleuses nous auraient descendus. C'était pas exactement pareil. On était en guerre avec les Allemands, tandis que ceux-ci on les a pas appelés ; on n'admettait pas qu'ils soient là.

Vous comprenez les Allemands c'étaient nos ennemis tandis que ceux-ci c'étaient des Français, c'étaient nos frères, il y avait même des Bretons.

C'ÉTAIT PLUS TRISTE ENCORE PARCE QUE C'ÉTAIT ENTRE FRANÇAIS.

Comment ça s'est passé ?

Au début ils occupaient Saint-Yves. Le premier jour ils étaient plus loin que la porte. Le lendemain ils l'avaient bloquée.

Le surlendemain on était obligés de reculer plus loin que le calvaire ; ils prenaient du terrain tous les jours et à la fin ils ont mis des barrières, alors qu'il n'y en avait pas au départ.

On leur a dit : « Pourquoi vous nous obligez à reculer, on ne peut même plus rentrer à l'église ». Un huissier est venu constater qu'on nous empêchait d'aller prier !

Des fois la route était barricadée avec eux. INTERDIT DE PASSER. Une fois, j'étais sortie du petit car, il y avait deux mobiles, un de chaque côté de la route et ils me disent : « Ne passe pas ».

ÇA FAIT UNE DROLE D'IMPRESSION D'ÊTRE CHEZ SOI, D'ÊTRE DANS SON DROIT ET DE NE PAS POUVOIR PASSER.

La dame qui habite Saint-Yves, à chaque fois qu'elle rentrait chez elle, elle était fouillée.

Ma fille allait conduire ses enfants à l'école de Primelin tous les jours. Un soir après l'école, on l'a empêchée de passer à Trogor. Elle a rentré sa voiture dans la cour de la ferme puis elle est revenue sur la route avec ses enfants.

Un CRS est venu vers elle et lui a dit :

— Retirez-vous de là.

— Pourquoi je me retirerais ?

— Je vous dis de vous retirer.

Et il a braqué le fusil sur les enfants et elle.

Elle s'est énervée et lui a dit :

— « Vous n'avez pas honte de braquer votre fusil sur des enfants. »

Il restait là avec son fusil braqué. Elle prend le plus jeune et dit au CRS :

— « Tiens, je vous donne l'autorisation de lui tirer dessus. Tuez-le et l'autre après. »

Un monsieur est venu et lui a dit :

— « Vous n'avez pas honte de braquer votre fusil sur une mère de famille et ses enfants. Un Français qui veut tuer une mère de famille et ses enfants ! ».

Des enfants de 8, 10 et 12 ans !

Ils ne se contentaient pas de rester près des mairies annexes. ILS OCCUPAIENT CHAQUE VILLAGE.

Ils étaient au bout de chaque village. Ils avaient peur que quelque chose en sorte. Leur nombre n'était pas croyable. C'est le 29 février qu'il y en a eu le plus. Ils étaient devant chaque maison. Là, j'ai eu peur. Je n'ai pas pu aller à Trogor ce jour-là.

— Ils étaient au bout de ma route, en face de chez moi, tous les soirs. Je trouvais épouvantable leur façon d'être sur la route : des camions, des pelotons, casqués, à regarder les maisons, à regarder la route, les boucliers, les fusils . . .

Et ils ARRÉTAIENT LA CIRCULATION.

Y a pas qu'à Plogoff qu'ils arrêtaient la circulation.

A Primelin, le jour de l'enterrement¹, la circulation a été interdite. Madame R. d'Audierne a voulu aller à Primelin ce jour-là, on l'a arrêtée.

Deux autres dames qui s'y rendaient ont été conduites par des mobiles pour traverser la place. Nous, on n'a pas pu passer. A. a dit qu'elle allait au cimetière, on l'a laissée y aller, quand elle est sortie, on lui a dit :

— «Madame, c'est défendu d'aller sur la place». Les mobiles l'ont conduite de l'autre côté de la place.

— Nous, on est allées à Goulien. On arrive à Goulien, J. et moi, stoppées ! Gendarmerie Nationale !

— «Pouvez-vous me donner votre destination ?

— Un peu plus loin, au clocher, je vais chez des amis.

— Vous voyez le peloton là-bas ? Bien, vous n'avez pas le

¹ La dernière semaine de l'enquête, à Cléden, Goulien, Primelin lors de la venue des commissaires enquêteurs, des manifestants ont organisé un enterrement symbolique avec gerbes et cercueil figurant leur paroisse irradiée. L'accès aux mairies annexes leur fut barré.

droit de vous arrêter avant.»

C'est malheureux ! Pas même le droit de circuler sur la place ! C'était pas la guerre, mais . . . ILS ONT TOUS LES DROITS LES MILITAIRES.

Les gens devraient être antimilitaristes.

— N'importe où on allait, on était surveillées !

— Moi, j'avais des factionnaires en face de ma maison . . .

— Un jour que j'étais chez toi, il y avait un mobile placé devant ta fenêtre. Il surveillait ta maison. Tu es partie de la cuisine et il m'a vue bouger, il a dû voir là quelque chose d'anormal, il s'est vite déplacé, il est venu devant. Exprès, j'ai soulevé le rideau, j'ai fait l'étonnée. C'était un tout jeune. Alors, il s'est un peu éloigné. Mais il avait l'ordre d'être en face de la maison et de surveiller. Pourquoi ?

— Mais c'était aussi parce que chez toi, il y avait des petites réunions. Quand on arrivait, on prenait un petit café, on se chauffait. Vous voyez : il fallait surveiller ! ! !

— Ma boîte aux lettres aussi était surveillée ! ! !

— Ça, on était surveillées . . . On était toutes répertoriées, toutes fichées.

— Les mobiles prenaient des PHOTOS.

Ils ont photographié dès le premier jour. Tous les jours, tout le monde a été photographié.

Le dernier jour ils nous prenaient à la caméra. Il y en avait un qui était debout sur un camion et qui filmait tous azimuts. Entre les boucliers on voyait la caméra. Tout le monde a fait le pied de nez, sans se concerter, ça a été instinctif.

— C'était révoltant ! Certains photographiaient les femmes pour leur usage personnel : j'en suis certaine ! Un jour, nous étions en groupe, il y en avait un qui disait : «Laquelle ? Laquelle ?», je m'en souviens, c'était de moi qu'il s'agissait. On m'a fait un grand sourire et on m'a photographiée, je leur ai fait un pied de nez. C'était pour leur usage personnel. Ensuite, ça y allait bon train les commentaires entre eux.

— Ils nous prenaient en photo mais nous on n'avait pas le droit de photographier ce qui se passait : à Saint-Yves ils confisquaient les films.

— Y a un jeune qui s'est fait confisquer deux pellicules.

*
* *

ILS VOULAIENT IMPRESSIONNER LES GENS.

Tous les moyens étaient bons.

Ils ont même pulvérisé de la PEINTURE de l'hélicoptère de la gendarmerie.

J'ai eu de la peinture rouge sur mon imperméable à Saint-Yves !

Vous le verriez ! Les taches sont aussi nettes que les pois sur le rideau ; c'est pulvérisé.

Y a rien à faire pour le nettoyer.

Y a eu beaucoup de gens qui ont reçu de la peinture.

Tout le monde était barbouillé.

Le deuxième jour à Trogor, je vois une dame d'Audierne !

«Qu'est-ce qui vous arrive ?»

Elle avait reçu de la peinture. Il y avait des grenades lacrymogènes un peu partout, on courait, elle avait pleuré avec ça et elle avait barbouillé son visage avec la peinture !

Ça donnait l'impression d'être du sang.

Et elle regarde son imper : «C'est pas vrai ! » qu'elle dit.

Qu'est-ce qu'elle a rouspété !

Ça m'avait fait peur. Ça avait fait peur à tout le monde.

Mais on s'acharne !

Le lendemain, on est retournés.

Vous étiez débarrassées après le départ des mairies annexes.

Oh là ! non, pendant toute la première semaine, tant qu'ils ont été à Saint-Yves, ils patrouillaient de nuit.

Tous les soirs, ils arrivaient vers 22 h 30, 23 h.

On ne pouvait pas sortir de chez soi !

C'était pas vivable.

C'était l'occupation.

Il y a quand même des gens qui n'étaient pour rien dans l'affaire et qui ont reçu des grenades, parce que leur voiture suivait de trop près les camions qui venaient faire la ronde.

Il leur a été demandé justification de ces rondes de nuit. Ça ne se justifiait pas.

Il y a eu des embuscades, des attaques.

Les mobiles étaient harcelés par des petits groupes. Ils ont eu des blessés, parfois graves.

Ils n'ont pas continué ces rondes de nuit : ils les ont supprimées. Ils ont évité de sortir la nuit parce qu'ils se faisaient canarder : ça a été une victoire pour les gens de Plogoff.

Ça a été important.

Ça a duré une semaine environ, 8 jours, du 31 janvier jusqu'à la nuit du 8 au 9 février.

Qu'est-ce qui s'est passé la nuit du 8 ?

Cette nuit-là m'a beaucoup marquée.¹

On était sur la place, on se croyait en sûreté. Tout à coup : Pouf ! On était en pleine lumière ! Ils balançaient des fusées éclairantes sur la route.

Et tous ces jeunes qui criaient !

— Des jeunes et des vieux.

¹ De violents incidents avaient eu lieu lors du départ des mairies annexes.

Ça fait mal d'entendre ces cris dans la nuit ! De voir toutes ces grenades qui tombent¹, des grenades éclairantes.

Il y a eu des blessés parmi eux, paraît-il, chez nous aussi, plus ou moins, et des voitures cassées.²

Après cette nuit, ils n'ont plus fait les rondes de nuit ; ils venaient à 4 h 1/2 du matin (pour débayer le terrain).

*
* *

LE PLUS DUR, C'ÉTAIT A CINQ HEURES . . .

A 5 heures, ils s'en donnaient à cœur joie !

Ils nous tapaient vraiment dessus.

Le défoulement.

Dans la journée, par petits groupes, c'étaient des hommes.

Mais le soir, ça se déchaînait ! Ah oui !

On ne pouvait pas leur faire confiance. Sûrement pas !

Le soir c'était service - service.

Quand les ordres arrivaient, il n'y avait rien à faire, ça se défoulait.

Quand commençaient les GRENADES LACRYMOGÈNES, il fallait courir. Je ne restais pas regarder !

Le premier jour, on s'est assis sur la route, mais dès que les lacrymogènes sont arrivées ! . . .

Ça faisait mal, ça brûlait. Les yeux tout rouges, tout brûlés.

Au début, il y avait des petits parachutes ; on ne savait pas que c'étaient des grenades.

Moi je buvais du lait quand je rentrais.

Les hommes trouvaient que les aliments n'avaient pas le goût habituel.

¹ Des grenades lacrymogènes lancées par les forces de l'ordre.

² Un manifestant, Eugène Coquet est arrêté et jugé en flagrant délit : 45 jours de prison ferme.

C'étaient les gaz.

Après j'ai fait une bronchite¹. Ma fille m'a dit qu'il y avait quelque chose de toxique. Chez elle tout le monde a été malade le dernier jour, sauf le plus petit qui n'avait pas été ce jour-là.

— Il faut le dire : il y a eu des BLESSÉS.

Il y a eu beaucoup de nuques bien coupées : les gens, quand les lacrymogènes arrivent, courent. On ne regarde plus le danger, et une grenade tombant sur les têtes, ça fait quand même du dégât.

Ils en ont beaucoup lancé le dernier jour ?

Ce jour-là, personne ne pensait qu'ils auraient pu lancer des grenades.

Je me disais : « Oh ! ne te casse pas la tête, avec tout le monde² qu'il y a là, ils ne feront pas ça aujourd'hui ». Et quelques secondes après, bzzz, bzzz !

Je les entendais passer au-dessus de ma tête !

Ah ! ce jour-là, ils ont liquidé leur stock !³

Ils jetaient, ils jetaient, et ils jetaient toujours, les gens étaient là . . .

On s'est retrouvées dans la foule. On était descendues très bas, on était en face d'eux et c'est parti tellement vite !

On ne s'y attendait pas . Ça pétait tout autour de nous, les offensives, tout . . . On ne savait plus où se lancer.

Là, je me suis vue foutue ! Je me suis dit : « Ma pauvre vieille, tu ne remonteras jamais la pente ». Je n'en pouvais plus. Ils avaient mis quelque chose de spécial là-dedans.⁴

¹ On nous a signalé de nombreuses maladies post-enquête : bronchites, insomnies, maladies nerveuses diverses.

² 6 000 personnes.

³ Le coût des grenades lacrymogènes utilisées par la police nationale à Plogoff se chiffre à 8 600,84 fr.

⁴ A Plogoff les forces de l'ordre étaient dotées de grenades de différents types : CB, CS, grenades offensives dont certaines ont été lancées de l'hélicoptère. D'autres grenades contenant du Bromacétate d'Ethyle ont été utilisées pendant l'enquête.

Moi j'ai eu une crampe, j'ai failli tomber dans les pommes.

Qu'est-ce qu'ils ont balancé ce jour-là ?

Des lacrymogènes et des offensives, on se demandait toujours s'il n'y avait pas un blessé au bout.

Le premier jour qu'ils en ont lancé, il y a eu un blessé de la face et des jambes.

Votre maison est tout près du délaissé à Trogor ?

Dès 16 heures la maison était toute fermée.

Pendant les vacances de février, mon fils qui n'a que 9 ans, regardait la télévision l'après-midi. Il était dans le noir.

Ce jour-là, la bagarre a commencé très tôt. Mes volets en haut qui donnaient sur l'est, sur le délaissé, étaient restés à demi-tirés et quand les gaz ont commencé, vite, vite, je suis remontée. Mon fils n'était plus à la télé, il était en haut. « Mon pauvre chéri, ils vont te tuer ! » La maison était canardée de partout. Ils visaient bel et bien la fenêtre, ils visaient le petit derrière les rideaux ou quelqu'un derrière la fenêtre. Je l'ai donc fait descendre :

« Descends, ils sont capables de tout ! »

A ce moment-là, il y a eu des cris devant la maison.

C'étaient des enfants qui hurlaient, ils étaient à la porte, ils étaient enfumés. C'étaient des enfants d'Audierne, venus avec leurs parents.

Une grand-mère qui portait un casse-croûte à des ouvriers qui travaillaient sur un chantier était complètement effrayée. On l'a aussi fait rentrer.

Une fillette de 12 ans en a vomi de peur.

Un des petits faisait presque une crise de nerfs.

Pour le calmer on lui disait : « T'en fais pas, la maison ne te tombera pas dessus ! ». Et les volets ont crevé à ce moment-là ! Les volets de la salle ! Ils visaient la fenêtre du haut, et ils

ont eu la salle. On a porté plainte, mais toutes les plaintes posées par les gens de Plogoff ont été jugées irrecevables : le berger, les voitures abîmées . . .

On avait averti les gens qui passaient en voiture : « Vous ne passerez pas ! ». Ils sont quand même allés. Ils ont eu leurs voitures abîmées.

Vous voyez, on n'était pas du tout chez nous, même tout fermé. Ah ! Ils étaient chez eux !

Ils rentraient même chez les gens pour leur taper dessus : le dernier jour à Pont-Croix, le 14 mars, ils sont rentrés chez une dame pour matraquer son mari, il était tombé dans sa poubelle. Affreux . . .

Ils voulaient encore faire un gros coup ce soir-là : ils étaient enragés.

A Pont-Croix, j'ai vu 4 CRS sur le même bonhomme.

Ceux qui mettaient le nez dehors se faisaient matraquer.

Les flics obligeaient les gens à ouvrir leurs appareils.

Les journalistes ne pouvaient pas prendre une seule photo.

— Oui, ce vendredi-là, ils ont été beaucoup plus méchants avec les journalistes ou les gens qui avaient des appareils.

C'était affreux ! Je les ai vus matraquer un type par terre.

Le 14 mars, c'était l'état de siège : à fond avec les camions dans les rues.

Le grand chef avait complètement perdu les pédales. Il n'y avait personne de responsable. Aucune liaison entre eux.

On espère qu'ils ne remettront plus jamais les pieds à Plogoff.

Ils n'ont rien respecté pas même le drapeau des Anciens Combattants. Le vieux allait au devant d'eux avec toutes ses décorations gagnées sur les champs de bataille, ils lui ont tapé dessus.

Faut avoir vécu ça pour comprendre : la mère poule¹, les

¹ Mère poule : surnom donné à l'hélicoptère de la gendarmerie qui surveillait les opérations et pondait des œufs en forme de grenades offensives.

lacrymos, les offensives, la violence, quand ils ont pris les jeunes le 29 février . . .
Des sauvages.
On ne peut pas oublier.

*
* *

L'évènement le plus traumatisant, c'est . . .
LA RAFLE DU 29 FÉVRIER .

L'évènement le plus traumatisant, c'est le vendredi quand ils ont embarqué . . .

Il y avait des gens qui pleuraient.

Ça a été terrible le vendredi des arrestations !

On n'était pas bien ce jour-là.

Brr . . . Toute ma vie je m'en souviendrai . . . (l'émotion est très forte).

On s'est douté qu'il allait se passer quelque chose ce jour-là. Quand il y avait des coups durs, comme quand ils ont tabassé les jeunes, celui qui était là habituellement et qu'on appelait «Guermeur», nous disait :

— «Aujourd'hui, nous ne serons pas là ; ce n'est pas notre tour d'être aux avant-postes».

CE JOUR-LA, ILS ÉTAIENT PRÊTS A LES RAMASSER.

Ce jour-là, l'hélicoptère nous rasait très bas.

Il allait partout dans la vallée. On nous laissait assises sur le petit mur, c'était pas normal qu'on nous laisse là ; d'habitude, jamais.

Quand, après, j'ai vu les camions venir du bourg de Plogoff, j'ai dit :

«Ça y est ! Ils ont encerclé ! »

TOUS CEUX QUI ÉTAIENT DANS LE CHAMP ÉTAIENT OBLIGÉS DE RESTER LA : ILS ÉTAIENT ENCELRÉS.

— Quand j'ai vu ce champ en face de chez moi couvert de gens qui couraient dans tous les sens, qui criaient ; l'hélicoptère qui survolait et faisait presque du rase-mottes, ces grenades offensives !

Et quand j'ai vu bousculer, tabasser des jeunes . . .

J'ai eu si peur parce que je me disais : «Combien vont-ils en prendre ? »

Ce jour-là, oui, j'ai eu peur.

— Moi j'étais en haut du grand champ ; ils sont passés devant moi. J'étais d'abord au milieu du champ et puis comme je voyais les gens se rabattre, je me suis rabattue. Je me suis retrouvée en haut dans le coin quand je me suis rendue compte qu'il y avait 3 gendarmes à l'écart qui entraînaient un jeune.

J'ai appelé les femmes. Ils n'étaient qu'à trois en retrait des autres ; nous aurions été une bonne douzaine de femmes, celui-là, on l'aurait sauvé. (Il a été relâché par la suite). Il avait le dos découvert, ils le traînaient. Je criais : «Les femmes, les femmes ! », parce qu'il ne fallait pas que les hommes viennent. Celui-là, on aurait réussi à l'avoir. Si toutes les femmes avaient accroché les mobiles ce jour-là, ça aurait servi à quelque chose. Je ne voulais pas que les hommes y aillent. Je me suis dit : «Ils n'arrêteront pas les femmes». Personne n'a marché. Tout le monde avait peur . . .

. . . Et pendant ce temps-là, ils ramassaient mon fils.

— Oui, le premier que j'ai vu ramasser, c'est ton fils.

J'étais dans la ferme : j'étais montée sur les escaliers en pierre à côté de la crèche et de là je voyais !

Mon petit-fils m'a dit :

«Mamie, ils ont ramassé Yves».

Et j'ai dit :

«C'est pas vrai ! C'est pas lui ! »

J'étais sur le point de descendre pour l'arracher aux CRS, mais la dame de la ferme m'a dit :

«Oh, n'y va pas ! Ils vont te faire du mal ! »

Je me suis retenue.

Ils l'ont embarqué dans le camion, après ils l'ont ressorti.

Une bande de CRS est venue autour de lui, ils l'ont fouillé des pieds jusqu'à la tête, partout.

Pourtant, le pauvre, il était là avec ses menottes . . .

Après, ils en ont amené un, comme une bête : ils l'ont foutu dans le camion par la vitre, je n'ai vu que ses jambes.

Aux bêtes, même, on ne fait pas ça, parce qu'on ouvre les portes pour les faire entrer.

Ils en ont ramassé trois devant moi.

C'était terrible ! . . .

— Prendre les jeunes, les taper comme ça ! Je ne sais pas hein . . . oyoyo ! . . . Oh, là, on cognerait !

— Le jour où ils ont arrêté les jeunes, j'étais là au milieu du champ : « Attention ! Ils arrivent par ici ! »

Les femmes de 40, 50 ans sautaient sur les gardes-mobiles.

J'étais là, je sais pas comment, au milieu des jeunes. Je ne réalisais pas. Tout me tombait autour . . .

Je me suis trouvée là avec 5 ou 6 femmes.

J'ai bien cru qu'ils allaient me prendre : ils m'ont sauté dessus par derrière à deux parachutistes. Oh la la ! Ils m'ont serré les bras.

« Mon Dieu ! je me dis, ça y est ! je pars quoi ! »

Mais vraiment, j'ai pas eu peur.

— Mais auparavant tu avais voulu arracher un jeune aussi !

— Ben oui, parce que quand on a vu ces jeunes arrêtés, on a sauté sur les mobiles. Alors moi j'ai attrapé deux coups de matraque sur le dos.

— Ma mère s'est fait matraquer !

C'était la panique.

Ces bêtes-là qui se ramenaient.

Ces bêtes-là qui venaient comme des monstres.

Ces matraques . . .

Et nous, les mains vides, rien sur la tête.

Les gardes-mobiles avec casques et gilets pare-balles.

Les cris avec ça !

— On criait.

On voulait faire quelque chose ; on ne savait pas quoi faire.

On ne savait plus !

C'est pas possible de voir ça !

De voir ces paras . . . courir sur la route comme ils faisaient, après avoir ramassé 11 des nôtres ! Non mais enfin !

Comment voulez-vous qu'on ne soit pas en colère !

C'est pas permis !

— Tout le monde a été tellement traumatisé et choqué !

— Les flics avaient la bave à la bouche. Ils sont passés près de nous. Ils étaient drogués quoi ! Oh ! Malheur !

— Ce jour-là ils étaient dopés ; ils étaient comme des bêtes furieuses !

— Ah les salauds ! Ils avaient sûrement pris quelque chose pour avoir la bave comme ça. Ils avaient vraiment la bave, comme les chevaux autrefois. Oui, c'est vrai !

On les a vus après, un autre jour, c'étaient pas du tout les mêmes. Ils étaient beaucoup plus calmes, moins nerveux ; ils n'avaient pas les mêmes têtes. Là, ils étaient bizarres.

— Pour moi, y en a sûrement qui étaient drogués, quand ils ont pris les jeunes ; là ils étaient drogués. Ils avaient la bave.

ILS ÉTAIENT FOUS !

— J'ai attrapé deux coups de matraque sur le dos.

Alors dans ma colère j'ai dit :

« Mais ceux-là, ils tapent leur femme quand ils rentrent chez eux ! »

Alors il y a un autre qui me revenait dessus paraît-il, moi j'ai pas vu, mais Marcelline m'a dit : « Toi tu as eu de la veine, parce que le chef lui a dit : « Non. Laissez-la ! laissez-la ! »

Alors, là, j'étais bonne.

ÇA M'A CHOQUÉE ! FRANCHEMENT ÇA M'A CHOQUÉE. Je n'ai pas eu mal ; je ne peux pas dire que j'ai eu mal, mais le fait de me faire taper dessus ! et par qui ! c'est ça qui m'a choquée.

— J'ai pleuré toute la nuit.

C'est pas le mal !

Je ne peux pas expliquer ce que ça m'a fait. Je ne sais pas. Je n'ai pas eu le temps.

Peut-être que c'est à cause de la LACHETÉ DE CES HOMMES. J'étais révoltée. Je ne peux pas expliquer.

Je suis devenue très dure après ce jour-là.

C'est là surtout que je suis devenue méchante.

Même chez moi, ma mère me disait souvent : « Mon Dieu, comme tu as changé ! »

J'avais un sentiment de révolte et d'un certain anéantissement.

Un sentiment de grande tristesse.

— Ce jour-là je suis rentrée en pleurant à la maison.

Ma mère était seule. Et quand je lui ai expliqué, elle pleurait aussi avec moi. Oh ! ça a été terrible. C'était dur !

Mon fils m'a téléphoné ce soir-là, il était en mer : « Si j'avais été là Maman, j'aurais sûrement été ramassé. »

*
* *

Le maire nous a empêchés d'aller à Pont-Croix le jour où on a ramassé les jeunes.

On était tellement excités, tellement énervés qu'il aurait pu y avoir de la casse.

Amélie nous a dit de ne pas aller à Pont-Croix :

« Restons chez nous. N'allons pas à Pont-Croix mais faisons en sorte qu'ils ne puissent plus venir ici. FAISONS QUE PLOGOFF DEVIENNE UNE ILE ».

PLOGOFF A NOUVEAU BARRICADÉ.

La nuit du 1^{er} mars, ça a été une nuit de barricades. Tout le monde y était.

On avait fait des barricades et à un moment on dit : « On va rentrer », et là ils sont arrivés par l'étang. Ils étaient dans l'eau et dans la vase jusqu'à la taille !

Ils sont tombés sur les gens on ne sait comment, personne n'a rien vu.

Ils étaient partout. Ils étaient même dans les choux !

— Dans la nuit ils étaient fous, ils tapaient, ils criaient et ils fonçaient.

— Nous, on était chez nous, on avait peur. La nuit, les flammes, la confusion, les grenades offensives . . . On voyait des CRS partout !

— Y a eu une cafouille épouvantable. Certains ont eu des mobiles entre les mains, les ont relâchés, croyant que c'étaient des leurs. D'autres criaient : « Au mobile ! » et c'était un de chez nous ! Un autre criait : « Lâche-le, c'est un de chez nous ! » alors que c'étaient des mobiles qui tabassaient un de chez nous . . . alors les mobiles le lâchaient ! ! !¹

Après le coup du 29 février, ils ne sont plus jamais arrivés par surprise.

Après, on avait l'expérience.

L'arrestation des gens a marqué.

Clet Carval, on le connaît. Dans son quartier il n'a de mots avec personne.

Les petits jeunes aussi, c'est vraiment pas des fortes têtes.

Aucun ! Ils auraient pu arrêter des bagarreurs (il y en a partout !) — on aurait dit :

¹ 3 jeunes ont été arrêtés cette nuit-là. Le 1^{er} mars, par solidarité, de nombreuses communes bretonnes se sont baptisées Plogoff.

«Encore celui-là, il est partout». Mais le fait d'avoir arrêté ces gars-là qui n'ont jamais fait de mal à personne, alors ça, ça nous a fait quelque chose.

— Ils ont pris les jeunes en pensant que les gens auraient peur et que plus personne ne serait venu.

Mais après, on est venu nous aider, il y a eu du monde.

*
* *

LA PEUR.

Quel climat de terreur ! Vous avez dû avoir peur ?

— J'ai eu très peur quand ils sont arrivés.

— Moi, c'est surtout après les grosses arrestations du 29 février.

— Je n'avais pas peur des gardes-mobiles. JAMAIS. Je n'avais pas peur des gaz lacrymogènes, mais des coups, des blessures, il y a eu beaucoup de nuques vraiment bien coupées. Certaines femmes avaient la tête nue et je me disais : «Il va y avoir des fractures du crâne» ou «Il y aura des coups dangereux».

— On avait peur de recevoir des coups.

— Tout le monde avait peur d'être blessé, d'être matraqué. Ils ne se seraient pas gênés !

— J'avais peur à voir les jeunes, leur courage, leur cran ; j'avais vraiment peur pour ces gosses, ce n'était pas pour moi. Ils étaient courageux ! Moi, je ne prenais pas le risque de rester sous les grenades. Les bagarres se passaient entre jeunes et mobiles.

— Un jour, j'ai eu peur ! J'étais toute seule.

La veille, on avait reçu du Comité de Défense la consigne de rester groupées, et j'étais toute seule.

Au bout du chemin il y avait trois ou quatre mobiles.

Et bien, je tremblais.

— Certaines fois, moi j'ai eu peur parce qu'il suffisait d'un moment de panique pour que n'importe quoi arrive . . .

Et pourtant . . . vous y alliez tous les jours . . .

Avant d'y aller, j'avais peur quelquefois ; je pensais : qu'est-ce qu'il va m'arriver ? mais j'y allais.

Dans la bagarre, on n'avait pas peur. C'était après ou avant . . .

Une fois qu'on y était, on était dans un état un peu second.

J'ai vu les gens trembler avant que les camions arrivent, retrouver toute leur lucidité quand ils étaient là et puis, après, retrembler.

— Il y avait des gens qui avaient peur, même des hommes. J'ai vu des hommes bousculer les femmes pour rentrer chez eux. Ça m'a frappée. Pourtant, c'étaient des hommes courageux. Bousculer, au point de renverser les autres, complètement paniqués ; pourtant des costauds, à voir.

— Oui, les gens étaient complètement paniqués, ils couraient dans tous les sens. Voir les gens courir, ça fait toujours peur, parce qu'on tourne le dos au danger (avec les grenades).

— Moi, j'ai essayé de ne pas courir . . .

— Je disais aux gens :

«Ne courez pas comme ça ! Reculez à reculons ! »

— On donne des conseils, mais une fois qu'on est dedans : sauve qui peut ! Moi, j'avançais, je reculais, j'allais à droite, à gauche . . .

— Quand il y avait les lacrymogènes, les gens manœuvraient les voitures au milieu de cette foule qui paniquait — ils paniquaient eux-mêmes dans leur voiture. Cette dame qui voulait démarrer sa 2 CV et qui calait tout le temps . . .

C'était difficile de ne pas paniquer . . .

Moi je n'ai jamais eu peur, et pourtant, j'étais trouillard ! J'ai changé 100%. Je n'ai jamais eu peur. On ne me reconnaît plus. J'ai été sur la brèche nuit et jour pendant six semaines. On ne réfléchissait pas à ça. Même maintenant, ça serait à refaire, je le referais.

Je n'ai jamais eu peur des mobiles, ce sont surtout les gaz qui m'incommodaient, autrement je n'ai pas eu peur. Le jour où le berger a été blessé¹, je me suis fait bousculer par le député Quilès ; lui courait, moi j'étais là toute brave. Je n'avais pas peur. Je restais devant.

Quand ils ont arrêté Clet Ansquer², je suis revenue sur mes pas. Je les ai vus ces six-là, je suis venue à leurs pieds et je leur ai dit de tout. J'étais seule. Ma fille criait : «Maman ! Maman ! ». J'étais vraiment dans un état second.

— Moi, le jour où ils ont crevé mes volets, je suis descendue avec Madame G., en pleine bagarre aussi. Ils avaient chargé et j'étais en plein milieu.

Et vos enfants ?

Les enfants ont vu les gardes-mobiles, dès le début en passant à Saint-Yves. Ça les a marqués. Ils ne s'en approchaient pas.

¹ Le 23 février, le berger A. P. Condette est blessé par un projectile rempli de peinture blanche.

² Le 19 février, les forces de l'ordre appréhendent Clet Ansquer, sexagénaire, retraité de l'administration pénitentiaire. Après avoir subi des sévices au Petit Séminaire de Pont-Croix, il est condamné à 1 mois de prison ferme le 27 février.

— Mon gosse a eu peur. Il a 16 ans, il a été marqué. Il avait les cheveux longs, il s'est fait couper les cheveux. Tous les jours pendant les vacances, il changeait de vêtements. Les mobiles étaient mauvais après les jeunes.

Un jour ils ont couru après lui jusqu'à la maison . . .

— Le mien aussi a eu peur ! Ils ont voulu le prendre le premier jour des vacances, quand le petit jeune de Rosporden a été arrêté.

Je me moquais de lui. Les gardes-mobiles étaient en tennis pour courir plus vite.

Ils étaient partout dans la nature.

Il m'a dit : «C'était pas moi qui étais visé. Ils ont dû me prendre pour un autre, je n'ai rien fait». C'était vrai. Je lui avais interdit d'avoir un lance-pierres (ils ne savent pas tirer au lance-pierres, ces gosses !).

«Eh ! si, mon garçon c'était toi qu'ils voulaient» est venue lui dire une dame. Elle avait entendu un chef dire : «Attrapez-moi le jeune en survêtement».

Moi j'en ai un de 15 ans, il a participé. Mais il a vu qu'il était aussi repéré. Il a dit : «Moi, je n'y vais plus ! »

— Le petit n'avait pas peur. Je n'allais pas à Trogor avec lui. J'allais en bas. Une fois, je me suis trouvée, involontairement, en plein milieu de la bagarre : il n'a pas eu peur. Une autre fois, j'étais dans la ferme de R., on nous avait lancé des grenades ; Marianne l'a pris par la main pour se cacher plus loin, pour qu'il ne soit pas incommodé ; il ne voulait pas aller avec elle, il n'avait pas peur.

Ça devait être difficile d'empêcher les jeunes d'y aller . . .

J'avais suffisamment de soucis. Si j'en avais eu un à l'hôpital ou avec quelque chose . . . C'était surtout pour qu'ils n'aillent pas à l'hôpital que j'empêchais mes enfants d'y aller.

S'il avait été à l'hôpital, qu'est-ce que j'aurais fait ?
Le comité c'était terminé.
Il répondait au téléphone : il a passé les 3 nuits de barrage au téléphone.

— Moi, de temps en temps, je disais à mon fils (17 ans) d'y aller, mais pas d'aller dans la bagarre.

— Tu as bien vu, le dernier jour, il a quand même reçu une grenade !

— Oui, mais il faut bien les laisser à 17 ans.

Ils ont l'air con aussi quand ils ne savent pas !

— On ne pouvait pas empêcher les enfants d'y aller. J'ai un fils de 18 ans, celui-là, je ne pouvais pas l'empêcher.

Les enfants, ça les intéresse. ILS S'INTERESSENT. On ne leur a jamais rien caché.

— Ils sont contre la centrale, comme toute la famille.

— Chez nous, on discutait. Les grands venaient avec nous.

Le petit écoutait ce qu'on disait, il était au courant.

Il répétait ce que disait sa mère. Il était au courant de sa révolte. Ce que disait sa mère c'était réel.

— Le mien me demandait : « Ça va frapper aujourd'hui ? »

Il n'avait pas peur. Il est brave.

— Le petit s'intéresse beaucoup.

« T'as tué Guermeur aujourd'hui ? » ! ! !

On avait dit qu'on allait quelque part, et lui a pensé qu'on allait tuer Guermeur !

Mes enfants sont suffisamment grands, ils sont contre.

On se bat depuis des années, ils se sont battus avec nous aux premiers barrages.

Le dernier jour, il faut le dire, ce sont les jeunes de 15-16 ans qui ont fait la bagarre, soutenus par les personnes âgées.

Elles leur donnaient des pierres et des ordres !

Des grands-mères et des grands-pères entre 60 et 70 ans.

« Tiens, je te donne une pierre. »

Ils ne pouvaient pas courir, alors ils disaient aux jeunes :
« Reculez ! Avancez ! »

— Mon fils qui a 9 ans a été traumatisé.

Tous les mercredis et dès qu'il avait un moment, il faisait du vélo : plus de vélo. Derrière le Roz il y a une colline avec des carrières, idéal pour le western ! Pendant les vacances de février, il ne pouvait pas y aller, il y avait des mobiles partout. Alors il était enfermé dans la maison ; à 16 heures les volets étaient clos. Il a été complètement traumatisé par l'attaque des mobiles. Pendant un bon moment, il ne voulait plus qu'on lui ouvre les volets tant que la lumière était allumée à l'intérieur. Il n'avait qu'une frousse : c'était d'être vu chez lui. Et puis il sait que la côte risque d'être démolie, qu'on ne pourra peut-être plus manger de bigorneaux ou se baigner — alors là — ne lui parlez plus de nucléaire.

« Je ne pourrai plus aller à la plage ? »

« Non . . . » Il aime bien aller chercher des coquillages.

— L'avant-dernier jour, ils étaient à 4 à jouer à la petite guerre dans le champ de maïs : 2 mobiles et 2 opposants (dès qu'ils étaient à deux, il y avait un mobile et un opposant) et ils se bombardaient¹. Et bien ces quatre gamins qui jouaient à la petite guerre, ça devait les gêner les mobiles. Ils ont été bombardés ! des gosses ! Ils ont été les premiers à recevoir les grenades, ce jeudi-là. C'est pour vous dire, des gamins de 10, 11 ans.

Ça devait les gêner parce que c'était leur champ d'opération.

¹ Avec tous les bouchons des grenades que jetaient les mobiles tous les soirs.

L'enquête, ça les a marqués ?

Mes enfants parlent encore des lacrymogènes. Ils disent :
« On va jouer à la grenade ».

Ils jouent aux gardes mobiles, ils jettent des grenades, ils attaquent, ils prennent une dame, une autre personne . . . Il y en a un qui a fait un panneau hier avec un petit truc en polystyrène ; on a dessiné un CRS avec un crayon-feutre. C'est planté dans la pelouse et derrière dans le dos, il y a une flèche.

— Le mien qui n'a pas encore appris à écrire, sait écrire : CRS = SS.

•
•

CE SONT DES HOMMES . . .

Audience de flagrant délit du 6 mars 1980.

Témoignage d'une femme de 70 ans :

« Monsieur le Président, ils avaient le visage de chien enragé . . . »

Le président Bonnardeau :

« Allons, allons Madame, soyez mesurée, ce sont des hommes . . . »

Parmi eux, il y avait certainement des personnes avec leur conscience qui sommeillait et qui se posaient des questions. Certains étaient jeunes. Il y en a un à qui j'ai dit :
« Pauvre petit ! Tu avais encore besoin de ton biberon ! »

C'était un tout petit jeune. Je les trouvais plus jeunes à Saint-Yves.

L'un deux m'a dit qu'il était orphelin : « Je ne savais plus où aller, alors je me suis engagé ». On a une armée de chômeurs, alors les jeunes ne savent plus où aller — c'est triste. Voilà ce qu'on fait d'eux. S'il y avait du travail, peut-être que certains ne rentreraient pas là-dedans ? C'est ça le malheur. Déjà, ils sont élevés dans une ambiance comme ça ; et on les pousse là. Alors le pauvre malheureux ne sait plus quoi faire ; ce n'est pas de sa faute parfois.

On se détourne d'eux. Tout le monde lui crache à la figure, il ne comprend pas pourquoi. Alors il devient méchant comme un chien. Un chien qu'on bat deviendra méchant, et bien, le pauvre jeune, c'est un peu ça.

— C'est vrai que beaucoup de jeunes qui sont là, ne savent pas où aller, mais ce n'est pas une excuse.

— Oh non, ce n'est pas le chômage !

— Ils ont ça dans la peau. Il faut être fait pour ça.

— Il y en a un qui m'a dit : « C'est le fric qui m'a attiré ». Ils savaient à quoi ils s'engageaient, sauf peut-être pour certains. Mais ils savaient bien, en signant, ce qu'ils allaient faire. Ils ont choisi la facilité en prenant ce métier.

Beaucoup d'entre eux sont des voyous, des renvoyés de partout.
— Moi je suis sans pitié : ils n'ont pas de caractère, ils obéissent à des ordres : des Français qui tapent sur des Français ! Moi je n'aurais pas obéi à mon chef !
Ils ne respectent rien, ce sont des sauvages.

Plus ils font de mal, plus ils ont de sous.¹

— Ma fille a dit à ses enfants : « Si un jour vous m'annoncez que vous vous engagez dans les CRS, je vous tue ! »

— Je ne voudrais pas voir ma fille avec un garde-mobile, ça irait mal !

¹ Allusion aux primes de risque.

— Ils sont répugnants . . . mais l'uniforme y est pour beaucoup.

Il y en a qui n'étaient pas commodes.

Un parachutiste m'a dit un jour :

«Des cordes pour vous pendre, Madame, c'est tout ce que vous méritez».

Ils avaient des cordes et des filets !

Comme il avait un accent du Nord, je lui ai dit : «Retourne dans ton pays».

Quand on était seules, ils étaient fiers, ces messieurs-là !

Un matin, on partait. Le chef a dit :

«Arrosez donc la voiture de cette petite dame».

Ils étaient mauvais.

«Vous l'aurez votre centrale.»

«Elle est polluée la Bretagne.»

Un matin, ils nettoyaient à Trogor, ils avaient du ménage à faire !

Ça ne leur plaisait pas qu'on les regarde.

Au bout du chemin, ils avaient arrêté des jeunes ; ils avaient commencé à les fouiller.

Il y avait un jeune qui montrait sa tête :

«Et là, vous ne voulez pas fouiller ? »

Ils étaient tellement en colère qu'ils avaient jeté une grenade.

Ils l'avaient lancée au bout du chemin, personne n'avait rien dit.

Un mobile affirmait :

«Les jeunes ont fait . . .

— Non, ils n'ont pas fait ! Ils n'ont rien fait, puisqu'on était là, on a bien vu ! »

Il y en a qui étaient vraiment mauvais.

Au gîte rural, où il n'y a que les personnes âgées qui vont, ils

avaient jeté des grenades dans le jardin !

Ils voulaient les tuer !

J'ai dit à un mobile qui était là :

«Quand même ! Vous n'avez pas honte de balancer des grenades sur des vieux ? »

La moyenne d'âge était de 70 ans.

Mais ils voulaient les tuer ! les asphyxier !

Moi, un après-midi, le grand sur la route me dit :

«Vous allez cavalier de là ! Ce n'est même plus à l'heure de la bougie que vous êtes. Vous êtes plus de cent ans en arrière. Cavalez de là ou vous en aurez une entre les jambes ! »

Ils étaient grossiers ?

Ils étaient grossiers, oh oui, ils étaient grossiers.

Pas tous, mais certains, c'était de la racaille.

C'était surtout ceux qui étaient toujours garés le long du champ à Poulhazan.

En bas, sur le délaissé, il y avait quand même un noyau plutôt meilleur. Les gens les plus grossiers étaient dans les camions. Ils devaient se sentir un peu reniés puisqu'ils étaient toujours là ; ils avaient quand même la mauvaise place : lors de la messe, c'étaient ceux-là qui attrapaient. Là, on sentait que c'était la racaille.

Moi, dès le premier jour, à Trogor, je me suis fait traiter d'ordure ! Je suis rentrée énervée à la maison, je tremblais ; je tremblais parce qu'à même pas 20 mètres de chez moi je m'étais fait traiter d'ordure ! Je ne pouvais pas manger ! J'avais faim, mais ça m'avait coupé l'appétit. Mon mari me demande :

«Qu'est-ce qui t'arrive ?

— Je me suis fait traiter d'ordure ! ! ! »

Et bien, il a passé ses sabots pleins de terre, il me dit :

«Viens avec moi», le petit a suivi aussi.

Il me demande :

«Lequel c'est ?

— C'est celui-là».

Il y avait les 3 mobiles qui faisaient la faction. Celui qui m'avait traitée d'ordure était au milieu. L'un deux avait un talkie-walkie, le troisième lui dit : «Arrête, arrête le talkie-walkie».

Mon mari s'est mis à se disputer avec celui qui m'avait traitée d'ordure :

«Mais je ne vous ai pas dit ça, Madame, vous avez mal compris.

— Je vous ai fait répéter, vous l'avez répété deux fois, et je ne suis pas sourde du tout».

L'un des mobiles cherchait à arranger les choses : «Oh, Madame, quand même ! ».

Mon mari lui a craché à la figure à ce boche.

Et il n'a pas porté plainte, et on n'a pas eu de commentaires.

Les bérets noirs non plus n'étaient pas polis.

Un jour, je remontais de Trogor. Devant moi, il y avait une dame qui était un peu handicapée physique. Les gendarmes-parachutistes arrivaient.

Elle a presque dû se mettre dans le fossé, parce qu'ils n'étaient pas tendres ! Ils étaient encore dans le camion, et ils sautaient à 2 ou 3 gendarmes de chaque camion pour les faire garer.

Il y en a un, un capitaine je crois, qui a sauté presque aux pieds de cette dame qui s'est reculée un peu et a dit :

«Eh bien alors Capitaine, on ne fait même plus attention aux dames, maintenant ? Où faut-il se mettre ? »

Il était très arrogant, il s'est avancé vers elle et j'ai eu l'impression qu'elle paniquait un peu, qu'elle allait passer dans le fossé. En voyant ce capitaine qui tançait cette femme de Plogoff, la faisait reculer et allait la faire tomber dans le fossé, et comme je venais de me faire traiter de «conne» et de «putain» par les gens des camions, je lui ai dit :

«Au lieu de tancer les femmes de Plogoff, occupez-vous donc

du désordre qu'il y a dans vos camions.

— Qu'est-ce que vous dites ?

— Et bien, écoutez, je viens de me faire traiter de . . . , des grossièretés que je n'ose pas vous répéter.

— Répétez, m'a-t-il dit.

— Je viens de me faire traiter de conne et de putain.

Il me dit : — D'où ?

Je dis : — Avant-dernier et dernier camion».

Et là, il nous a laissées tranquilles ; il est allé vers les camions.

Une femme de 70 ans s'est fait traiter de «Salope», on lui a craché à la figure !

Vous savez, il y a une dame de 51 ans qui s'est fait traiter de putain à Saint-Yves !

Il y en a un, en passant, qui lui a craché à la figure, en lui criant :

«Tiens, voilà ! Putain que tu es ! »

Moi je me suis fait traiter d'ordure ! «Ordure» !!!

On s'est fait traiter d'ordures, de putains, de connes, on nous a dit :

«Toutes les femmes de Plogoff sont des connes, des hystériques».

C'était vulgaire.

Ils nous imaginaient dans les lits. Ils étaient refoulés !

Il y en a un qui m'avait appelée «la petite». Ma copine me dit :

«T'as entendu ? Moi, je n'aurais pas apprécié ! »

Je lui réponds : «Oui, c'est sûr qu'un mètre cinquante-neuf c'est pas grand ! »

Et le mobile dit : «Peut-être qu'allongée, ça serait mieux ! »

C'est ce genre de trucs qu'on recevait assez souvent.

Avec ça, et même avec toute la jappe que j'ai, je ne répondais pas. Je n'avais rien à dire.

Y en a un qui m'a dit :
 « Hé ! gamine ! on t'a pas appris à baiser ! Viens avec moi ! »
 Leur degré d'intelligence, c'était pas bien haut.
 Ils nous disaient qu'on était toutes plus bas que la ceinture,
 ou enfin des trucs comme ça.
 Il n'y avait que ça !

Ils nous injuriaient et nous faisaient des gestes obscènes. Des gestes ! ...
 Vraiment !!! On leur répondait en les traitant de maquereaux.
 Ça nous rendait dingues.

Et les regards !
 Je sais que personnellement, j'ai eu des regards ... euh ...
 des clins d'œil ... et des choses comme ça ... (silence)

Et les gestes !
 Vous savez, on a eu des bras d'honneur.
 Et puis à Saint-Yves, il y avait une dame (je peux le raconter,
 puisqu'on est entre femmes¹), il y avait une dame, qui a de
 grands enfants de 16, 17 ans, et il y a un mobile qui lui a
 fait ... (geste très grossier), vraiment, on est resté coi !

En général on restait pas sans leur répondre !

On ne leur laissait pas un moment de répit. On leur bourrait
 le crâne toute la journée aux gardes mobiles. Certains ont été
 marqués. Une jeune fille du Faouët nous a dit qu'elle avait
 un cousin qui avait été 3 semaines à Plogoff et qui n'était pas
 bien depuis ...

¹ Ces femmes très pudiques hésitaient à nous raconter cet épisode particulièrement grossier.

On en a vu dans une boîte de nuit à Audierne. On leur a fait
 peur. On les regardait : « Salauds ! Fumiers ! Les flics dehors ! »
 Et ils avaient des surnoms : Le Charolais, Guermeur, le Tueur,
 Pépé la matraque ...

*
 * *

On ne peut pas frapper ceux d'en haut ; on ne peut pas les
 toucher : ils sont intouchables, alors ...
 C'est triste qu'il faille s'attaquer aux pauvres bougres, au lieu
 de s'attaquer là-haut, mais nous sommes obligées d'en arriver
 là.

Ils avaient peur. Ils restaient jamais isolés. Ce ne sont pas
 des combattants. Ils ne connaissaient pas le coin.
 Je leur ai dit un jour qu'ils avaient fouillé une maison qui
 n'était pas habitée : « Vous êtes partout ; vous allez fouiller
 les maisons des gens ! »
 Ils avaient peur.
 Ils croyaient qu'il y avait des armes.

On sentait qu'ils avaient peur. Il n'y a qu'à voir les films qui
 ont été tournés, ça se voit bien, même à la télé (sic !).

Et plus ils avaient peur, plus ils en balançaient des grenades.
 C'était une défaite pour eux parce qu'ils avaient peur.
PLUS ÇA ALLAIT, PLUS ILS AVAIENT PEUR.

Quatrième partie.

Les femmes qu'il faut.

*Je n'aurais jamais pensé que les femmes de Plogoff
auraient fait ce que nous avons fait.
Je n'aurais jamais pensé que ça aurait été comme ça.
Mais ça a été formidable !
Ça a été formidable ! Les femmes . . . et les hommes.*

Je ne suis pas née à Plogoff. J'y ai de bonnes racines parce que j'y suis depuis très longtemps ! . . . Ah ! elles ont de la volonté ces femmes !

Je ne crois pas qu'ailleurs on aurait fait ça. Dans mon village natal, devenu poubelle municipale, personne n'a bronché. — Un homme du Maine et Loire qui est venu nous soutenir pendant l'enquête a dit :

« Ah, par ici, les femmes sont formidables ! Par chez nous, des nouilles ! Vous n'aurez sûrement pas la centrale à Plogoff ! »

Dans un journal, il y a eu la photo d'une dame aux cheveux blancs qui était assise sur un mur ; les gendarmes voulaient la faire partir et elle, elle s'accrochait au mur, elle devait dire : « Ce mur-ci m'appartient ».

— Vous avez vu la femme qui tient un garde-mobile ? et celle qui arrache sa matraque à un parachutiste ?

Ah ! Ce sont des femmes !

*
**

Les femmes de Plogoff sont presque toutes des femmes au foyer. Elles sont nombreuses et disponibles. Pour la plupart ce sont des femmes de marin.

Les femmes de marin, il faut qu'elles se démènent. On est souvent seules.

— J'ai été toujours seule pour faire toutes les démarches, tout le temps ; pour améliorer la maison, pour aller trouver un maçon, un menuisier . . . Ce sont toujours les femmes qui font ça. Le mari n'est pas là. Il faut faire les démarches, aller à droite et à gauche. On a des soucis. Tout ça fait partie de notre vie. Ailleurs, les femmes sont plus habituées à avoir leur homme avec elles. Nous, on doit se débrouiller seules, pour élever les enfants : les maris ne sont pas là. Quand on a les

enfants, à l'école, il faut bien s'en occuper. Et pour les caser quelque part, il faut se débrouiller pour les placer. S'il faut attendre que les maris soient là, alors les pauvres enfants ! . . . J'ai tout fait pour que mon fils navigue, et il a navigué. C'est moi qui me suis occupé de tout. Pour son premier embarquement, il devait aller à Gênes, je suis partie jusqu'à Paris le conduire au bureau de navigation . . .

Il faut faire toutes les demandes nous-mêmes.

Quand je vais dans un bureau et qu'on me dit : «Madame, sans profession», ah, je dis : «Non !, je n'admets pas ça. Je ne peux pas vous dire combien de professions j'ai. Mettez : femme au foyer, mais j'ai beaucoup de professions». Ah, ça je me mets en colère quand on me dit «sans profession». Ce n'est pas possible ! On en a 36. Il faut tout faire : le jardin, le lavage, le repassage, la couture, le tricot, les peintures parfois et surtout s'occuper des papiers ! les paperasses maintenant.

Les femmes, ici, ont appris à se débrouiller, elles ont toutes des responsabilités. Il n'est pas question d'attendre quelqu'un pour faire quelque chose pour vous, sauf s'il y a besoin bien sûr, mais on ne peut pas solliciter les gens sans arrêt.

— Les hommes ne prennent aucun souci. Le gros est fait quand ils reviennent.

— Ici, les femmes sont chefs de famille. Les hommes, finalement, ne sont pas au courant ; ils ne peuvent pas être au courant : tous les papiers, tout ça, ils ne savent pas. On est obligé de tout faire. Ils font confiance, c'est certain.

— Ils sont conciliants, c'est sûr. On leur dit — ici, c'est toujours les femmes — «on va faire ceci ou cela », ils sont contents. Ils ne décident rien, mais ils ne sont pas contrariants. Ils ne disent jamais non ; «si tu crois que c'est bien . . . si tu veux . . . », toujours contents !

Mais s'il faut aller dans les bureaux, ce n'est jamais lui.

— Ou bien alors, il faut que ce soit un homme qui dise : «C'est moi le patron ! c'est moi qui commande ! ça ne doit pas

être fait comme ça ! » Il y en a quelques-uns, mais ils sont rares ; par ici, je ne vois pas . . .

— Quand les hommes sont là, quand même, c'est plus facile, il faut dire ce qui est. Pour moi c'est plus facile quand il est en congé.

— Le mien est là tous les jours, j'ai du travail ! J'ai le linge, le manger . . .

— Mais tu as une vie de famille, ce qu'on n'a pas. Tu ne te rends pas compte . . .

Il est certain que dans un ménage de marin, il faut la confiance, autrement ce n'est pas possible. Ni pour l'un, ni pour l'autre. On ne peut pas vivre si on a des doutes soit sur sa femme, soit sur son mari. On sait que lui aussi est livré à lui-même dans les ports, partout. Nous aussi nous devons avoir confiance, sinon c'est un enfer. Lui ne pourrait pas vivre, ni la femme à la maison non plus. Il faut une confiance réciproque.

Eux sont absents, ils ne peuvent pas être au courant ; c'est nous qui recevons tous les papiers. Ils ne savent même pas ce qu'il y a sur les comptes-chèques. La plupart du temps, les mois arrivent de la Compagnie directement. Ils ont les relevés chez eux, mais ils ne savent pas. Ce n'est pas comme dans certains ménages où le mari donne tant à la femme pour vivre pendant le mois . . . quand on lui en donne !

Ici, à Plogoff la femme est entièrement libre, entièrement libre. On ne va pas demander l'autorisation à son mari pour acheter ceci ou cela. C'est la femme qui décide tout simplement. On ne peut pas attendre 3 mois, si on a besoin d'acheter quelque chose, s'il y a du fuel à faire livrer, s'il y a ceci à faire, ou cela, tout est décidé, c'est tout.

Les pauvres, d'ailleurs, ils arrivent, ils ne sont pas au courant. Bon, ben il y a ceci à faire . . . ils ne savent pas. C'est la femme qui dit ce qu'il y a à faire : «fais ceci, fais cela» . . .

Ici une femme n'attend pas que son mari lui donne tant par mois. Nous, ça nous dépasserait à Plogoff.

D'ailleurs un homme ne sait pas combien on peut dépenser dans un ménage, il ne peut pas se rendre compte de combien il faut pour vivre.

Ici il n'y a personne qui voudrait faire partie du mouvement de libération de la femme . . .

C'est pour ça aussi, qu'il y a beaucoup de force de caractère . . . C'est le caractère breton aussi quand même . . .

Ici, ce sont des femmes en majorité ; à part quelques vieux, les hommes ne sont pas là.

Et «ils» ne voyaient pas une résistance comme ça chez les femmes.

Ça a une autre valeur, les femmes contre les gardes-mobiles. On s'est défendu sans vraiment se battre. Pour la guerre des nerfs, ce sont les femmes qu'il faut. La tête dure. Comme moi assise sur le mur qui ne voulais pas partir . . .

*
* *

Il est bien évident que les hommes de Plogoff ont participé à la lutte aussi activement que les femmes. Si nous nous sommes sciemment limitées à la lutte des femmes, ce n'est pas pour minimiser la part qu'y ont prise les hommes, mais parce qu'un choix s'imposait et que la lutte des femmes nous intéressait davantage (sans doute parce que nous en étions plus proches).

Les hommes et les femmes ont lutté côte à côte, ensemble ou séparément, chacun choisissant sa forme d'action.

Les femmes ont été davantage tentées par certaines formes de lutte, parce qu'elles s'y sentaient plus à l'aise, et plus fortes que dans d'autres qui leur convenaient moins.

Les actions ne sont pas vues du tout de la même façon par les hommes et par les femmes.

— Les hommes ne peuvent pas rester des heures, une journée entière, comme nous sommes restées.

— D'un autre côté, un homme n'a pas peur comme nous. Mon mari n'a pas peur. Il a fait la guerre d'Indochine pendant 3 ans, et il m'a dit : «J'ai eu plus de peur que ça ! ». Sur les barricades, la première nuit, je lui ai demandé :

«Tu n'as pas peur ?

— T'as peur toi ? Alors va à la maison . . . » (Moi j'avais mon parapluie pour taper.)

Comment ça s'est passé avec vos maris ?

— Dur, dur !

— Ça n'a pas été très bien. J'aurais préféré qu'il ne soit pas là. — C'était tout de même dur la vie. Souvent, j'arrivais à la maison en vitesse, même pas le temps de causer. On mangeait en vitesse, la vaisselle rangée, je repartais. «Où vas-tu encore ?» Il ne venait pas avec moi parce qu'il travaillait le matin de bonne heure. Quand je me couchais, il dormait ; et le matin, il se levait à 6 heures et moi plus tard. La nuit de vendredi à samedi, il faisait autrement.

Certains soirs, c'était trop de laisser un homme à la maison. Je l'ai laissé tout le temps tout seul . . . Notre vie a changé . . .

— J'ai 4 enfants et un mari qui rentre tous les jours ; tu t'aperçois quand ton mari est là que tu es beaucoup moins libre que quand il n'est pas là. Tu t'aperçois, à ce moment-là, que si c'est un mari qui travaille (à terre), il rentre tous les jours à la même heure. Tu ne te rends pas compte, mais c'est fou . . . on ne se rend pas compte, mais c'est du boulot !

— Mon mari ne rentre plus manger à midi, je sens que maintenant je suis plus libre. Si j'ai envie de manger à 1 heure, je mange à 1 heure, je suis tout de même plus libre qu'avant.

— Oui mais quand les maris arrivent en permission, on ne peut pas courir tout le temps non plus . . .

Mon mari était en congé pendant l'enquête ; d'habitude je me promène tous les jours avec lui quand il est en congé, et là, on ne s'est pas vus. Moi et lui, on ne s'est pas vus. Lui venait au lit, et moi c'était le contraire. On ne s'est jamais couchés le même jour ensemble. Il m'a dit : «La prochaine fois, on va se voir plus, parce qu'on ne s'est vus que quelques heures cette fois-ci.»

Moi je suis venue tous les jours, toutes les nuits, mais mon mari restait à la maison le jour ; il «travaillait»¹ de nuit. Mais ça a été remarqué, même des gardes-mobiles. Et les mobiles disaient :

«Quand on travaille de nuit, on ne peut pas venir dans la journée.

— Pourquoi ?

— Parce que votre mari doit travailler de nuit». Ils voulaient que je tombe dans un piège. C'est vrai que mon mari travaillait de nuit. (Le jour il restait à la maison). Il faisait le dîner, il donnait à manger au chien, à mes lapins.

Mais ce qui s'est passé, c'est que je n'arrivais jamais à l'heure pour manger. Et ça l'a foutu en boule. Pendant un mois et demi ! C'était moi qui faisais des tours de con. Je ne suis jamais rentrée à midi ; je suis rentrée à 11h, 1 h 1/2, 2 h 1/2, je suis même arrivée une fois à 3 heures ! Alors le dîner n'était pas bien bon. Le soir, je n'ai jamais été à 7 heures à la maison. C'est ça qui nous a fait avoir des histoires. Ça ne tournait pas rond. Un jour, pourtant, je suis rentrée de bonne heure à la maison, à 11 heures. Il me demande :

«Qu'est-ce que tu fais après ? »

Et moi, pour rire :

«Je reste avec toi ! »

Alors, là, il a pouffé de rire !

¹ cf. note à la fin de ce chapitre sur les travailleurs qui subissaient des pressions.

Ben, je me suis payé la vaisselle. Il ne me croyait pas. Et je ne partais pas. J'ai dit que je ne partais pas, je ne partirai pas ! Je tiendrai le coup ! Et à 4 heures, j'ai dit :

«Moi, j'en peux plus !

— Tu fais ce que tu veux, il a dit ; on prend le café, et puis on fout le camp . . . »

Moi et mon mari on était toute la journée sur place. Toutes les nuits. On allait ensemble faire les braves devant les mobiles. Le soir, on allait jeter la poubelle¹, on allait ensemble aux barrages. On faisait quelque chose ensemble.

Et vous, votre mari était absent ?

— Pendant qu'ils étaient là, je dormais très mal, je mangeais très mal.

Je vivais seule et c'était très difficile.

J'étais très isolée, très concentrée.

Ça a été dur.

Si j'avais eu mon époux à la maison, ç'aurait été plus facile.

Il était en mer. Je lui ai envoyé certaines coupures de presse, et encore, pas des plus dures pour ne pas l'affoler ; je ne voulais pas. Il ne réalisait pas à quel point c'était dur.

S'il avait été là, il aurait participé. Sa réaction a été : «J'aurais aimé être là, ça m'aurait défoulé ! ». Depuis le temps qu'il est sur la brèche ! Il était aux premières barricades en 1976.

— Ma fille promettait à son mari de ne plus retourner. Son mari, qui était parti après Saint-Yves, lui téléphonait :

«Promets-moi que tu n'iras plus !

— Non, non. Je te promets que je n'irai pas ! »

¹ Tous les soirs, toutes les nuits, l'endroit où stationnaient les mairies annexes et les gardes-mobiles était transformé en dépôt d'ordures.

Et puis, le lendemain quand il téléphonait :
«Où elle est Y. ?

— Elle est partie ! » disait Mémée.

Une fois elle lui avait promis :

«Je n'y retournerai plus ! »

Et le lendemain, on la voyait à la télé ! Son mari qui était à Brest, l'avait vue à la télé !

— Le mien m'a téléphoné : «Ça gaze à Plogoff ? Mais surtout ne va pas te faire tuer ! » Il se faisait des idées.

— Moi j'ai eu peur de certaines choses. Je lui disais que j'avais peur, et il me répondait : «Ah . . . ». Peut-être que j'étais réconfortée, peut-être que je ne l'étais pas.

Il a vu que j'ai eu peur et il m'a dit : «C'est comme ça qu'on apprend».

Je lui dis :

«Si on est arrêté, ou quelque chose ? . . .

— Ah, tant pis pour toi ! »

Moi j'ai eu très peur et je ne voudrais plus recommencer ce qu'on a fait. *Lui me laissait libre* . . .

Il m'a réconfortée peut-être plusieurs fois.

— Moi j'étais seule chez moi, mon mari n'était pas là, mes enfants non plus, et je ne me sentais pas en sécurité parce que les mobiles étaient partout. Ils étaient dans la vallée derrière chez moi, pas loin d'où j'habite et à un moment donné il y a eu des petites bagarres, des poursuites ; je n'étais pas fière.

*
* *

C'ÉTAIT VRAIMENT UN BOULEVERSEMENT.

On mangeait ou plus tôt ou plus tard, ça dépendait à quelle heure on avait rendez-vous.

— Un jour je dis à mon mari : «Je viens d'arriver à la maison, tu te rends compte, il est 9 h 1/4». Lui ne se rendait pas compte. Je venais d'une réunion, j'avais mon dîner à faire et il me téléphone en me disant : «On avait dit à 8 heures sur les barrages, et il n'y a personne du comité. Tu n'es pas sur les barrages . . .

— Mais je viens de rentrer ! . . .

—

— Bon, eh bien, dans un quart d'heure j'y serai».

— Quelquefois on ne pouvait pas dire ce qu'on faisait au cas où ça aurait été su. Alors tu disais : «Viens à 8 h à Trogor. Là, on verra». Et tu ne savais pas qu'entre temps, nous, on avait décidé autre chose.

Il aurait fallu quelqu'un pour dire qu'on ne serait pas à l'heure .

— Des fois, on se faisait engueuler par les maris des autres, parce qu'on n'était pas à l'heure sur les barrages.

— Toi, tu es au comité, au bureau, tu as des responsabilités ; nous on est plus libre. Je sais que tu as beaucoup de travail et que tu dois t'occuper des enfants. Il aurait donc fallu une autre personne pour s'en occuper.

Il aurait fallu quelqu'un d'autre pour dire : «Aujourd'hui, une telle et une telle ne vont pas. C'est moi qui vais aujourd'hui . . . »

Je sais que ton mari n'a pas toujours été content.

Si j'avais été à la place de ton mari, j'en aurais eu ras le bol.

Dans certaines familles, on s'arrangeait.
Mon frère était chez moi pendant l'enquête ; il faisait la cuisine, le ménage . . . il faisait tout. Le jour où il est parti,

j'ai pris la relève.

— Chez nous, c'était ma mère qui nous aidait.

Ma fille était toujours avec moi. Elle a une petite de 3 ans qui est à l'école. La petite allait à l'école jusqu'à 4 h 1/2. Après on l'envoyait à ma mère à la maison ; elle a 76 ans, et elle s'en occupait.

La nuit, c'était pas pareil. Elle nous disait : «Vous couchez la petite, et puis vous partez.»

Elle était avec nous de tout cœur. Elle ne pouvait pas venir ; elle était contente de nous aider ; elle a tenu le coup pendant l'enquête, et puis après, elle est tombée malade. Elle voulait nous aider aussi. Elle faisait ce qu'elle pouvait faire.

C'était dur quand même.

Il y avait des nuits où on n'allait pas au lit, quand il y avait des barrages. On n'allait pas au lit du tout.

On passait la nuit à courir partout.

On a passé des nuits blanches.

La nuit quand je me couchais, je ne me déshabillais pas. Je m'allongeais sur le lit.

On avait des consignes à donner.

Le téléphone marchait quand même. On savait qu'on était écouté, mais à demi-mot, on comprenait beaucoup de choses.

Il fallait avertir. Il fallait être toujours sur le pied de guerre.

Ah ! le temps était occupé !

Mon mari rentrait à midi. Pas de bonne femme à la maison, pas de repas de fait.

Il faisait des frites et des œufs.

Mon enfant qui est très capricieux n'a jamais rien dit.

Je faisais les lits quand même, en vitesse.

Mais autrement ! of ! L'aspirateur, je le passais une fois par semaine. Moi je faisais la lessive le samedi, et le ménage et le repassage le dimanche. Le minimum. Le dimanche c'était :

«ouf ! ». Ne plus entendre cet hélicoptère¹. Je ne supporte plus le bruit d'un hélicoptère. Beaucoup de gens. C'est un traumatisme. Les bêtes aussi. Mon chien tremblait dès qu'il l'entendait.

Avec l'enquête et tout ça, tout est resté à faire.

Le ménage, n'en parlons pas.

La couture non plus.

Mais alors les jardins hein ! heureusement il n'a pas fait beau !

Vous étiez jour et nuit sur le pied de guerre ?

— On était vigilantes. On l'est toujours.

C'étaient les femmes surtout qui faisaient le guet. C'était le téléphone arabe. Les gens nous signalaient une voiture... sur le site. Hop ! On y allait. On a arrêté sur le site des gens qui venaient faire on ne sait quoi... mettre des bornes ?

C'est ça qui a sensibilisé les gens de l'extérieur de voir qu'on était toujours là.

— La nuit aussi on travaillait.

Comme les mairies annexes étaient installées sur le délaissé à Trogor, tous les soirs on venait mettre des empêchements, des obstacles : les ordures ! On venait vider nos poubelles ! La nuit on aménageait mieux encore. Quand ils arrivaient le matin, ils avaient du travail ! Un jour ils ont eu plus de 7 tonnes de poubelles à débarrasser.

Avez-vous participé aux barrages ?

— Il y a eu quatre grands barrages : le 31 janvier quand ils sont venus ; la nuit du 29 quand ils ont pris les jeunes ; quand

¹ Tous les après-midis, pendant 6 semaines, l'hélicoptère de la gendarmerie survolait le Cap, parfois en rase-mottes, lançant aussi à l'occasion des grenades lacrymogènes et offensives.

le commissaire est venu et le dernier jour.

— Au premier barrage, tout Plogoff était là. Les femmes aussi ont fait les barrages. Cette nuit-là, on a défait les murs . . .

— On a nettoyé les greniers pour construire les barrages, j'avais sorti ma vieille machine à laver.

C'étaient surtout les hommes qui faisaient les barrages ?

— Quand il y avait des barrages, les femmes y allaient, elles y étaient. On faisait les barrages aussi, on aidait à les faire.

C'était plutôt un travail d'homme, mais on aidait . . . à mettre les cailloux dans les voitures . . . on pouvait faire passer les cailloux, des choses comme ça, on donnait la main, ça réchauffait. C'était plutôt un travail d'homme. Mais à part les grosses pièces, les femmes étaient capables aussi.

Et puis les hommes, ça perd courage quand tout ne marche pas bien ; il fallait aller les encourager. Ils aiment mieux quand il y a les femmes avec eux. Et on peut toujours faire quelque chose ou donner son avis.

Il y avait même une dame de 83 ans avec nous jusqu'à 3 heures du matin au moins ; celle-là c'est quelqu'un ! Elle a du mérite, elle est courageuse cette dame-là. Et une petite grand-mère qui avait peut-être 90 ans qui faisait la chaîne. J'étais étonnée, je lui disais : « Ça va être lourd ? — Oh, non ». Elle y allait ! Au Loch quand on faisait un barrage, elle travaillait aussi. « Allez, tiens, un autre caillou, jette-le là ».

Le jour, vous alliez affirmer votre présence en face des mobiles ?

— On allait tous les jours à Trogor, parce que c'était notre devoir d'y aller. Les femmes plus âgées étaient à Trogor toute la journée ; elles rentraient chez elles après 5 heures. Elles faisaient acte de présence.

Rester là, toujours, pour montrer qu'on est là. Apporter le tricot parfois, discuter . . . Ça allait bon train les commentaires. Les hommes n'auraient pas eu la patience de rester comme ça en face des mobiles. C'est tellement énervant, tellement dur à supporter. C'était plus facile de les avoir à Saint-Yves qu'à Trogor ; beaucoup plus facile ! Il y en aurait eu de tués à Saint-Yves. Ça aurait mal tourné si ça avait duré : on avait des cailloux juste à notre portée. A Trogor ils avaient davantage de place, ils se camouflaient.

— On bavardait, on commentait les événements de la veille ; on discutait avec les journalistes. On ne parlait que de ça. On était tellement énervées qu'on ne pouvait pas tricoter . . . Et puis on avait un travail à faire, et quand on est de garde, on n'a pas le droit de tailler un sifflet. Quand il a fait froid, les gens du voisinage sont venus nous apporter du café : c'était agréable.

— Il y avait un tour de garde ; c'était organisé par le Comité. C'était long six semaines, il fallait prévoir. On s'était donc organisé par quartier ou par village, et on y allait de 9 heures à 14 heures, ou à partir de 14 heures. A partir de 2 heures c'étaient les gens disponibles qui faisaient la relève, n'importe qui.

— On allait tous les jours à la « messe » et le matin, quand on était de service, à tour de rôle.

— J'allais à la « messe » tous les jours. On n'a manqué aucun jour. La garde, un petit tour et puis on retournait pour la « messe ».

— On ne pouvait pas rester à la maison. A 4 heures, ça bouillait ; il fallait partir. On ne pouvait plus rester à la maison.

— Je suis quand même handicapée, je ne pouvais pas rester toute la journée ; mais à 4 heures, je bouillais à la maison. Même quand il pleuvait, je venais.

— J'avais un malade dans ma famille, mais chaque fois que

j'ai pu y aller, j'y suis allée.

— Moi, j'étais quelquefois obligée de rester chez moi et ça m'énervait.

— Moi, tous les matins, il fallait que j'aie faire mon petit tour. Tant que je ne les avais pas vus vraiment de face, je n'étais pas bien chez moi.

— Pendant les vacances scolaires, j'étais là tous les jours, j'arrivais à 9 heures du matin et je repartais après la messe. Le soir quand on rentrait on avait quelquefois le cafard mais enfin le lendemain matin le réveil sonnait et puis on repartait. Lorsque j'ai pu aller aux barricades la nuit, j'y suis allée.

ON NE SE DÉCOURAGEAIT PAS.

Quand une se décourageait, il y avait une autre qui disait : « Il faut se battre ! » et puis on repartait.

— Des fois je disais : « Oh, je ne vais pas aujourd'hui, je suis fatigué ! »

— Voilà ! Les autres n'ont qu'à dire comme toi, il n'y aura plus personne. Allez ! Viens ! »

On était rendu, des fois ! C'était quand même dur, parce qu'il fallait aller la nuit, le jour ; il fallait aussi faire le travail avec ça.

Et ce qu'il y a d'étonnant, c'était que tous les jours on venait quand même. On n'en pouvait plus par moments, mais on ne pouvait pas rester chez soi. Tous les jours, il fallait y aller. On faisait un peu de ménage, le matin, et puis après : « Allez ! En route ! »

Au début, on n'était pas nombreux, faut le dire ! On a commencé toutes seules. Les premiers jours on était les seules, même trois semaines.

— Tu sais, quand on était sur le pont du Loch, quand ils sont arrivés, il y avait un peu de monde. Dans la journée, il n'y avait pas beaucoup de monde. Les gens qui étaient là étaient de Plogoff. De l'extérieur, il n'y en avait pas, enfin . . . pas beaucoup ; on pouvait les compter. A Saint-Yves il y avait des gens d'Audierne, des antinucléaires qui venaient.

On a été pendant 3 semaines que Plogoff. Même ces 3 semaines, il y a eu des gens de Plogoff qui ont mis du temps à sortir ; les gens avaient peut-être peur aussi . . . Plus les jours passaient, plus il y avait du monde, on nous a aidées.

*
* *

ON S'EST DÉFENDU AVEC NOTRE LANGUE.

On leur a dit ce qu'on avait à leur dire.

On ne leur a pas laissé de répit.

On ne sait pas se servir d'un fusil, alors on a fait autrement.

Vous alliez discuter avec les mobiles ?

Au début à Saint-Yves on avait plus de facilités pour les approcher, parce qu'après ils ont mis des barrages, des barrières et il n'était plus possible de les approcher de très près, donc ça se passait de plus loin.

On pouvait tout de même discuter avec eux, on pouvait les approcher ; ils étaient là, derrière la barrière. Après on ne pouvait plus. Les sentinelles étaient plus en delà des barrières. Ça devenait plus étendu leur « retranchement » si on peut dire. C'était plus difficile.

Les moqueries fusaient quand même. Ça partait de loin ; c'était différent.

Sauf quand ils se déplaçaient parfois, quand ils traversaient la route, comme la fois où ils sont allés voir les marins, parler

avec eux.

Ils cherchaient quand même à avoir un peu de discussion des fois. Pourquoi ? . . .

Est-ce que c'était pour amadouer les gens ? Ou pour chercher à comprendre ? On ne sait trop. Ou, peut-être, pour que ça se passe au mieux ? Je ne sais pas. La conversation était sur la centrale.

PARMI EUX, IL Y EN AVAIT QUI ÉTAIENT CONTRE LA CENTRALE.

Ils nous demandaient pourquoi on était contre eux ; pourquoi on leur en voulait tant que ça.

On leur disait que c'était pas à eux qu'on en avait : qu'ils lâchent les deux mairies annexes et puis c'est tout.

On restait des heures entières, plantées devant deux ou trois sentinelles à leur expliquer notre lutte ; parce qu'ils ne comprenaient pas notre lutte. Certains peut-être . . .

Je pense que certains, oui, comprenaient, seulement . . .

A Trogor, y en a un qui nous avait dit :

« Si ça n'avait dépendu que de moi, je vous aurais accordé ça depuis longtemps. »

Vous avez donc essayé d'expliquer votre lutte. Vous ne les avez pas injuriés ?

Oui, nous les avons certainement injuriés hein !

Certains jours nous les avons aussi eu par le calme quand même.

Certaines de nous avaient beaucoup de sang-froid quand même. Et nous leur avons un peu démoli le moral, mais calmement, pas par des insultes.

C'est sûr.

Moi je trouve que ça n'avancait pas à grand chose de les insulter.

— Si, je crois, parce qu'à Saint-Yves, y en a qui ont craqué.

— Franchement, moi je trouve pas. On n'avait pas besoin de les injurier. Avec la langue on leur a fait du mal. Chacune disait ce qu'elle voulait dire. On les touchait comme ça plutôt qu'avec un caillou.

— Le matin, j'y allais avec une amie. Quand on arrivait on engueulait un peu ceux qui étaient là.

A midi, quand ils allaient bouffer, on les engueulait un petit coup et puis on attendait que ça se passe. A 4 h 1/2 là . . . on engueulait pas mal !

Tout sortait : le physique, la profession, enfin . . . tout quoi ! En général on se foutait de la tête qu'ils avaient, c'était du genre : « T'as vu un peu comme t'es gaulé ! »

Et puis sur le boulot on disait : « T'es encore récupérable, viens de notre côté, on te trouvera un boulot ». Des fois ils répondaient, d'autres fois non. Quand ils ne répondaient pas, on gueulait un peu plus fort. Quand ils nous répondaient, c'était pour parler de fric, qu'ils gagnaient bien leur vie comme ça ; nous on les engueulait en leur répondant qu'il n'y a pas que le fric dans la vie, qu'on peut aimer autre chose que le fric.

— Moi je leur disais n'importe quoi ; j'avais pas peur, même toute seule. Je leur disais n'importe quoi : « Vous n'avez pas besoin d'avoir le certificat d'études pour faire ce métier-là. » Ils ont à peine le certificat d'études ! Quelqu'un qui a passé le certificat d'études pour adultes à Rennes raconte qu'il y avait un garde-mobile. Alors on lui demande :

« Qu'est-ce que vous faites ? »

— On obéit.

— Qu'est-ce qu'on vous apprend ?

— A obéir, et quand on nous dit : « attaque », on attaque !

— Comme un chien quoi. Ils ne connaissent même pas leur maître.

— Moi, quand j'allais à Trogor, c'était pour les engueuler. Je les ai insultés, pourtant ce n'est pas dans mes habitudes.

Les femmes se sont défendues avec leur langue.

Moi, j'étais incapable de jeter un caillou. Je vous dirai franchement, je ne peux pas, je suis incapable, je n'aurais jamais pu le faire. Mais alors, par la langue, je me défendais comme je pouvais, comme toutes les femmes.

Et c'est ça qui les mettait mal à l'aise.

Je crois que ce sont les femmes qui leur ont fait le plus de mal encore. C'est plus facile de lutter contre les cailloux, que de répondre aux femmes.

Ils étaient mal à l'aise. Ils ne savaient pas trop. On les sentait qui serraient les mâchoires, qui essayaient de tenir le coup, mais ils avaient du mal.

Tout ce que les femmes leur disaient les touchait profondément. Ils sentaient que c'étaient des vérités.

Les *injures* étaient des vérités qui étaient dures à avaler pour eux, c'est certain. On leur reprochait ce qu'ils venaient faire à Plogoff. Leur métier : qu'il fallait avoir tué père et mère pour faire un mobile ou un CRS . . . « Est-ce qu'ils avaient le courage quand ils rentraient chez eux de dire à leur femme et à leurs enfants ce qu'ils avaient fait à Plogoff ? »

« J'espère que leurs enfants n'auraient plus aucun respect pour eux », ils l'ont entendu plus d'une fois !

Et s'ils n'avaient pas honte d'aller toucher leur paye à la fin du mois ?

C'étaient peut-être pas des injures, c'étaient tout simplement des vérités.

Il y a eu des insultes en breton qu'on ne peut pas traduire. En breton, on dit crûment des choses, qui ne sont grossières et vulgaires, que traduites en français. Certaines choses sont dites d'une autre façon.

Certains comprenaient.

Le « charolais », le gros balèze, le commandant, il en prenait pour son compte !

Il y avait un garde mobile qui était des environs, qui parlait très bien le breton. On disait des injures sur le commandant . . . Le commandant nous dit :

« De toutes façons, il me dit ce que vous dites ! »

— Oh, c'est pas possible, je lui dis, il ne peut pas vous répéter ce qu'on vous dit, ce qu'on dit de vous, parce qu'il aurait honte de vous le répéter ! C'est pas possible ! »

Il ne pouvait pas répéter ça à son chef !

C'est pour ça qu'on lui disait :

« Vous êtes roulé, hein ! Vous ne savez pas ce qu'on dit de vous ! »

— Oh si, si, il me raconte tout.

— Oh certainement pas. C'est pas possible ! Il ne pourrait pas ! »

C'était trop grossier.

Ça devait l'agacer, le mettre mal à l'aise, devant tous ses hommes dont certains savaient le breton ; et lui, ne savait pas ! alors là, c'était la catastrophe !

*
* *

On avait des haut-parleurs et on passait un disque où on entendait les Allemands marcher :

J'ai dit aux gendarmes :

« Vous entendez le bruit de vos bottes ? »

Vous voyez, Messieurs, comme ce bruit de bottes est mélodieux ? Ce sont vos bottes qui piétinent les femmes et les enfants de Plogoff ? »

— Espèce de conne ! espèce de putain ! »

Et il y avait un monsieur très bien mis, un opposant en pardessus qui hochait la tête.

«Vous voyez, Monsieur, après on dira que c'est nous, les femmes de Plogoff qui provoquons ! Vous avez entendu un peu ? »

Il ne m'a pas répondu le monsieur ; il hochait la tête d'un air de désapprobation.

*
**

— Moi j'allais seule à la «messe». Je ne leur disais rien du tout. Ils m'interdisaient de passer, je passais, je passais, je passais, je passais . . . et ils ne me disaient rien.

On les regardait avec des yeux noirs. On les fixait. Plus de bonjour, plus rien.

On les regardait avec des yeux méchants.

Quand on était de garde, on restait sans leur parler. Un jour, ils nous montraient le pain qu'ils étaient en train de manger, ils nous narguaient ; on s'en foutait bien. «On trouvera mieux que ça en rentrant à la maison, nous, au moins, on mangera chaud».

Le jour où il y a eu la procession, on s'est installé devant eux et on leur a chanté des chants et des cantiques bretons.

Ah ! ça y allait les cantiques bretons. Tout le monde les connaissait : Gwir Vretoned (Vrais Bretons), Da Feiz Hon Tadou Koz (La foi de nos ancêtres), le Bro Goz ma Zadou¹ (Vieux pays de mes Pères), le chant des partisans traduit en breton, Notre Dame de bon voyage, Notre Dame des Naufragés. On les a bravés avec nos chansons ! Ils n'étaient pas fiers.

On les embêtait aussi autrement.

Un jour, une dame vient et me dit :

«Tiens ! On a fait un joli panneau, mais on ne reste pas là»,

¹ Bro Goz ma Zadou : hymne national breton.

elle devait aller je ne sais plus où.

Alors on était là à 5 ou 6 femmes avec ce fameux panneau. Sur le panneau, il y avait écrit : «Acceptons ordures en tous genres. Les séminaristes¹ vous remercient».

Alors on était là avec ce panneau-là, et puis à un moment donné je dis : «Attention ! » Je vois 3 ou 4 qui venaient doucement. «Attention ! Ils viennent nous faucher notre panneau ! » On était pourtant assez loin d'eux. Et puis non, quand ils ont vu quand même, ils ont fait demi-tour et ils sont repartis.

Et puis à un moment donné, on discutait — nous les femmes, on discute hein ! —

Et alors 5 ou 6, mais alors en furie ! Ils sont arrivés sur nous, et ils nous ont arraché le panneau !

Ils nous ont arraché le panneau !

Pourtant, on a bien sauté sur notre fameux panneau ; mais ils nous l'ont arraché des mains.

Et alors, moi j'ai réussi à en avoir un ! Je lui ai donné un coup de pied bien placé ! Il était là : «Aïe ! Aïe ! Aïe ! oyoyo ! ! ! »

J'avais des bottes assez pointues.

Oui, mais enfin, ils ont eu notre panneau !

Il l'a levé, il allait me taper . . . mais enfin . . . Bref ça s'est passé comme ça.

— Moi je les ai menacés d'une fourche hein ! J'allais chercher des légumes dans une réserve au jardin, une patrouille de 7 hommes venaient sur la colline derrière chez moi ; ils étaient vraiment à la brèche puisque le jardin n'est pas clôturé là-haut et j'ai pensé qu'ils venaient dans mon jardin. La veille, je les ai vus fouiller dans le clapier de la voisine : ils cherchaient

¹ Séminaristes : les gendarmes mobiles ont été hébergés pendant plus de 6 semaines au petit séminaire de Pont-Croix d'où leur surnom de séminaristes.

la pièce à conviction contre Clet Ansquer dans le jardin de la voisine et jusque dans le clapier !!! Ils étaient à 2 dans le jardin et le gradé restait dans le champ, il y en a même un qui a fouillé dans le poulailler parce que les poules se sont mises à caqueter. Donc, à midi, je vois 7 mobiles à l'entrée de mon jardin et j'ai pensé qu'ils y venaient. Je les ai menacés de la fourche, je leur ai dit :

«Que je ne vous retrouve pas un jour dans mon jardin, parce que je vous enfonce la fourche dans le bas-ventre, mais alors, comme je vous le dis ! » et je sais que j'ai piqué la fourche dans la terre. Ils se sont éloignés, ils ont eu peur . . . En tout cas, ils ne sont jamais venus dans mon jardin. S'ils sont venus, c'était de nuit ; de jour j'ai monté la garde.

*
* *

HARCELEMENT.

— On suivait toutes les patrouilles.

Quand ils partaient en patrouille à la campagne, on les suivait, pour les embêter ; parce qu'ils partaient certainement pour quelque chose ; ces patrouilles-là, elles avaient un but. Alors on les embêtait, ils étaient obligés de revenir.

Et puis ils allaient aussi pour autre chose dans la campagne ! Ils avaient des mairies annexes, mais ils n'avaient pas de . . .¹ Là encore on les suivait . . . Ils revenaient comme ils étaient partis.

— Les patrouilles qu'ils faisaient dans la campagne avaient tout de même un but. Le chef avait pris les consignes du commandant : «Chef vous prendrez le chemin qui va droit à

¹ Les mairies annexes n'étaient pas équipées de sanitaires, pas plus que les camions . . .

la côte Sud. Que faire ? On se demande bien ! On sait qu'ils ont sillonné toute la campagne. Ils cherchaient des chemins, sans doute pour faire ce qu'ils ont fait le vendredi 29 février quand ils ont arrêté les jeunes. C'étaient sans doute des patrouilles de reconnaissance. Ça les contrariait certainement qu'on les suive.

— Un jour, on était 4 femmes à les suivre. On les suivait dans la lande. C'est qu'ils passaient partout, dans la lande, dans les épines, les chemins que les gens ne connaissaient plus et à travers champs. On était deux à être bottées, mais T. avait des talons hauts, elle s'enfonçait dans la terre meuble ! On grimpe les murs à leur suite ; on tombait, on se relevait, et puis on courait quand on les avait perdus de vue dans les broussailles.

Là, ils avaient certainement ordre de rejoindre la côte. Ils cherchaient un chemin qui menait droit vers le Sud. Et comme on les suivait tellement, ils n'ont pas pu.

A un détour de chemin, ils pensaient nous avoir semées et nous on était là, comme 4 lapins après les 6 autres. Alors le chef de la patrouille a fait : «Oh !» — et puis on est revenu. On les suivait sans parler. Ou alors, quand ils se retournaient, parce qu'ils se retournaient un à un, pour voir si on les suivait, alors on leur disait :

— «Allez ! Allez ! Continuez ! On vous suit bien. Si vous êtes perdus, ne vous en faites pas, on vous remontre le chemin ! » On les encourageait hein ! Quand c'était comme ça, on les embêtait. Quand ils s'arrêtaient, on s'arrêtrait aussi. Alors ils nous disaient :

«Mais passez !

— Oh non ; on n'est pas pressées. Passez devant ! »

C'était marrant !

Et tout ça les contrariait certainement.

On les a bravés . . . Il y en a même un qui a fait dans son pantalon ! Une dame l'a vu partir à travers champ avec un journal à la main. Celles qui le suivaient ont vu qu'il avait fait dans son pantalon quand il s'est déboutonné !

ET ON A TENU 6 SEMAINES.

Ça a été une épreuve de force. Six semaines, c'était pour nous user.

La préfecture nous avait donné 6 jours, je crois, de 4 à 6 jours, on n'aurait tenu que 6 jours ! Mais on a tenu !

— Ils croyaient que ça aurait été liquidé en 8 jours ! en 8 jours ! oui ! Ils ont dit : «Au bout de 8 jours, les gens de Plogoff viendront jouer aux boules avec nous ».

— Le commandant pensait «mettre de l'ordre» en 48 heures. Ils se sont trompés hein !

Les gens de Plogoff ne se laissent pas faire comme ça.

On leur avait dit :

«Vous vous trompez avec Plogoff. On tiendra plus longtemps, 6 semaines.»

La preuve : on a tenu.

*
* *

FARCES ET ATTRAPPES. Histoire de sourire . . .

On faisait tout pour les embêter. On leur en a fait voir des vertes et des pas mûres quand même !

Il y a eu beaucoup de farces, d'attrapes. On en a tellement fait ! Il y en a eu d'autres qu'on ne connaît pas, dont on ne se souvient pas.

On a remarqué, parce qu'on les surveillait sans arrêt, que si une pierre était ici aujourd'hui et là le lendemain, ils la soulevaient. On s'est dit :

«Eh bien, après tout, puisque vous travaillez avec des gants, vous en aurez . . . »

Alors, on posait une sentinelle¹, un caillou dessus . . . et ça loupait pas ! On avait remarqué que le moulin sur la butte qu'on appelait Fort Douaumont, les intriguait : ils fouillaient partout, dans la lande alentour, dans les petits muretins, un caillou qui n'était pas là la veille, il fallait le soulever. Je leur avais mis de la «crème au chocolat» dans des pots à yaourts, mais celle-là ils ne l'ont pas mangée, elle sentait mauvais. Les gars en ont eu certainement plus d'une fois de la «crème au chocolat» ! Sous les cailloux ils en ont eu plein les gants . . . !

— Un jour aussi, ça a vraiment été dégueulasse ! Ils n'ont eu que des couches de bébé, des serviettes hygiéniques. Comme ils fouinaient partout et qu'ils fouinaient particulièrement tout le temps sous les pins du jardin de Monsieur X, on a éparpillé ça sous les pins.

On mettait ça dans des petites boîtes ; on écrivait dessus «Attention. Explosifs». Ils fouillaient tout, alors ! . . . oh ! oh !

¹ Sentinelle : Gros excrément isolé (dictionnaire Robert).

— Comme ils avaient l'air d'avoir énormément peur des explosifs, que des trucs leur sautent à la figure, on a mis ça à profit : on leur préparait des petits cocktails qui n'étaient pas méchants, plutôt malodorants.

Certain soir, on leur avait préparé deux fausses bombes explosives avec des mèches, et des petites bouteilles de pipi qu'on colorait. Et le matin, on les observait.

LE SALAIRE DE LA PEUR.

— Un certain matin y avait trois mobiles autour du moulin qui marchaient d'une drôle de façon : l'un posait le pied où l'autre l'avait posé. Ils marchaient vraiment avec précaution. Quand le premier trouvait quelque chose, il le passait au deuxième qui le passait au troisième et c'était posé à côté. A un certain moment, ils ont trouvé un « cocktail Molotov ». Là, ça a été : « Oh là là ! En v'là ! ». Tout doucement le premier à pas de loup vient le donner au deuxième qui le passe au troisième à pas de Sioux. Et ce troisième a descendu le petit chemin. Là, on ne l'apercevait plus ! On a changé de poste de garde, on est venu devant ; on avait beau attendre, pas de mobile ! On s'est dit : « Il a dû lâcher la bouteille ! ».

Pas mal de temps après, mon mari rentre et me dit : « Je sais pas ce qu'ils ont aujourd'hui. Ils sont à trois sur le moulin et y en a un qui a trouvé quelque chose. Il est descendu, mais alors, en marchant tout doucement. En passant près de moi, il a changé de main à son bouclier ; ce qu'il avait dans la main droite est passé dans sa main gauche, derrière le bouclier ; et quand je l'ai dépassé, il a remis ce qu'il avait dans la main gauche dans la main droite. Et il marchait toujours à pas de Sioux pour aller vers les camions en bas ».

Je lui demande :

« Mais qu'est-ce qu'il avait dans la main ? »

— Je ne sais pas ; il m'a semblé que c'était un bouteille de Schweppes. »

Et moi j'ai ri, j'ai ri ; parce que mon mari n'était pas au courant ; il ne savait pas qu'il y avait eu des farces la veille au soir !

Alors il me dit :

« Tu ris ? »

— Oui ! ... Mais après ? »

— Ben, il a déposé ça dans un camion bleu, et puis il est parti, vite, vite, en courant, raconter plus bas au commandant ce qui se passait. Il paraît que toutes ces trouvailles partent à Pont-Croix pour être analysées. »

J'ai raconté à mon mari ce qu'il y avait dans cette fameuse bouteille et il en a bien ri ! Il a dit : « En tout cas, ça a marché ! »

Ils craignaient certainement que ce soit de la nitroglycérine. Ils ont eu drôlement peur, vraiment. Depuis le matin on sentait qu'ils étaient paniqués ; y avait pas mal de choses ce jour-là. D'autant plus que quelques jours auparavant on leur avait dit : « Méfiez-vous ! le jour où on ne vous suivra pas, où on ne sera pas sur vos talons, ça va péter, ça va exploser ! » (Et ce jour là personne ne les suivait !)

On a fait ce qu'on a pu ; c'était pas bien méchant, mais on a fait tout ce qu'on a pu pour les embêter.

A Trogor, tous les matins y avait une ronde. Ils venaient vers 4 heures et demie, 5 heures moins le quart. Cette ronde, tous les matins s'arrêtait un tout petit peu à Trogor, voyait un peu ce qu'il y avait à débayer, communiquait avec Pont-Croix qui envoyait du renfort.

Souvent cette patrouille restait avec quatre ou cinq camions tous feux éteints, à Trogor. On ne s'en rendait pas compte les premiers temps ; on ne s'en est aperçu qu'après. Ils restaient là jusqu'à 6 heures en attendant que les autres camions et les

tracto-pelles viennent pour déblayer le délaissé qui était toujours plein.

JAMAIS ILS N'ONT EU LE DÉLAISSÉ PROPRE.

A part le lundi matin, parce qu'on pensait le dimanche soir qu'ils auraient déménagé de Trogor. Tous les dimanches, on espérait qu'ils déménageraient. On ne déversait rien le dimanche soir, on se disait : « On ne va pas travailler pour rien. S'ils ne viennent pas et qu'on ait tout à déblayer ! »

Toutes les nuits, toutes les nuits, on déversait les poubelles, on cassait du verre, on faisait ce qu'il y avait à faire.

— Quand ils arrivaient le matin vers 4 h 1/2, 5 heures, il y avait quelques coups de projecteurs, et ils les éteignaient tout de suite. Ils travaillaient à la lampe électrique après. Ils devaient avoir honte de travailler au grand jour comme ça, je ne sais pas.

Il y avait un poteau électrique là, et je ne sais pas ce que ça leur faisait, il était toujours balayé par deux ou trois coups de projecteurs.

Et en bas il y avait de la broussaille, ils fouinaient dans la broussaille.

— En arrivant, le jet d'eau marchait tout de suite. Les mobiles n'allaient jamais sur le délaissé sans arroser le tout. Tout était arrosé avant que personne n'aille dessus. Il a dû y avoir des explosifs, enfin des petites . . . choses et ça n'a pas marché du fait que c'était arrosé.

On faisait tout pour les embêter.
Tous les jours ils se demandaient :
« Qu'est-ce qu'on va encore trouver ? »
Qu'est-ce qui leur pendait au bout du nez ?

SOUDURE A L'ARC.

Une nuit, la route a été percée de piquets de fer fixés très profondément avec du ciment à prise rapide. On avait récupéré des carcasses de voitures en piteux état qui avaient déjà servi à d'autres barricades et étaient donc maniables. On les a remplies de cailloux, de rochers. On avait récupéré aussi des poteaux électriques en ciment. Tout ça en travers de la route ; tout ça a été soudé à la route et entre eux. Oh, ils avaient du travail ! Ce jour-là, ils ont dégagé juste ce qu'il fallait pour laisser passer les mairies annexes par le bord pour 9 heures. Mais ils ont bien travaillé jusqu'à 11 heures. Ils ont dû couper au chalumeau.

Y avait du monde ! on les encourageait : « Allez les verts ! » Certains matins, c'était cocasse quand même.

LA PATINOIRE.

Un matin, vers 7 heures, 7 heures et demie, les écoliers et les écolières qui étaient dans le car d'Audierne ont vu les camions qui faisaient des zigzags sur le délaissé et ça gueulait à l'intérieur ! Ce jour-là, c'était la patinoire sur le délaissé ! On avait fondu quelque chose sur la chaussée, ça ne se voyait pas mais c'était comme du verglas !

Les gens qui étaient au courant savaient ce que c'était. C'étaient des hommes et des femmes qui ont fait ce tour-là.

Les mobiles sont allés chercher du sable au Loch ; je ne sais pas combien de camions ils ont dû ramener pour ensabler le tout ! Y avait une couche de sable ! parce que c'était une vraie patinoire.

Tout ça les mettait quand même mal à l'aise.
Ils en avaient marre.

LES RATS.

Y a eu les rats. Vous avez dû voir certaines photos.

Comme ils n'avaient plus rien à manger à la décharge, ils sont venus un peu partout. Alors on les tuait, à coups de pied ou à coups de louche.

(Une nuit les rats sont accrochés au poteau du délaissé.)

Le matin qu'ils les ont vus au poteau, pour les décrocher ça a été impossible : le poteau avait été passé au savon noir et y avait eu du suif en plus. Alors quand ils essayaient de monter, ils glissaient.

A un moment, y en avait un qui faisait la courte échelle, ça n'allait pas, on retombait !

Alors ils ont approché les camions, grimpé sur les camions bâchés, mais c'était instable. On les voyait faire leur courte échelle, et grimper, et tomber, et crier. Les cris alors ! Quand le premier rat est tombé, il était énorme et il était faisandé encore en plus ; il a dû s'écraser sur un camion, y a eu des cris.

LES LIQUETTES.

Le deuxième jour, sur le délaissé, il y avait eu je ne sais combien de tonnes d'ordures ménagères qui faisandaient.

Et ensuite y a eu plus puant, plus puant que le lisier, pire.

(C'est assez dur à raconter ces trucs-là).

Pire, pire, pire que les fosses septiques.¹

Ma fille était là, elle n'en pouvait plus.

¹ La nuit précédant l'arrivée des commissaires-enquêteurs (le 10 mars 1980), le délaissé et les bas-côtés de la route furent labourés par des tracteurs et copieusement arrosés du contenu des fosses de l'école de Plogoff.

Y avait un marin, un ancien patron-pêcheur qui n'avait jamais rendu de sa vie en mer ; pourtant quand on a fait la grande pêche ça remue, et c'était un petit bateau, il n'a jamais été malade ; et ce jour-là, il a rendu tripes et boyaux. Ça sentait tellement mauvais ! Ma fille et sa copine ont manqué de tomber dans les pommes.

Accroché. Ça dégoulinait de partout. C'était puant et dégoûtant. Accroché sur les grandes épines qui forment la haie le long du délaissé. Une odeur ! . . . que jamais ! . . . oh ! . . . c'était pestilentiel ! Oh ! . . . c'était fait pour ça. C'était du placenta de vache ! qui avait faisandé pendant trois semaines, et trois autres qui avaient faisandé dans des sacs de plastique.

Vous ne pouvez pas vous imaginer l'odeur ! Ça avait été mis au-dessus des épines. Ils n'ont pas pu décrocher ça le matin.

Le matin on les voyait avec des rateaux . . . Mais ça cocottait tellement ! Ça grognait là-dedans ; y avait des jurons : « Putain ! les vaches ! » (sic). Ça hurlait ! Ils devaient rendre ! Les paras sont arrivés aussi.

Et ce jour là, je ne sais pas pourquoi, c'était un samedi matin, y avait plein de jeunes, plein de jeunes.

Et y avait des gens du pays, évidemment, ceux qui savaient. J'étais descendue. Et les jeunes me demandaient :

« Mais, Madame, qu'est-ce qu'il y a sur la haie là-bas ? On voit plein de blanc. »

Et j'ai répondu à ces jeunes :

— « Mais ce sont les liquettes qu'ils ont lavées toute la nuit et qu'ils font sécher là, et comme elles sont sales, ils se dépêchent de les ramasser ». On voyait les mobiles qui étaient en train de décrocher ça.

Et d'entendre un capitaine de parachutistes me répondre :

«Oh, Madame, ne nous injuriez pas !

— Mais si Monsieur, ce sont vos liquettes, et encore en plus, elles schlinguent ! »

Il y a eu des fous rires. Les jeunes, tout le monde a ri. Mais ils étaient sidérés. Ces Messieurs les parachutistes ne se salissaient pas les mains, c'étaient les mobiles ; ils se disputaient. Ils avaient dit :

«Mettez-nous du dur tant que vous voudrez, mais surtout pas de mou ! » Ils étaient encore à 16 heures à déblayer !

«Jamais plus de mou, hein ! jamais plus ! »

Vous pensez bien qu'on a obéi !!! c'était toujours du mou quoi, toujours du mou ! (le lisier, les waters . . .)

Ils ont dû avoir tout un tas de trucs.

Chacun faisait ce qu'il pensait faire. Certainement qu'il y en a eu d'autres qui ont fait des choses et qu'on ne l'a pas su.

Y a eu des farces qui n'étaient pas explosives, mais quand même, ils avaient peur de tout.

— Les hommes ont eu des idées, mais les femmes peut-être plus dans des petits trucs comme ça. Les hommes c'était pas le même genre.

On aurait dû faire beaucoup de choses. Si on avait su !

On a vraiment tout fait pour les embêter.

Ça les a certainement minés. Ça les usait.

TÉMOIGNAGE SUR LES PRESSIONS.

Il y avait répression jusqu'au niveau professionnel.

Un monsieur a prévenu mon mari de ce qu'il risquait : «Monsieur, vous êtes dans une compagnie d'Etat et vous aurez des problèmes sur votre travail». D'autres personnes nous ont dit : «Faites attention». Ça n'a pas empêché mon mari de lancer des pierres, mais il n'avait plus le même tonus.

— Est-ce que mon fils n'a pas été reconnu parce que mon mari était militaire ? Si notre fils avait été arrêté, on aurait dit à mon mari : «Votre fils est sous votre responsabilité. Gardez-le». Nous ça ne nous aurait fait ni chaud, ni froid, mais il y a beaucoup de gens qui se seraient dit : la carrière avant tout.

— Manifester quand on est sous l'Etat, c'est grave, surtout pour les jeunes. Le fait pour un jeune d'être vu à Saint-Yves ou à Trogor était dangereux. Sur certains bateaux, on leur a dit : «Vous pouvez aller dans une fête, un rassemblement, mais pas dans une manifestation. Si vous êtes pris aux «messes», c'est un délit». Un jeune sous l'Etat qui se faisait rafter malencontreusement là, et bien c'est fini, même s'il n'a pas participé, c'est terminé, sans appel.

Les parents prennent plutôt le risque, eux.

— Certains appelés ont été photographiés ; rien ne dit qu'ils n'auront pas d'ennuis.

Nous, nous étions déjà en délit. Il l'a bien dit le procureur, oh, il l'a bien dit (amère) : «Votre simple présence est un délit». Voilà. Donc on n'a plus le droit de manifester. Partant de là, voyez, on a le droit de se taire. C'est tout. Il l'a dit.

Les pressions n'ont pas marché à Plogoff, au contraire. Tout ce qu'ils ont fait s'est retourné contre eux.

Cinquième partie.

Une vie tranquille.

Nous avons été étonnées, en voyageant en France¹, qu'on nous demande : « Mais comment avez-vous pu réagir comme ça à Plogoff ? »

A Blois, par exemple, on nous a dit :

« Nous, on a regardé passer les réacteurs dans les rues de Blois, et personne n'a rien dit, rien fait. »

Et c'est notre réaction à nous qu'on ne comprend pas ! Pourtant, eux, ils n'en voulaient pas et ils n'ont rien fait. Je leur ai répondu :

« On n'est pas venu ici pour vous dire ce qu'il faut faire. C'est à vous de prendre votre vie en main et de savoir ce que vous

¹ Pendant l'enquête et plusieurs mois après, les femmes du Comité de Défense ont animé partout en France des réunions d'information sur Plogoff.

voulez ».

Il faut d'abord savoir ce qu'on veut.

Si, dans certaines régions, les centrales s'implantent si facilement c'est parce que les gens ne bougent pas, ou pas suffisamment. Ici, on s'informe depuis des années ; même les grand-mères de 60, 70 ans sont entrées dans la lutte. On est tous mobilisés. On ne veut pas de la centrale, et on se bat pour ne pas l'avoir.

En ville, c'est vrai, le problème n'est pas le même : les gens n'ont pas les mêmes attaches. Ici on a des terres, on est enraciné depuis des années, c'est pas du tout pareil.

— J'ai bougé plus que d'autres à Plogoff. En ville, les gens mènent une vie plus triste que la nôtre. Il y a du béton partout, des chantiers. Dans la vallée du Rhône, on a construit des centrales, mais ce sont des pays industrialisés où il n'y a plus rien de beau tellement les usines les ont abîmés. Il y a du travail, mais des usines, des autoroutes, des barrages, des choses abominables dans ces régions-là. La région de Lyon, il n'y a pas une région plus triste, c'est affreux ! On ne verrait pas ces usines, ces autoroutes, ce serait un beau pays, mais on a creusé dans les falaises, on a taillé . . . C'est un pays abîmé. Et là, les gens ont laissé construire des centrales, parce que leur pays est tellement défiguré, qu'une de plus, une de moins ! . . .

— J'ai des amis à Toulon qui habitaient un joli quartier où il a été question de faire un embranchement à l'autoroute. Dès qu'ils ont entendu parler de ce projet-là, ils ont vendu leur appartement qu'ils habitaient depuis 15 ans pour aller s'installer ailleurs. Ils se sont aussitôt habitués ailleurs . . .

Une maison a des racines, un appartement, non.

Et quand ils viennent ici, ils disent :

« Si j'habitais Plogoff, je mettrais : voie sans issue, parce qu'il ne faut pas toucher à ça ». C'est vrai que c'est beau Plogoff !

— Mon petit-fils qui a 11 ans est allé à Paris.

«A Paris, à part les monuments, il n'y a rien à voir. C'est plus joli Plogoff.»

Il avait hâte de revenir.

— Ma fille était allée l'année dernière, elle avait dit la même chose.

— J'ai été passer 8 jours à Paris. Il était temps de revenir.

Depuis l'enquête, on trouve notre pays encore plus beau. Avant je ne pensais pas à tant regarder le paysage. C'est beau . . . On a l'air, on a la plage, il n'y a que le vent qui nous embête. Tout le monde veut rester à Plogoff. On est bien chez nous, on a tout ce qu'il nous faut . . . et on ne peut pas ! On est habitué à cette vie tranquille.

Qu'est-ce qu'on peut avoir de plus ? Une piscine ? Mais on en a une belle — là, magnifique ! Pour l'hiver ? Mon fils va à la baignade tous les jours, été comme hiver ; il ne fait pas la différence, il est à la mer tous les jours (D'ailleurs on ramasse des saletés à la piscine). Mon fils s'amuse hiver comme été à Plogoff. En hiver, ils font de la planche à voile, du bateau ; ils vont à la pêche. Qu'est-ce qu'il leur faut de plus !

Les jeunes ne s'ennuient jamais ici.

Les gens qui viennent de l'extérieur disent qu'il n'y a rien à Plogoff (Rires . . .).

Ils ne savent pas ce que c'est ! Il manque peut-être une salle de cinéma, il y en a eu une dans le temps. Mais il y a 2 salles à Audierne et l'hiver, elles sont vides, il n'y a personne ; les gens préfèrent rester tranquillement chez eux à regarder la télévision.

*
* *

JARDIN.

Moi non plus je ne m'ennuie jamais. Je suis souvent seule, mais je ne m'ennuie jamais. Il y a toujours plein de choses à faire. Je fais de la couture, du tricot en hiver. J'ai ma maison, mon jardin, ça demande du travail ! Il y a un tas de mauvaises herbes en ce moment, j'en ai au moins pour 8 jours à ne pas sortir de là. On est bien. Ça oblige à être dehors et moi, j'aime beaucoup être dehors. Quand il fait beau, on est bien dehors. On va dans son jardin . . .

— Il y en a qui ne comprennent pas pourquoi je suis au jardin comme ça. J'ai vécu en appartement, je n'avais pas de jardin. Croyez-moi, j'ai été malheureuse de ne pas pouvoir sortir de chez moi, cueillir une fleur, regarder quelque chose qui pousse . . . C'est terrible hein ! Là, maintenant, je laisserais ma maison ; le ménage je le fais, mais mon jardin passe avant ça, parce que j'aime être dedans.

— C'est moi qui m'occupe du jardin. J'ai de tout. Je n'ai pas fait mon marché à Audierne ce matin, je préfère aller faire un tour dans mon jardin. J'ai ramené ce matin des radis, des artichauts, des pommes de terre, de la salade, des fraises. J'ai des pommes, des poires. C'est pas beau ça ? Je mets le fumier de mes lapins et du goémon ; mon mari a fabriqué une petite charrette qu'on accroche derrière la voiture et on va chercher le goémon au Loch. On met tout ça dans le jardin. J'ai au moins des légumes qui ont le goût de quelque chose. Ce matin, j'ai tué un lapin. Je le cuisine demain. J'aurai les pommes de terre et les fruits du jardin . . .
Les fleurs devant la maison . . .

Qu'est-ce que vous voulez de plus ?

Je suis heureuse.

Et s'il y a une centrale qui vient à Plogoff, nous n'aurons plus la vie tranquille qu'on a maintenant, eh bien, ça me dépasse.

On se retire ici pour le calme, le bien-être. On n'a jamais eu d'industrie jusqu'ici. On vit sans industrie et on est bien comme ça : on est tranquille.

Les gens de Plogoff sont toujours partis gagner leur pain ailleurs. Les hommes ne trouvent pas dur de partir ailleurs, parce que, quand ils reviennent, ils se retrouvent, heureux, pendant leur retraite.

— Mon fils travaille à l'extérieur, mais il préfère travailler à l'extérieur et retrouver Plogoff tel quel quand il revient. «Au moins, quand je reviens, j'ai quelque chose de propre. C'est joli. Je peux faire ce que je veux. Je préfère me priver et aller travailler à l'extérieur». Évidemment il aimerait bien travailler ici, mais il faut trouver du travail ; il n'y a que la centrale qui aurait pu lui fournir du travail. Il gagnerait énormément d'argent là-dedans, lui. Pour ma fille aussi, il y aurait du travail là-dedans. C'est ça que les gens de l'extérieur ne comprennent pas : le côté matériel ne nous intéresse pas. Les retombées économiques ne nous intéressent pas. L'ARGENT NE NOUS INTÉRESSE PAS !

Ça, ils n'arrivent pas à le comprendre. On n'a pas de travail ici, et même ça, ça ne nous intéresse pas.

Ça les étonne complètement.

A Plogoff, on n'est pas riche, mais on est heureux.

Tout le monde a sa maison.

Et c'est très important la maison pour des gens qui partent travailler à l'extérieur. Ceux qui sont là tous les jours apprécient leur maison aussi, bien sûr, mais c'est différent. Ceux qui partent savent ce qu'ils perdent. Ils ne sont pas à la maison. Ce sont des travailleurs émigrés, ni plus ni moins, les gens de Plogoff. Quand ils rentrent, ils veulent vraiment rester chez eux. Ils ne veulent pas bouger pendant les congés, pas question ! Ils apprécient vraiment le confort de la maison. Les femmes font tout ce qu'elles peuvent pour leur rendre la vie agréable : on passe si peu de temps ensemble ! Les hommes

apprécient d'autant plus la famille qu'ils en sont privés. Ils apprécient davantage leur femme et leurs enfants. La famille c'est sacré. Tout le monde vit à la maison. Les vieux restent chez eux ; et ça attache beaucoup les jeunes. Ce n'est pas croyable ce que ça donne dans une famille d'avoir les vieux. Même Plogoff c'est une famille. Il n'y a pas beaucoup qui ne sont pas parents.

Et même si on n'est pas tous de la même famille, on se connaît presque tous, encore plus depuis que nous luttons ensemble. Au cimetière, il y a des gens qu'on a toujours connus. On a quelque chose.

NOUS AVONS UN PAYS.

Sixième partie.

Les leçons de l'occupation.

L'impression que nous avons eue dans la salle du Palais de Justice, c'était que les habitants de Plogoff étaient très unis, qu'ils étaient comme les doigts de la main. Votre lutte vous a beaucoup rapprochés ?

— C'est vrai qu'avec l'enquête on a appris à se connaître. Les gens ne se connaissaient pas tous entre eux. Depuis que je lutte, j'ai connu énormément de monde. Il y a des dames à qui je ne parlais pas auparavant, je les voyais comme ça ; je les connaissais de vue. Maintenant on se connaît, on se parle. Avant l'enquête, je ne connaissais pas E. On se disait à peine bonjour. On est parti en voyage toutes les deux ; on dormait dans le même lit tous les soirs. Quelques mois avant on se parlait à peine, et là ! . . .

— On a aussi connu des gens d'autres communes, d'autres

de Plogoff

119

milieux. On se déplace pour des réunions d'information dans toute la France. On est allé au Larzac . . . On rencontre ainsi des gens qu'on n'aurait jamais connus avant. Regarder autour de nous, voir les gens vivre d'une autre façon que nous, ça fait voir les choses autrement. Ça nous a ouvert l'esprit.

Même la télé, on la regarde autrement . . .

Par exemple, maintenant, je trouve qu'on montre des heurts entre manifestants et forces de l'ordre. Tous les jours, tous les jours, maintenant, il y a des mobiles quelque part. Est-ce qu'on le voit plus maintenant ou qu'avant on ne le voyait pas ?

— C'est parce qu'on l'a vécu. Avant on ne se rendait pas compte.

Vous vous intéressez davantage à ce qui se passe ?

— On s'est toujours un peu intéressé à ce qui se passait ailleurs, mais davantage maintenant.

— Tous les matins, je cherche sur le journal s'il y a quelque chose sur Chooz¹. Ça débute exactement comme à Plogoff.

— On lit beaucoup plus le journal maintenant. Pas seulement à propos du nucléaire, mais sur les choses que les gens, ailleurs, ont connues et auxquelles on est resté jusqu'ici indifférent.

— Avant, on vivait dans un pays tranquille, en famille. Nous avions des petites vies tranquilles. On ne connaissait pas notre bonheur. On vivait notre train-train.

Maintenant, notre problème a dépassé nos frontières, je suis beaucoup plus consciente des problèmes des autres. Je l'ai ressenti tout de suite, dès le début de cette enquête. Voir tant

¹ CHOOZ dans les Ardennes, où doit s'implanter une centrale nucléaire.

de gens qui se sont dévoués pour notre cause. Être traités de la sorte ! . . .

Plogoff n'était pas connu ; beaucoup de gens sont venus et ont porté l'information chez eux. C'est comme ça que l'information a commencé à passer, à circuler. Avant, quand on parlait de Plogoff, on demandait : « où ça se trouve ? ». Maintenant, on est connu. On parle de Plogoff.

On s'est déplacé dans toute la France et on s'est rendu compte que nous vivions tranquilles ici alors qu'il y a des opprimés dans toute la France . . . et ailleurs . . . qu'on ignore. Car on ne sait pas tout ce qui se passe finalement ; on n'est pas informé. Maintenant, je pense que je resterai mobilisée quand je saurai qu'il y a un problème quelque part.

Il va bientôt y avoir à la Cour de sûreté de l'État le procès de 25 militants bretons emprisonnés.

— Oui, on est au courant. On a lu ça dans le journal.

Vous sentez-vous concernées par leur lutte ?

— La lutte des Bretons, c'était quelque chose qui m'était étranger. Mon mari et mon fils sont plus Bretons. Mon mari est Breton avant d'être Français ; il a gardé ce caractère enraciné. Et puis, il voyait peut-être plus loin que moi. Et moi, je refusais de comprendre certaines choses comme le combat des Bretons. Et pourtant, leur lutte n'était pas loin . . . Certaines personnes ont été très étonnées de voir que l'enquête se passait comme ça, parce qu'elles s'attendaient à un comportement plus légal de la part du gouvernement français. En fait, il y a des gens qui sont devenus plus Bretons après. Je ne réalisais pas que la France en était arrivée là ! Voilà . . . C'est ça . . . Je croyais quand même qu'il fallait rester dans une certaine légalité malgré tout. Mais là, je me rends compte qu'on est allé . . .

Que c'est la grande dérobade de la part de l'État qui n'est pas suffisamment à l'écoute des populations.

Tout fout le camp . . .

Tout fout le camp . . .

Et les procès ?

Nous avons toutes été choquées par l'injustice des procès. Je n'avais jamais assisté à un procès. Je pensais que la justice était plus honnête ; mais là, on a été écoeuvrées. Les flics et la justice, main dans la main !

Tout ce que disaient les gardes-mobiles c'était sacré. Les autres, on ne les écoutait pas ; ils essayaient de les intimider . . . et le Président qui ne parlait pas fort à Clet Carval qui est un peu sourd ! Quel mépris !

Il n'y a plus de justice !

Ça a vraiment été l'anéantissement.

Ça a été la révolte.

Ce que vous venez de vivre vous a fortement éprouvées, aussi bien physiquement que moralement

— On ne peut plus faire de projets. On ne voit pas l'avenir. On n'a plus de goût à rien faire autour de chez soi, quand on pense que c'est pour le redonner à d'autres, après. Si on doit dégager, hein, c'est plus la peine de rien faire.

On n'a plus de goût à rien faire.

Personne ne fait plus rien. C'est terminé.

— Mettre ses sous là-dedans, s'il faut repartir après, c'est pas la peine ! Et pour aller où ? Dans une H.L.M. quelconque !

— Peut-être qu'on ne nous dira pas de partir, mais à la longue on sera obligé, je crois, d'après tout ce qu'on entend : 200 entreprises qui viendront travailler à Plogoff ! On n'admettra jamais ça. Voir des étrangers venir chez nous ! pendant que nos hommes vont travailler ailleurs . . .

Qu'est-ce qu'on fera ?

Qu'est-ce qu'on peut faire ?

C'est pas avec des cailloux qu'on va se défendre.

On fera tout pour ne pas avoir la centrale.

Et on espère qu'on ne l'aura pas. Mais, dans le fond, on a quand même un petit quelque chose. Ils en parlent tout le temps . . .

— On dit maintenant : elle ne viendra pas. Je vous dis : elle ne viendra pas ; mais là, dans mon esprit, elle viendra. Je suis en contradiction avec ce que je dis. Ils ne vont pas baisser les bras : c'est une histoire d'argent, le nucléaire. Ce sont en plus des gens qui sont trop fiers, comme Monsieur Guermeur ; alors il poussera pour qu'elle se fasse. C'est un gars qui a été parachuté là ; il est obligé de mettre quelque chose. Peut-être qu'il veut être sénateur, ou ministre, je ne sais pas, quelque chose comme ça. Vous savez bien qu'il ne va pas baisser les bras, il ne baissera jamais les bras. Il va tout essayer pour imposer la centrale.

Hier encore, ils ont dit que c'étaient les élus locaux qui l'avaient voulue¹. C'est ce qu'on nous reproche. C'est ce qu'on nous reprochera toujours !

Mais ce n'est plus la peine de lutter si on dit : on l'aura demain. Il ne faut pas baisser les bras.

IL FAUT TOUT FAIRE.

Nous refusons un programme d'une telle ampleur, mais il n'est

¹ Les conseillers généraux du Finistère se sont prononcés en majorité pour l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, malgré l'opposition de la municipalité et de la population. Par contre les conseillers régionaux du Midi-Pyrénées et les conseillers généraux du Tarn et Garonne ont refusé massivement le projet d'implantation d'une centrale nucléaire à Golfech, ce qui n'a pas empêché que, dès la publication du décret d'utilité publique au J.O., 1 000 gardes mobiles investissent le site par la force pour permettre aux travaux de commencer.

pas refusé par tout le monde ; ça, on s'en aperçoit bien ! Nous n'admettons pas qu'on plante une centrale, d'une telle ampleur, en bordure de mer, comme ça. Directement, on se lance dans des monstres. Vous vous rendez compte ? Ce n'est pas possible ! On ne peut pas accepter une chose pareille à moins d'être complètement inconscients.

Comment ça va se passer ?

— On espère qu'ils ne reviendront plus. Mais s'ils reviennent ce sera dramatique. La première fois on ne savait pas ce que c'était, maintenant on sait. On sera plus méchants.

— On prendra le maquis, on aura des fusils, on apprendra à tirer.

— S'il y en a pour 10 ans, qu'est-ce qu'on va être servi !

Ils trouveront une résistance plus forte.
PLUS ÇA IRA, PLUS LA RÉSISTANCE SE FERA PLUS FORTE.

Nous sommes confrontés à quelque chose d'énorme, et nous ne sommes pas au bout de nos peines.

On ne veut pas du nucléaire et on lutte, il n'y a pas d'autres possibilités.

Et le nucléaire repose beaucoup sur Plogoff, s'ils reculent ici, ce serait l'arrêt du nucléaire. Si on gagne, il n'y en aura nulle part ailleurs.

En tout cas, ils auront du mal.

A E.D.F., ils ont choisi le site, mais ils n'ont pas le plus petit bout de terrain à eux.

On a créé le G.F.A. sur le site.

Le Groupement Foncier Agricole a été créé en 1978. Il regroupe, en novembre 1980, 5 493 personnes en France et à l'étranger qui ont souscrit une ou plusieurs parts au G.F.A.

Ce G.F.A. est une des pièces maîtresses de la lutte antinucléaire puisqu'il est situé sur 60 ha du site de la centrale nucléaire, rendant ainsi toute expropriation difficile, pour ne pas dire impossible.

Par ailleurs, l'existence sur le site d'une exploitation agricole viable affirme la volonté de Plogoff de vivre et de faire revivre le pays.

La première bergerie a été construite en un mois en août 1979 par le G.F.A. Inaugurée le 25 août (1979), il y avait 15 000 personnes et pourtant, on n'avait pas fait beaucoup de réclame. Elle pouvait accueillir 110 têtes de bétail. Le berger a signé son bail le 19 décembre et a été installé officiellement le 3 février. La bergerie contenait à ce moment-là 10 brebis, 1 bélier et 4 agneaux. Le bélier est mort le 15 août dernier poursuivi par un chien de touriste. Le 7 février 1980, pendant l'enquête, 40 brebis sont rentrées à la bergerie, venant de Pontivy. Et à la Pentecôte, 30 brebis du Larzac.

LE TRAVAIL A LA BERGERIE.

L'été dernier mon mari a passé tout son temps à la bergerie, il travaillait. Ça lui a fait connaître plein de gens qu'il ne connaissait pas avant, voir les jeunes d'un autre esprit. Ça lui a fait énormément de bien.

Les gens ne se parlent plus tellement, on va en voiture, on ne sort plus et là il a retrouvé des jeunes et des gens de son âge qu'il ne voyait presque pas. C'était une bonne ambiance le travail à la bergerie. Ça les a rapprochés. Ça rapproche. Ils rigolaient bien sur le chantier. Il se plaisait puisqu'il ne restait

pas à la maison.

Maintenant on va construire le hangar de la bergerie et on va essayer, si ça marche, de mettre une soufflerie pour sécher le foin, par panneaux solaires . . .

Y a pas encore beaucoup d'argent, alors on va commencer par ça.¹

Cet été, il faudra des bricoleurs pour faire ce hangar. Et puis on va débroussailler tous les vallons. Il y a des lavoirs, il y a de jolies promenades. On a déjà les plans pour planter, reboiser.

Il faudra des jeunes pour tout ça.

Le problème, c'est l'encadrement ; il faut des responsables, des gens qui savent travailler de leurs mains. Et puis qui savent prendre des initiatives d'eux-mêmes.

A Plogoff il y a beaucoup de gens qui veulent bien travailler, mais il faut quelqu'un pour s'en occuper. Ici il y a beaucoup de retraités et de jeunes, la plupart des gens actifs ne sont pas à Plogoff.

¹ En Août 1980, la deuxième bergerie et un hangar ont été construits par la population de Plogoff et les aides bénévoles venus de l'extérieur. Sa capacité d'accueil est de 200 têtes maximum. Les paysans du Larzac sont descendus en novembre 1980 avec 70 brebis.

ALTERNATIVES ÉNERGÉTIQUES.

Les gens de Plogoff sont équipés actuellement à l'électricité et au gaz. Tout le monde est tombé dans le piège ici comme ailleurs, avec toute la réclame qui a été faite sur le tout électrique.

Il va falloir faire des recherches sur les éoliennes et tout ça. *Plogoff Alternatives*¹ peut subventionner les gens qui voudront bien le faire. On va faire une étude sur le Cap pour savoir ce qu'on peut faire exactement, quelles possibilités il y a — c'est ça qu'il faut d'abord savoir.

On a contacté certaines personnes, le C.R.E.P.T.A.B.,² des scientifiques, pour nous aider.

C'est ça qu'on attend maintenant de Plogoff, qu'on fasse autre chose.

On ne veut pas dire se priver d'électricité. Faut pas se mettre ça dans la tête, on va pas revenir à la bougie. Mais il faut rechercher autre chose.

La machine à laver le linge au gaz était bien plus économique que les machines électriques de maintenant . . . Le gaz commence à devenir cher.

On va faire des recherches sur le gaz méthane. Peut-être qu'avec l'aide des paysans on pourrait faire une station de gaz

¹ NDLR : «PLOGOFF-ALTERNATIVES» est une association fondée par les habitants de Plogoff le 9 mai 1980 qui a pour objet de promouvoir le développement des énergies renouvelables et d'œuvrer pour un développement rural harmonieux et une meilleure utilisation de l'énergie et des matières premières à Plogoff et en Cornouaille.

² CREPTAB : Centre de Recherche d'Etudes et de Promotion des Technologies Appropriées en Bretagne. Association créée en mars 1980 pour promouvoir les énergies nouvelles en Bretagne, apporter une aide technique à des projets concrets et organiser des stages et un centre de documentation sur toutes les énergies renouvelables.

méthane, où les gens viendraient brancher leur bouteille de gaz.

Mais il n'y a pas tellement de paysans finalement, alors, il faut voir les possibilités. Il n'y a pas tellement de fumier. En tout cas, pendant l'enquête on a eu du mal à trouver du lisier, il fallait aller à Cléden pour trouver du lisier.

A Plogoff c'est la petite exploitation encore. Ils n'ont pas de tonnes à lisier.

Quand on est allé à Malville, on a rencontré un paysan qui préparait une installation de gaz méthane ; il y avait déjà deux cuves de faites. Lui, il avait quatre-vingts hectares et il mettait la paille de son blé dans ses cuves ; il avait un accord avec un autre paysan qui, lui, avait 5 000 pores et, à eux deux, ils s'arrangeaient. Avec son installation, il avait l'intention de chauffer sa maison et celle de sa mère qui était à côté ; d'en mettre dans ses tracteurs (2 ou 3) ; ses voitures (2 ou 3) et il pouvait encore en vendre pour 3 millions à E.D.F., si elle voulait en acheter ! «Et si elle n'en achète pas, je vais mettre des becs dans tous mes champs . . .» pour faire voir qu'E.D.F. ne voulait pas acheter son gaz ; l'installation coûtait treize millions anciens.

Et tous les ans il pouvait récupérer en vendant à E.D.F. 3 millions, donc c'est rentable hein ! oui.

Il faudrait travailler à cette station de gaz méthane : ça va créer des emplois en plus.

C'est très important, il faut ça.

LE NON-NUCLÉAIRE CRÉE DES EMPLOIS.

Si on pouvait avoir de l'argent pour faire aussi une maison d'accueil conçue rien que pour toutes les énergies renouvelables, qu'on équiperait entièrement. Il ne faut pas simplement faire du solaire, il faut une éolienne aussi.

L'éolienne ça existe depuis longtemps. Quand j'étais petite fille, les voisins à côté de chez moi avaient une éolienne et pendant la guerre on allait écouter la radio chez eux. J'avais

vingt ans quand j'ai connu l'électricité. On n'était pas plus malheureux pour si peu ; enfin on n'avait pas tout le confort qu'on a maintenant, c'est sûr.

Les éoliennes étaient connues avant ; c'est parce qu'on n'a pas continué, on a tout mis sur l'électricité. Si on avait travaillé autant avec le vent qu'on a ici dans le Cap . . . !

Je pense que les scientifiques et ceux qui ont écrit le plan *Alter breton*¹ viendront nous aider pour tout ça.

Il faudrait peut-être trouver des stagiaires, des gens qui n'ont pas de travail qui pourraient pendant l'été faire des études sur toutes les possibilités du Cap. Il faut voir les possibilités du Cap, ce qu'on peut faire.

Le premier travail de mon mari quand il sera rentré, ça va être de faire une éolienne quand il viendra en pré-retraite — à la fin de l'année. Il va se mettre là-dedans.

Quand il sera disponible il pourra faire beaucoup de choses. Ce qui manque à Plogoff, c'est un homme qui puisse prendre ça en charge. Parce que les femmes c'est très bien, mais il faut qu'elles soient beaucoup plus disponibles : elles ont leurs enfants, leurs familles. Annie, elle a quand même ses enfants. Il faut s'en occuper.

Il faut des hommes disponibles.

Il faut que les jeunes se recyclent pour essayer de faire quelque chose à Plogoff.

Pour le moment, les jeunes ne s'intéressent pas encore à ça. Peut-être la génération qui vient là maintenant, il faudrait qu'ils fassent des études parce que ça ne s'improvise pas.

Les jeunes sont là quand on a besoin d'eux, mais c'est dur de les tenir tout le temps sur le pied de guerre. Ils se démobilisent

¹ Le projet *Alter breton*, pour «mieux vivre en Bretagne sans pétrole et sans nucléaire» recherche «les bases d'un développement de la Bretagne appuyé sur l'utilisation exclusive des énergies renouvelables».

vite les jeunes. Il faut des actions. Quand il y a des actions, ils sont là.

Sur les barricades ils étaient là tout le temps. Ils étaient là tous les jours. Ils ont fait énormément de travail. Mais ils ne peuvent pas se tenir tout le temps à penser à ça quoi. Il faut qu'ils se détendent aussi ; ils travaillent la semaine, alors . . . On ne peut pas faire de militantisme tout le temps, quand on en fait trop on est détraqué ou obnubilé par ça.

Je pense que «*Plogoff Alternatives*» ça va être quelque chose de très bien. Ce sont surtout des scientifiques d'abord qu'on va contacter, pour venir nous expliquer, pour voir les possibilités, ce qu'on peut faire. Après ce sera aussi suivant l'argent.

Au départ, on sera bien obligé de demander des bénévoles pour nous aider, c'est certain.

On aurait bien dû lancer ça en même temps que le G.F.A., le G.F.A. ça a très bien marché et ça continue.

Il faut en comprendre les buts.

Les «Amis de la Terre» avaient parlé de nous aider à construire une maison solaire.

Il faut que Plogoff bouge.

On n'est pas assez de gens qui veulent bouger à Plogoff. Pas assez. Et pas assez de gens compétents ; enfin les gens d'ailleurs viennent nous aider, oui.

Et puis les gens de Plogoff sont très fiers. S'ils ne comprennent pas quelque chose, ils ne veulent pas se sentir bêtes, ils préfèrent s'écarter.

J'ai vu ça quand on a lancé l'association de *Plogoff Alternatives*. On voulait que les 2/3 soient des gens de Plogoff. On a réussi à en mettre onze de Plogoff et dix de l'extérieur pour que les gens de Plogoff aient la majorité.

Mais quand il a été question de chercher les gens ! c'est qu'on a eu du mal à en trouver onze. Y en a qui sont partis parce qu'ils n'y comprenaient rien.

Ils n'ont pas voulu se trouver là.

Y'a que les femmes qui sont restées.

Au début, on a peur parce qu'on ne comprend pas, mais il suffit d'écouter, de s'informer, de lire, on n'est pas plus bêtes que les autres, on arrive . . . C'est ce que je dis.

J'ai dit à ma fille :

«Tas qu'à écouter. On finira par comprendre. On n'est pas plus bêtes que les autres. Y a qu'à écouter.»

Et les hommes ont peur. Les hommes de Plogoff ont peur. Y a des gens plus instruits qu'eux qui sont là, qui ont plus de connaissances. Il faut qu'ils essaient de comprendre.

J'ai vu un gars le lendemain à qui j'ai demandé : «Pourquoi t'es pas resté ? »

— «Ah ! mais j'ai absolument rien compris, alors j'aurais eu bonne mine à rester là écouter ça, et aller faire partie de ça alors que je ne comprends rien».

— «Moi je ne comprends pas beaucoup plus que toi mais je vais essayer de comprendre et je réussirai, j'espère, à comprendre quelque chose».

On va faire venir les gens compétents pour nous expliquer.

Ça devient beaucoup de choses pour les gens de Plogoff.

ÉPILOGUE

Le 2 décembre 1980, le premier ministre Raymond Barre déclare d'utilité publique l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, soulignant une fois encore le mépris de ceux qui nous gouvernent pour l'opinion des citoyens.

Plogoff, sur la brèche depuis 1976, proclame bien haut sa détermination de continuer le combat et d'aller jusqu'au bout.

A mesure que le danger se précise et qu'à la répression succèdent les tentatives de séduction, la volonté se fait de plus en plus farouche à Plogoff.

Amélie Kerloch, qui a succédé à Jean-Marie Kerloch au poste de maire de Plogoff, reste sourde aux chants des sirènes et annonce un référendum populaire sur le nucléaire dans la commune, malgré le refus du préfet Jourdan.

A la mi-décembre, une délégation d'habitants de Plogoff investit la citadelle E.D.F. à Clamart, informe les travailleurs de leur lutte et réaffirme aux responsables leur opposition à la construction de la centrale sur le territoire de leur commune.

De passage à Brest, le 13 décembre, G. Marchais, pris d'un accès de nationalisme guerrier réclame des sous-marins nucléaires français, des surrégénérateurs français, se félicite de la construction d'une centrale nucléaire à Plogoff et traite les antinucléaires de «suppôts de l'impérialisme américain» (type Westinghouse ?) et de «valets de Ceyrac et de Giscard» (type Creusot-Loire ?)

De son côté, soutenu et conforté par la préfecture, le patronat finistérien n'est pas en reste et, se laissant prendre aux miroirs aux alouettes, se réjouit des affaires que va engendrer la construction de la centrale nucléaire.

Encore une fois encerclé, mais moins isolé qu'on le voudrait, Plogoff, attentif et aux aguets, tient toujours, en permanence sur le pied de guerre, continuant un combat qui est devenu l'espoir de beaucoup.

Nous remercions pour leur collaboration et pour leur aide :

- les femmes de Plogoff que nous avons interviewées.
- Annie Carval, présidente du Comité de Défense.
- les militants antinucléaires bretons que nous avons contactés.
- Pierre Samuel, des «Amis de la Terre» pour sa bibliographie.
- Jacqueline Conan pour son travail de dactylographie.

ANNEXE n° 1

APPEL A L'OPINION PUBLIQUE A PROPOS DE
L'ENQUÊTE SUR LA CENTRALE DE PLOGOFF

Les conditions déplorables de préparation et de déroulement de l'enquête publique concernant le projet de centrale nucléaire de Plogoff soulèvent l'indignation dans l'opinion publique et particulièrement dans la communauté scientifique.

Qu'ils soient favorables au développement de l'industrie nucléaire ou qu'ils émettent les plus vives réserves à son égard, tous les scientifiques conscients de leur responsabilité sociale s'accordent à considérer que, devant la gravité du problème, les choix possibles doivent être débattus dans une atmosphère de sérénité, d'indépendance et d'esprit critique à partir de dossiers d'information correctement et honnêtement instruits. Force est de constater que ces conditions ne sont pas remplies pour le choix du site de Plogoff.

Le volume apparent du dossier d'enquête publique masque mal ses faiblesses, ses absences et ses incohérences entre les faits décrits et les conclusions déduites. Les délais nécessaires à des études préalables scientifiquement significatives n'ont pas été respectés et toutes les études nécessaires n'ont pas été menées. Mais il y a pire : les rédacteurs du dossier se sont permis de réinterpréter les études scientifiques d'avant-projet et de compléter d'avant-projet (réalisées notamment par des chercheurs du CNEOX, de l'ISTPM et de l'UBO) d'en modifier les conclusions, voire les données brutes et de les faire passer pour de véritables études d'impact bien qu'elles n'en aient pas les caractères. Les remarques et les protestations transmises officiellement par les chercheurs concernés ont été en grande partie ignorées, comme cela s'était déjà produit pour la centrale de Flamanville. Ainsi, un point aussi important que celui de la dispersion des eaux chaudes rejetées à la mer

apparaît à ce jour non résolu bien qu'il conditionne les possibilités de refroidissement de la centrale. De nombreux indices montrent que les calculs effectués par EDF s'appuient sur des hypothèses fausses ! Le problème des eaux rouges est délibérément sous-estimé. Celui de la pollution du milieu marin par les radioéléments rejetés n'a pas même été étudié. L'étude géologique du site tant en mer (risques d'envasement liés aux ouvrages) qu'à terre (circulation des eaux pluviales, structure et résistance du sous-sol, extraction des matériaux d'emprunt) n'a pas été réalisée.

Le dossier d'enquête publique de Plogoff est en fait un modèle de ce qu'il faudrait à tout prix éviter : une pseudo-étude d'impact servant à justifier a posteriori des choix politiques et administratifs et qui tente de s'auréoler de la caution des scientifiques et des organismes auxquels ils appartiennent. Chercheurs et organismes sont par ailleurs tenus au silence par les clauses de confidentialité des contrats d'études. Comment dans ces conditions peut-on parler d'information et de consultation démocratique des populations locales ? Les énormes intérêts économiques et financiers mis en jeu par le programme nucléaire seraient-ils à l'origine de telles pratiques ? Ne vaudrait-il pas mieux établir des dossiers d'enquête scientifiquement honnêtes et débattre librement et démocratiquement des choix, plutôt que de déployer un arsenal répressif policier et judiciaire pour imposer des décisions prises dans la hâte et l'ignorance de bien des réalités ?

Les scientifiques signataires demandent aux pouvoirs publics d'annuler l'enquête d'utilité publique pour insuffisance d'information sur l'impact réel qu'aurait une centrale de 5 200 MW

installée à Plogoff. Ils apportent leur soutien et leur solidarité aux populations du Cap Sizun en lutte. Ils considèrent que le Gouvernement doit enfin organiser les conditions d'un large débat contradictoire et démocratique sur le programme nucléaire français.

*Les scientifiques de la Faculté des Sciences de Brest (U.B.O.)
du Centre Océanologique de Bretagne (C.N.E.X.O)
de la Station Biologique de Roscoff.*

ANNEXE n° 2

FÉDÉRATION DES C.R.I.N. DE BRETAGNE
Plate-forme de Porsmoguer

Le nucléaire, dans la mesure où il comporte des risques irréversibles et où il est imposé de façon autoritaire, montre bien que les populations n'ont pas aujourd'hui le pouvoir réel de gérer leur vie.

Gérer sa vie, c'est ça la Politique !

La politique, c'est enlever dès maintenant le monopole des décisions qui nous appartiennent des mains des technocrates et des experts scientifiques et politiques.

Nous sommes tous des experts de la Vie.

Dans ce but, la fédération des C.R.I.N. de Bretagne se propose :

- 1° De rechercher l'information là où elle se trouve et de la diffuser à tous.

Nous sommes tous des experts scientifiques.

- 2° De s'élever contre les décisions prises unilatéralement par les entreprises nationales et multinationales avec la complicité du pouvoir en place, d'un bon nombre d'élus et de quelques scientifiques de service. (ex : implantation des centrales nucléaires)

Nous sommes tous des experts politiques.

— Nous dénonçons un choix de société qui repose sur la surconsommation, née de l'étalage de la marchandise et de l'intoxication publicitaire, et sur le gaspillage industriel qui conçoit ces produits sans tenir compte de l'épuisement prochain des réserves de matières premières de la planète. Surconsommation et gaspillage qui entraînent des pollutions et le choix du nucléaire.

— Nous refusons une société qui implique automatiquement la mise en place d'un dispositif policier et militaire pour la surveillance des centrales nucléaires et des produits de cette

industrie, parce qu'elle exclut d'office la prise en charge et le contrôle populaire.

— Nous tournons donc le dos au nucléaire car nous refusons cette société hypercentralisée et figée pour des siècles, condamnée à surveiller et à gérer d'une manière policière et militaire les nuisances qu'elle va engendrer.

Pour une société où chacun sera responsable, la fédération des C.R.I.N. de Bretagne appelle la population à se mobiliser sur cette base et à s'engager à fond dans la lutte antinucléaire.

Porsmoguer, nov. 1975.

ANNEXE n° 3

Quelques chiffres concernant la Centrale de Plogoff d'après le dossier E.D.F.

Construction et démantèlement

— surface de l'usine proprement dite	82 ha
— voies d'accès	2 ha
— constructions empiétant sur le domaine maritime ..	45 ha
— modif. des fonds et des courants par des remblais ..	77 ha
Au total	206 ha

Les autres tranches prévues occuperont 1,3 km de littoral protégé par une digue de 1,6 km de long pour une largeur à la base de 110 à 120 m.

La construction au raz de l'eau nécessitera l'excavation de 5 millions de m³ de terre, roches et matériaux divers. Le dérochage devrait durer 2 ans.

Ce chantier qui devrait, au total, durer 12 ans, utilisera 400 000 m³ de béton, 50 000 tonnes d'armatures métalliques, 75 ha de surface de coffrage et 300 000 litres d'eau douce par jour.

La centrale est prévue pour fonctionner 20 à 30 ans avant son démantèlement. A cette échéance, 20% du poids total (béton + métaux) contiendra des éléments radioactifs.

Le démantèlement se fera en 3 niveaux :

— Niveau 1 : décontamination, blocage des ouvertures, le bâtiment reste intact.

— Niveau 2 : démontage partiel, coupure de la tuyauterie, démolition du bouclier de béton, décontamination.

— Niveau 3 : démantèlement total.

Le coût du démantèlement sera de 10% de celui de la construction. On peut noter que pour le démantèlement aucun chiffre précis n'a été avancé ni au point de vue temps, ni au point de vue finance.

Fonctionnement

Lors de l'exploitation, les quatre centrales utiliseront pour le refroidissement 45 000 litres d'eau de mer par seconde et par tranche (180 m³/s pour l'ensemble). Il faut ajouter à cela une consommation de 5 400 000 litres d'eau douce par jour en fonctionnement normal qui atteindrait 7 200 000 litres par jour en période de pointe.

Nous n'avons aucune précision quant à l'origine de cette eau douce.

L'eau du circuit de refroidissement sera évacuée à la mer réchauffée de 15°C provoquant ainsi une tache thermique étendue sur 350 ha (température de l'eau augmentée de 3°C sur 70 ha, de 1°C sur 280 ha).

Il faut noter que la température des rejets liquides dépassera 30°C pendant 36 jours par an à la sortie de la conduite.

Outre l'eau du circuit de refroidissement, seront également rejetés à la mer du chlore (utilisé pour éviter la fixation d'organismes sur les parois internes des conduits) des produits de corrosion, des produits de contrôle de la teneur en oxygène et hydrogène. Le pH de cette eau sera accru du fait de l'adjonction de produits acides antitartriques. Il a été calculé que ces rejets atteindraient 16 000 m³/an pour les produits «normalement actifs», l'activité étant de 38°C/an (hors tritium) et 250 000 m³/an pour les rejets «peu ou pas actifs», l'activité étant de 40°C/an hors tritium.

Il faut encore ajouter à ces effluents liquides : le tritium (7 400°C/an) et des produits divers pour 48°C/an.

On prévoit également le rejet dans l'atmosphère, par une cheminée, des gaz provenant du circuit primaire (20 000 m³/an Xénon et Krypton — activité 3 000°C/an) et du circuit de ventilation (gaz rare et tritium, 168 000°C/an — halogènes et aérosols, 4,8°C/an).

La radioactivité rejetée dans l'environnement atteindrait donc au total 178 000°C/an.

A cette pollution, E.D.F. envisage d'ajouter la formation de boues rouges.

D'après NUKLEEL, n° 7 Fév. Mars 80

A.I.E.N.E.R. NUKLEEL

B.P. 30

29207 Landerneau

ANNEXE n° 4

BIBLIOGRAPHIE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

- Les Amis de la Terre, *L'escroquerie nucléaire*, Stock, 1977.
 Syndicat de l'Énergie Atomique CFDT, *Le dossier électro-nucléaire*, Le Seuil, Points-Politique, 1980.
 G.S.I.E.N. (Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire), *Électronucléaire, danger*, Le Seuil, 1977.
 P. Samuel et C. M. Vadrot, *Le nucléaire en questions*, Ed. Entente, 1980.
 Michel Grenon, *La pomme nucléaire et l'orange solaire, réflexion sur les choix énergétiques*, Robert Laffont, 1978.
 Louis Puiseux, *La Babel nucléaire*, Ed. Galilée, 1977.
 Robert Jungk, *L'État atomique, les retombées politiques du développement nucléaire*, Robert Laffont, 1978.
 Philippe Simonnot, *Les nucléocrates*, Presses Universitaires de Grenoble, 1978.
 Yves Lenoir, *Technocratie Française*, J.J. Pauvert, 1977.
 Frédérique de Gravelaine et Sylvie O'Dy, *L'État E.D.F.*, Alain Moreau, 1978.
 Jean-Pierre Colson, *Le nucléaire sans les Français*, Maspéro, 1977.
 Prof. Mollo-Mollo, *L'énergie, c'est vous*, Stock 2, 1974.
 Amory Lovins, *Stratégies énergétiques planétaires*, Chr. Bourgois, 1975.
 Groupe de Bellevue, *Projet Alter*, Ed. Syros, 1978.
 Les Amis de la Terre, *Tout solaire*, J.J. Pauvert, 1978.
 Robert Giry, *Le nucléaire inutile ?*, Ed. Entente, 1978.
 A. Touraine, Z. Hegedus, F. Dubet et M. Wieworka : *La prophétie antinucléaire*, Le Seuil, 1980.
 Groupe Alter Breton, *Le projet Alter Breton*, 1979.

BIBLIOGRAPHIE SUR PLOGOFF

- Plogoff la révolte*, Editions Le Signor, 1980.
 René Pichavant, *Les pierres de la liberté*, Ed. Morgane, 1980.
 Revue Oxygène.
 Revue Nukleel.

**Achevé d'imprimer sur les presses
de l'imprimerie CELLIER
le 31 janvier 1981
à Quimper, Finistère,
pour le compte des éditions
La Digitale.**

Imprimé en France

Dépôt légal 1^{er} trimestre 1981
Editeur 005 Imp. 005 - 01 - 81

Ce livre rapporte les propos des femmes de Plogoff recueillis, par deux militantes antinucléaires, au cours de rencontres en avril, mai, juin 1980 et retranscrits tels qu'ils ont été formulés.

Les femmes de Plogoff racontent leur lutte, contre l'implantation d'une centrale nucléaire de 4 tranches de 1 300 Mégawatts à la Pointe du Raz, depuis 1976 ; la douloureuse occupation policière lors de l'enquête d'utilité publique (du 31 janvier au 14 mars 1980), leur vie quotidienne, le choix d'un mode de vie auquel elles sont attachées et leur détermination pour défendre un pays, une terre où elles sont enracinées.

«Jusqu'à présent, on ne nous avait rien proposé : pas d'industrie, pas de boulot ; on nous ignorait. Les hommes ont été obligés de partir et nous, de nous débrouiller seules quand ils partaient.

On est tranquille ici, et on veut continuer à vivre tranquille. On ne veut pas de cette centrale.

Ils vont tout faire pour nous l'imposer et nous, nous ferons tout pour ne pas l'avoir, car nous n'admettons pas qu'on implante une centrale d'une telle ampleur, en bordure de mer comme ça. On ne peut pas accepter une chose pareille, à moins, d'être complètement inconscient. Et plus ça ira, plus la résistance sera forte.

Nous avons un pays auquel nous tenons. »

Maquette Michel Politzer

Editions LA DIGITALE

Kerflech - Mellac
29130 - Quimperlé